

DYNAMIQUE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE :



Écosystèmes conflictuels, écologie politique et propagation du proto-État

Document de recherche



Copyright © PNUD 2022. Tous droits réservés.

One United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à construire des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org ou suivez-nous sur [@UNDP](https://twitter.com/UNDP).

Cette publication ou des parties de celle-ci ne peuvent être reproduites, stockées au moyen de quelque système que ce soit ou transmises, sous quelque forme que ce soit, par quelque moyen que ce soit, qu'il soit électronique, mécanique, photocopié, enregistré ou de tout autre type, sans l'autorisation préalable du PNUD. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le PNUD, ou des États membres des Nations Unies.



SOMMAIRE

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS	6
REMERCIEMENTS	7
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	8
Résumé des recommandations.....	II
Comprendre.....	II
Agir.....	II
INTRODUCTION	13
Objet.....	13
DÉFINITIONS	14
Groupes extrémistes violents (GEV).....	14
GEV inspirés des idéologies adoptées par Al-Qaïda ou Daech	14
GEV globaux, transnationaux et locaux.....	14
Champions de la réforme.....	15
Groupes criminels organisés et blanchiment d'argent	15
DYNAMIQUE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	16
« LA VISION EST GLOBALE, LES GRIEFS SONT LOCAUX ».....	27
Versions locales d'objectifs mondiaux.....	27
Opérer dans un écosystème de violence.....	30
Instabilité intentionnelle.....	31
Messages de mobilisation pour les GEV.....	35
Terre, climat et conflits.....	37
Misogynie, genre et tissu social.....	39
La forme suit-elle la fonction ? Les structures opérationnelles des GEV locaux.....	40
Stratégies et modalités opérationnelles	31
Impact des événements internationaux sur les approches des GEV locaux	42

RECOMMANDATIONS	45
Recommandations générales	45
COMPRENDRE	47
Économie politique.....	47
Écologie politique.....	48
Idéologie et grief	48
AGIR	49
Économie politique.....	49
Écologie politique.....	50
Idéologie et grief	50
Suivre l'argent.....	51
Soulager la douleur	52
MÉTHODOLOGIE	53
ANNEXE A : EMPÊCHER LA PROCHAINE VAGUE	54
Anticiper l'inévitable et prévenir la prochaine vague de recrutement : saisir la rupture climatique dans les récits idéologiques.....	54
ANNEXE B : HYPOTHÈSES POUR UNE ENQUÊTE PLUS APPROFONDIE	57
L'implication d'Al-Qaïda et de Daech rend plus difficile la fin du conflit, mais une certaine forme de négociation reste inévitable pour la paix.	57
Les GEV locaux passent de « Big Man » à « Big Idea » lorsque les ressources le permettent. Cela renforce leur résilience.	57
Résister à l'entrée d'Al-Qaïda ou de Daech nécessite de modifier les calculs coûts-avantages des GEV ..	58
ANNEXE C : MÉTHODOLOGIE	60
ANNEXE D : DÉFINITIONS	62
ENDNOTES	66

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

ACLED	Localisation des conflits armés et données sur les événements
ALPC	Armes légères et de petit calibre
AML	Lutte contre le blanchiment d'argent
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
ASWJ	Ahlul Sunna wa Jamma
BC	Bureau de crise
BRA	Bureau régional pour l'Afrique
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
EV	Extrémisme violent
GEV	Groupe extrémiste violent
GFS	Gouvernement fédéral de la Somalie
ILLP	Initiatives pour la terre, les vies et la paix
ISWAP	État islamique Province en Afrique de l'Ouest
JAS	Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'adati wal-Jihad
JNIM	Jamaat Nusrat al-Islam wa al-Muslimin
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PVCPIR	Prévention des conflits, consolidation de la paix et institutions de réponse
RDC	République démocratique du Congo
UA	Union Africaine
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie

REMERCIEMENTS

Ce document de recherche a été préparé dans le cadre d'un processus co-dirigé par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (BRA) et le Bureau de crise (BC) de l'équipe de prévention des conflits, de consolidation de la paix et d'institutions de réponse (PVCPIR)/prévention de l'extrémisme violent (PEV). Le document a été élaboré par le chercheur principal Peter Rundell et les chercheurs de soutien Olivia Lazard et Emad Badi sous la direction éditoriale de Noura Hamladji, administratrice adjointe et directrice régionale adjointe du Bureau régional pour l'Afrique (BRA), et Samuel Rizk, chef du PVCPIR au Bureau de crise du PNUD. Le processus a été coordonné et guidé par Nika Saeedi et Nirina Kiplagat avec le soutien supplémentaire de Heesu Chung, Mohammed al-Qussari et Tomas Kral du PNUD.

L'élaboration de ce document a également été soutenue par des membres externes du comité de pilotage des États membres—Matthias Kennert du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères ; Helena Sterwe du Service européen pour l'action extérieure ; et Laria Sotian de l'Ambassade de Suède.

Merci également à Roselyn Akombe et à Jide Okeke du Centre de services régional du PNUD pour l'Afrique ; Njoya Tikum du Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ; Giordano Segneri du Centre régional du PNUD pour les États arabes ; et Simon Alexis Finley du Centre de gouvernance du PNUD à Oslo pour leur soutien continu.

Le document a bénéficié de réflexions supplémentaires lors de plusieurs forums interinstitutions des Nations Unies, dont les membres sont composés de divers représentants d'entités des Nations Unies à travers les trois piliers fondateurs du système des Nations Unies : la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement.

Les auteurs sont reconnaissants à un large éventail de collègues de la famille des Nations Unies qui

ont participé aux entretiens et dont la connaissance détaillée des lieux et des personnes touchées par ce défi a beaucoup contribué à ce que nous avons appris. Des remerciements particuliers vont au PNUD Niger (Abdoulaye Balde, Aziza Albachir), au PNUD Nigeria (Ashraf Usman, Chinpihoi Kipgen, Chukwuma Ume, David Micro, Matthew Alao), au PNUD Mali (Benedicte Storm, Filippo Di-Carpegna), au PNUD Lac Tchad (Chika Charles Aniekwe), PNUD Somalie (Doel Mukerjee, Nadja Wuensche), PNUD Mozambique (Eduardo Shiguelo Fujikawa, Florian Morier, Habiba Rodolfo), PNUD RDC (Jean-François Dubuisson, Joseph Oji, Laurent Rudasingwa, Oana Mihai, Shighata Coulibaly), PNUD Tchad (Lacina Barro), PNUD Burkina Faso (Martin Bisoka Mbanda, Stephanie Anderson) et BRA du PNUD (Joelle Seme Park). Merci également aux collègues de l'UNOCT, de l'UNICRI et de l'UNODC.

De l'extérieur de l'ONU, nous avons bénéficié de la générosité d'un certain nombre de collègues d'organismes régionaux, dont l'ambassadeur Frederic Gateretse-Ngoga, Ansoumane Samassy Souare, Esther Daramola, Idriss Mounir, Inusah Ziblim, Malaz Hassan, Mauna Bagwasi, Musa Yousif, Netsanet Tekeda et Simon Nyambura. Nous sommes également reconnaissants pour les idées d'un éventail de collègues de la société civile, notamment Andrea Abel van Es, Elwad Elman, Fonteh Akum, Gayatri Sahgal, Grace Onubedo, Ibrahim Yahaya Ibrahim, l'imam Muhammad Ashafa et le pasteur James Wuye, Mustapha Alhassan et Nicolas Florquin. Cinq chercheurs, en particulier, ont fourni des conseils et des idées importants : Amanda Coakley, Boubacar Ba, Friederike Bubenzer, Kessy Ekomo et Luc Damiba.

Enfin, nous apprécions les pairs examinateurs suivants pour leurs commentaires et leurs retours : Le colonel Christian Emmanuel Mouaya Pouyi et d'autres personnes du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), Matthew Dixon (FCDO) et Peter Tinti (Global Initiative).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les groupes extrémistes violents internationaux (GEV) Al-Qaïda et Daech se sont répandus dans toutes les régions étudiées dans ce rapport – Sahel (Liptako-Gourma), Bassin du lac Tchad, RD Congo, Somalie et Mozambique – et de nombreux groupes locaux ont promis leur fidélité à l'un ou à l'autre. Malgré

des efforts nationaux et internationaux persistants et coûteux, les États de la plupart des régions ne semblent pas sortir gagnants de la compétition pour le contrôle de leur territoire.

Nous observons que :

ces groupes opèrent dans les **écosystèmes conflictuels** complexes et mouvants de ces régions ;

leurs progrès doivent être considérés dans le contexte des relations entre les **populations et leurs écosystèmes** ainsi qu'entre les élites politiques concurrentes ; et

ils semblent évoluer à partir de petites bandes pour devenir des **concurrents proto-étatiques** pour acquérir l'allégeance des communautés.

Nous observons également que les GEV dans ces régions sont à la fois internationaux et locaux, à la fois idéologiques et économiques.

Les champions de la réforme (et les GEV) opèrent au sein d'une économie politique plus large caractérisée par les « modèles économiques » des élites patrimoniales. L'insécurité, la pauvreté et la violence ne sont pas le résultat de capacités limitées, mais le produit d'intérêts des élites. Ces élites dépendent de la persistance des griefs et des peurs des groupes identitaires pour renforcer leurs positions - des griefs qu'elles peuvent aussi bien créer que manipuler. Ce contexte signifie que les programmes de réforme, de modernisation ou de lutte contre l'instabilité et la violence doivent être réalistes, reflétant la véritable marge de réforme dans l'équilibre des forces concurrentes. Cela, à son tour, présuppose de comprendre ce qui permet ou entrave l'expansion et l'enracinement des GEV à l'heure actuelle.

Les GEV se nourrissent des griefs locaux, qui cimentent leur implantation au sein des communautés lésées. Par leur implantation locale, elles génèrent les revenus (généralement illicites) nécessaires au fonctionnement des structures du groupe. Ces activités les mettent en contact avec des groupes purement criminels, avec lesquels ils partagent un intérêt à affaiblir la capacité de l'État dans les zones qu'ils contrôlent, quels que soient leurs motivations et leurs objectifs ultimes.

Les fils communs qui traversent ces conflits incluent :

- l'**éloignement** de la capitale (et un sentiment de marginalisation qui en résulte, exacerbé par une allocation des ressources de l'État centrée sur la capitale) ;
- un sentiment d'**injustice**, de discrimination ou de victimisation au sein des communautés (qui est facilement approprié pour le recrutement de GEV),

souvent lié aux abus des forces de l'État ou des milices associées ;

- les perceptions de **la corruption** (au sens le plus large du terme) parmi un large éventail d'élites et de détenteurs du pouvoir ;
- les griefs concernant (la perception de) la gestion injuste des **terres**, qui est inextricablement liée à l'accès aux ressources en eau, et la dégradation des terres associée (exacerbée par le changement climatique) ; et
- la lenteur ou l'inefficacité de la **justice** et du règlement des différends par l'État.



Les GEV profitent aussi de la dégradation de l'environnement et de la gestion inéquitable des terres pour se positionner comme justiciers, régulateurs de l'accès aux ressources naturelles et fournisseurs de services judiciaires et administratifs, ainsi que comme substituts des moyens de subsistance. L'analyse des conflits devrait inclure non seulement la dynamique politique entre les diverses identités, moyens de subsistance, groupes politiques et mobilisateurs violents, mais aussi la relation « d'écologie politique » entre les populations humaines et leurs écosystèmes.

Chaque lieu est différent avec sa propre histoire. Cependant, la situation semble globalement évoluer vers une concurrence effective avec l'État. La menace stratégique pourrait passer de la radicalisation des individus, comme l'explore le document novateur du PNUD *Journey to Extremism*¹ — pour inclure cette nouvelle dimension.



Au fur et à mesure qu'ils grandissent et s'enrichissent, certains de ces groupes construisent des structures locales qui ressemblent beaucoup à celles d'un État. En effet, ils commencent à concurrencer les gouvernements non seulement par la coercition, mais aussi en promettant certains des services locaux les plus essentiels que les gens veulent, comme la sécurité et des décisions rapides sur les différends. Ils peuvent le faire de manière cruelle et oppressive, mais même cela peut initialement attirer les communautés qui en ont assez de l'anarchie et de l'insécurité. Cela est plus évident dans les groupes de longue date comme Al-Shabaab en Somalie que dans les groupes plus récents comme ceux de Cabo Delgado au Mozambique, tandis que ceux du Sahel se développent vers le type de capacité observé en Somalie. Aucun de ces groupes n'est encore un « califat », comme Daech l'a proclamé (de façon injustifiée), et aucun n'est encore au pouvoir comme les talibans en Afghanistan, mais la réponse à la menace qu'ils représentent nécessite une stratégie qui reconnaisse cette nouvelle situation.

Ces GEV locaux se réclamant des idéologies véhiculées par Al-Qaïda ou Daech reflètent une version compétitive d'un « État médiatisé ».² Ici, ce n'est pas l'État seul, mais aussi des GEV locaux plus profondément structurés, qui négocient avec (d'autres) sources d'autorité non étatiques pour remplir des fonctions de gouvernement. En effet, les GEV locaux les plus profondément structurés présentent de nombreuses caractéristiques d'un « proto-État », tel qu'identifié à l'origine dans les structures évolutives prémodernes, marqué récemment par Daech.³

Il est important de ne pas imaginer les GEV locaux comme des entrepreneurs de conflits opportunistes unidimensionnels. Leur fondement idéologique affecte plutôt leur stratégie et leur structure. Les groupes d'insurgés se voient souvent attribuer des termes tels que « seigneur de la guerre », « patrimonial » ou « Big Man ». Certains GEV locaux portent le nom de leur personnage central (par exemple Katiba Macina ou « Koufa's Boys »), mais il y a aussi des indications que les GEV évoluent structurellement, commençant en tant qu'organisations patron-client classiques « Big Man » pour devenir des formations « Big Idea » dont la cohésion repose sur un alignement idéologique plutôt que personnel.



Des structures de GEV plus profondes et plus résilientes nécessitent des revenus plus élevés. Une compréhension détaillée de leurs sources de revenus pourrait permettre de perturber ces flux de revenus. De même, comprendre comment les GEV utilisent l'argent qu'ils acquièrent pourrait permettre de perturber davantage leurs « modèles commerciaux ». Cependant, cette perturbation ne sera efficace que si elle évite de saper les moyens de subsistance légitimes et le tissu social de communautés spécifiques.

Le comportement étatique des GEV pose un nouveau défi aux autorités existantes en ce qui concerne l'identification des options stratégiques pour maintenir les zones sous contrôle gouvernemental et reprendre les zones sous le contrôle des GEV. Là où l'État a été vécu

comme abusif ou inefficace, cependant, « le retour de l'État » pose le défi : « quel type d'État » ? Des réponses trop militarisées peuvent en effet exacerber le problème.

Les dirigeants de ces groupes locaux ont choisi de s'affilier à un groupe mondial sanctionné. Ils peuvent le faire pour diverses raisons. Saper la stratégie locale des GEV mondiaux nécessite une compréhension des calculs coûts-avantages des élites locales qui rejoignent – ou s'abstiennent de rejoindre – les GEV internationaux.

Cependant, une image réductionniste de ces groupes en tant qu'acteurs purement économiques - ou, dans la pratique, en tant qu'exploitants de griefs - perdrait de vue les aspects idéologiques de leur stratégie, de leurs objectifs et de leur attractivité, à travers lesquels ils filtrent les griefs locaux pour leur donner des avantages concurrentiels face à d'autres élites. Bien que chaque groupe soit différent et que ses messages et objectifs soient spécifiques à son contexte, le positionnement des GEV dans les mouvements idéologiques mondiaux est un thème commun.

Les réponses des communautés aux stratégies des GEV sont également façonnées par les politiques gouvernementales, les allocations de ressources et les messages. La capacité limitée à surveiller l'impact des GEV rend plus difficile l'adaptation appropriée des politiques et des messages.



Les femmes et les hommes vivent différemment les faiblesses de la gouvernance, ainsi que la violence et la dislocation économique provoquées par les activités des GEV. Ils jouent souvent, ou sont censés jouer, différents rôles sociaux et subissent différemment la dégradation de l'écosystème, et ont également des rôles différents au sein des GEV. Les femmes et les jeunes (filles et garçons) en viennent également à comprendre leur situation par différents moyens ou médias et leur capacité à répondre à ces situations varie également.

Ces différences sont importantes lors de l'identification et de la mise en œuvre des stratégies d'intervention.

Il existe également des différences de genre (et de génération) dans la manière dont les individus réagissent au traumatisme des déprédations des GEV. Ce traumatisme est actuellement mal suivi. Cependant, un soutien durable adapté localement sera probablement essentiel si des stratégies d'adaptation perverses n'exacerbent pas les tensions et ne renforcent pas les cycles de violence.

Contre et prévenir les GEV ne signifie pas s'écarter de l'agenda d'une gouvernance responsable et réactive. Il ne s'agit pas de faire des choses différentes, mais de faire les choses différemment, d'une manière plus en phase avec l'économie politique, qui défie plus efficacement les modèles économiques des GEV et qui soit plus attentive aux contraintes écologiques, plus consciente des différents impacts sur les personnes d'identités différentes et mieux coordonnées.

Résumé des recommandations

Pour contrecarrer les stratégies évolutives des GEV, une réponse doit d'abord investir dans la **compréhension** du contexte et du défi, puis **agir** pour mettre en œuvre les stratégies qui émergent. En particulier, cela inclut l'attention aux flux financiers illicites, car ils affectent les VEG, et les réponses au traumatisme que les VEG infligent. Comme indiqué ci-dessus, le genre et la génération sont des facteurs qui doivent être pris en compte lors des phases d'analyse et d'action.

Comprendre

- Investir dans une analyse prudente et sensible au genreⁱ de **l'économie politique** des processus qui permettent aux GEV de se développer

aux niveaux local, infranational, national, régional et mondial (y compris les actions gouvernementales et leur expérience) et mettre constamment à jour cette analyse. Cela comprendra les cinq dimensionsⁱⁱ identifiées ci-dessus, à tout le moins.

- En particulier, soutenir une analyse d'**écologie politique** sensible au genre dans les zones menacées par la dégradation de l'environnement pour anticiper les effets différenciés selon le sexe des perturbations climatiques sur les moyens de subsistance, la mobilisation violente et les marchés conclus par les élites locales.
- Investir dans une analyse continue des messages **idéologiques et basés sur les griefs** que les GEV utilisent dans chaque lieu ainsi que de leurs effets sur les femmes et les hommes (désagrégés par âge), y compris les médias sociaux en langue locale et d'autres canaux de communication informels. S'appuyer sur la capacité à transmettre des messages alternatifs et surveiller leur effet.

Agir

- Appliquer des analyses **stratégiques** réalistes des besoins réels pour maintenir le contrôle gouvernemental des zones et des opportunités de reconquête du territoire du VEG. Cette analyse stratégique doit aller au-delà de l'évaluation militaro-tactique des options de combat pour prendre en compte l'économie politique des élites concernées et des communautés dont elles sont les principaux mécènes.
- Examiner les opportunités de déploiement d'outils basés sur la consolidation de la paix, la gouvernance et le développement, en les hiérarchisant à travers la lentille de l'extrémisme violent et en les adaptant aux défis de ces « écosystèmes de conflit ».

i C'est-à-dire refléter au moins les différentes expériences, capacités et opportunités des femmes et des hommes, y compris leurs droits et pouvoirs formels et informels.

ii L'éloignement, l'injustice (y compris les abus des organismes étatiques), la corruption, la gestion des terres et la justice.

- Explorer la possibilité de soutenir les autorités religieuses dans la médiation à différents niveaux, en renforçant la crédibilité des contestations face aux arguments des GEV concernant les justifications théologiques de leur violence.
- En particulier, s'appuyer sur la compréhension de l'**écologie politique** en permettant aux dialogues nationaux de créer un espace pour des conversations locales inclusives sur « l'histoire du lieu » afin d'explorer l'importance économique, écologique, culturelle et sociale des localités, en rassemblant les générations et en donnant aux genres et aux autres identités la possibilité de s'engager. Cela devrait permettre d'explorer des opportunités de restauration des terres qui rétablissent également le tissu social et réduisent l'attractivité des GEV en tant que solutions évidentes aux griefs à court terme.
- Suivre les flux **financiers** illicites au sein et entre les pays qui constituent les revenus dont dépendent les GEV, comprendre leurs relations et identifier les moyens d'entraver leurs revenus sans dévaster les économies locales. Tirer parti de ces informations et comprendre la manière dont les GEV utilisent leur argent pour développer et soutenir des stratégies qui entravent efficacement les modèles financiers des GEV sans compromettre les perspectives sociales ou économiques des communautés.
- Investir dans la santé mentale et le soutien psychosocial appropriés localement pour faire face aux **traumatismes**, en utilisant des approches adaptées aux enjeux locaux et aux ressources communautaires.



Introduction

L'extrémisme violent est un phénomène diversifié qui n'a pas encore une définition claire. Il n'est ni nouveau ni exclusif à une région, une nationalité ou un système de croyance. Cette étude, cependant, examine spécifiquement comment les tendances de l'extrémisme violent en Afrique ont un impact sur les situations locales et régionales, en particulier à travers les liens avec les corridors locaux, régionaux et mondiaux. Elle commence par l'observation que certains groupes extrémistes violents mondiaux (GEV), notamment Al-Qaïda et Daech, se sont propagés à travers l'Afrique subsaharienne depuis 2010. Contrairement à d'autres courants extrémistes violents transnationaux présents ailleurs, comme le nationalisme blanc, ces GEV internationaux ont élargi la gamme de leurs affiliés locaux sur le continent.

De nombreux documents détaillés sont déjà disponibles sur la dynamique des GEV. Cependant, les récents bilans sur la prévention de l'extrémisme violent (PEV) manquent encore d'une analyse de la dynamique des groupes locaux, en particulier de leur leadership, de leurs stratégies et de leur cohérence interne par rapport aux GEV internationaux. Une analyse antérieure s'est concentrée en grande partie, mais pas exclusivement, sur le niveau des membres individuels et les moteurs de leur intégration dans les GEV, tout en tenant compte des conditions préexistantes qui prédisposaient les adhérents potentiels au recrutement.

Le PNUD s'est positionné pour lutter contre la persistance de l'extrémisme violent par le biais de programmes de prévention de l'extrémisme violent (PEV) et de stabilisation. En 2017, le PNUD a mis sur pied *Journey to Extremism in Africa : Moteurs, incitations et point de basculement pour le recrutement*. Ce rapport pionnier a renforcé le rôle du PNUD dans la promotion d'une réponse de développement à l'extrémisme violent. S'appuyant sur les travaux sur la PEV et tirant les leçons de la Libye et de l'Irak, le PNUD soutient actuellement

la stabilisation du Sahel par la mise en place de mécanismes de stabilisation dans les régions du lac Tchad et du Liptako-Gourma. Le PNUD a produit des recherches contextualisées et des connaissances fondées sur des preuves qui aident à éclairer les moteurs pertinents et la dynamique des conflits qui permettent aux GEV de prospérer dans les États africains touchés. Cela a permis aux décideurs de parvenir à une compréhension globale de l'impact, des causes et des effets de l'extrémisme violent d'un point de vue macroéconomique.

Objet

La nature des corridors stratégiques internationaux à travers lesquels les GEV transnationaux migrent vers de nouvelles zones d'intérêt peut ne pas être pleinement révélée en mettant l'accent sur la vulnérabilité, le recrutement et la rétention individuels. Cette étude vise donc à comprendre ces processus en mettant davantage l'accent sur la dynamique des groupes et de leurs élites dirigeantes. Elle examine les implications stratégiques et opérationnelles lorsque des individus radicalisés se regroupent contre l'État pour former des groupes structurés qui défient l'État de manière crédible.

Dans la mesure du possible, cette analyse cherche donc à inclure la prise en compte des corridors de criminalité transnationale (ressources environnementales, trafic de drogue, trafic d'êtres humains, etc.), des déploiements des forces de sécurité (armée, police, etc.) et des déploiements administratifs (menant à l'analyse de la corruption). Dans la mesure du possible, elle note également l'impact des actions des forces de sécurité de l'État sur les facteurs de conflit dans les zones d'étude et l'effet que ceux-ci ont sur la dynamique locale (transnationale et mondiale) des GEV.

Le rapport se termine par des recommandations à l'intention de l'ONU et de la communauté internationale, des autorités étatiques et de la société civile.

DÉFINITIONS

Les concepts que ce rapport utilise pour catégoriser les groupes ne reflètent pas la terminologie de l'ONU. Les termes servent de cadre analytique pour offrir une description nuancée et contextualisée de la dynamique multiple des groupes et des acteurs que le rapport étudie. Ils tiennent compte du fait que les groupes et acteurs opèrent sur différents niveaux géographiques et stratégiques et dont les sources d'inspiration et les aspirations varient. Par conséquent, ce rapport doit être lu en partant du principe qu'une réponse contextualisée à l'extrémisme violent et au terrorisme nécessite une analyse régulière des conflits qui prend en compte les menaces volatiles et changeantes.

Groupes extrémistes violents (GEV)

Un terme clé largement utilisé dans la littérature et les reportages populaires est « l'extrémisme violent » (EV) et le terme connexe « groupe extrémiste violent » (GEV). Le Plan d'action des Nations Unies pour prévenir l'extrémisme violent (2015) note que « l'extrémisme violent est un phénomène diversifié, sans définition claire. Il n'est ni nouveau ni exclusif à une région, une nationalité ou un système de croyance. Les définitions du « terrorisme » et de « l'extrémisme violent » sont la prérogative des États membres et doivent être conformes à leurs obligations en vertu du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme ». Certains GEV sont également des organisations terroristes désignées par l'ONU ; cependant, ces désignations ne sont pas mentionnées aux fins du présent rapport car elles ne sont pas pertinentes pour l'analyse. Une discussion plus détaillée des définitions se trouve à l'annexe D.

GEV inspirés des idéologies adoptées par Al-Qaïda ou Daesh

L'inspiration idéologique d'un GEV peut varier considérablement - les groupes nationalistes blancs violents, la Hache noire ou les Brigades rouges des années 1970 se conforment tous à la définition la plus couramment utilisée. Cependant, les GEV spécifiques à l'Afrique subsaharienne, dont l'expansion fait l'objet de cette étude, sont des groupes qui sont inspirés par les idéologies adoptées par Al-Qaïda ou Daesh.

GEV globaux, transnationaux et locaux

Les GEV globaux paradigmatiques abordés dans le présent rapport sont Al-Qaïda et Daesh (« État islamique »). Ces groupes aspirent à une portée et une pertinence globales et ont un agenda et un récit globaux.

Les GEV transnationaux opèrent au-delà des frontières reconnues des États. Cela peut refléter une dispersion tactique (par exemple, une expansion à la recherche de zones dans lesquelles il est possible de récupérer, se recycler ou se rééquiper) ou bien un théâtre d'opérations transfrontalier. Cependant, leur objectif est géographiquement limité.

Les GEV locaux opèrent principalement dans les limites d'un État national. Ils peuvent être très

locaux – avec des opérations limitées à une petite zone ou dont le recrutement se limite à un groupe identitaire restreint – ou aspirer à une portée nationale ; dans tous les cas leur perspective reste dans les limites de l'État national.

Champions de la réforme

Les sociétés et les gouvernements en question se lancent tous dans une série de programmes de réforme et de modernisation. Les « champions de la réforme », à savoir les acteurs à l'origine de ces changements, sont des partenaires importants pour la communauté internationale, car cette dernière cherche à soutenir le progrès.

Groupes criminels organisés et blanchiment d'argent

Les réseaux et groupes criminels organisés se distinguent des groupes insurgés et terroristes par leur attitude à l'égard de l'État. Tous deux se livrent à des activités financières illicites. Les activités criminelles organisées peuvent conduire au blanchiment d'argent, un concept axé sur la source des fonds, qui peuvent ensuite être utilisés à des fins qui ne sont pas en elles-mêmes illégales. En revanche, les groupes terroristes peuvent recevoir des fonds de sources légitimes à des fins interdites. Les mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent (AML) traitent les deux types de transactions comme des sources de risque pour le système financier.



© PNUD/Chad

DYNAMIQUE DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'affiliation aux GEV mondiaux Al-Qaïda et Daech s'est étendue à toutes les régions étudiées, des groupes locaux s'engageant à être fidèles à l'un ou à l'autre. Tous ces groupes locaux opéraient déjà dans les écosystèmes conflictuels complexes et mouvants de ces régions,⁴ et leurs dirigeants ont choisi de s'affilier à un groupe mondial sanctionné pour diverses raisons (voir ci-dessous). Dans certains cas, ces écosystèmes conflictuels se reflètent dans l'instabilité gouvernementale, y compris certains cas que le Secrétaire général des Nations Unies a qualifiés en octobre 2021 d'« épidémie de coups d'État ».⁵

Ils sont également touchés par d'autres phénomènes régionaux. « La prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) constitue à la fois une cause et une conséquence de l'insécurité ambiante et des phénomènes connexes, tels que les conflits armés, les activités terroristes et la criminalité transnationale organisée, qui compromettent les perspectives de développement de certains pays de la région du Sahel »⁶ Les budgets militaires ont également fortement augmenté dans de nombreux endroits : « Tchad (+31 %), Mali (+22 %), Mauritanie (+23 %) et Nigeria (+29 %) » en 2020, par exemple.⁷

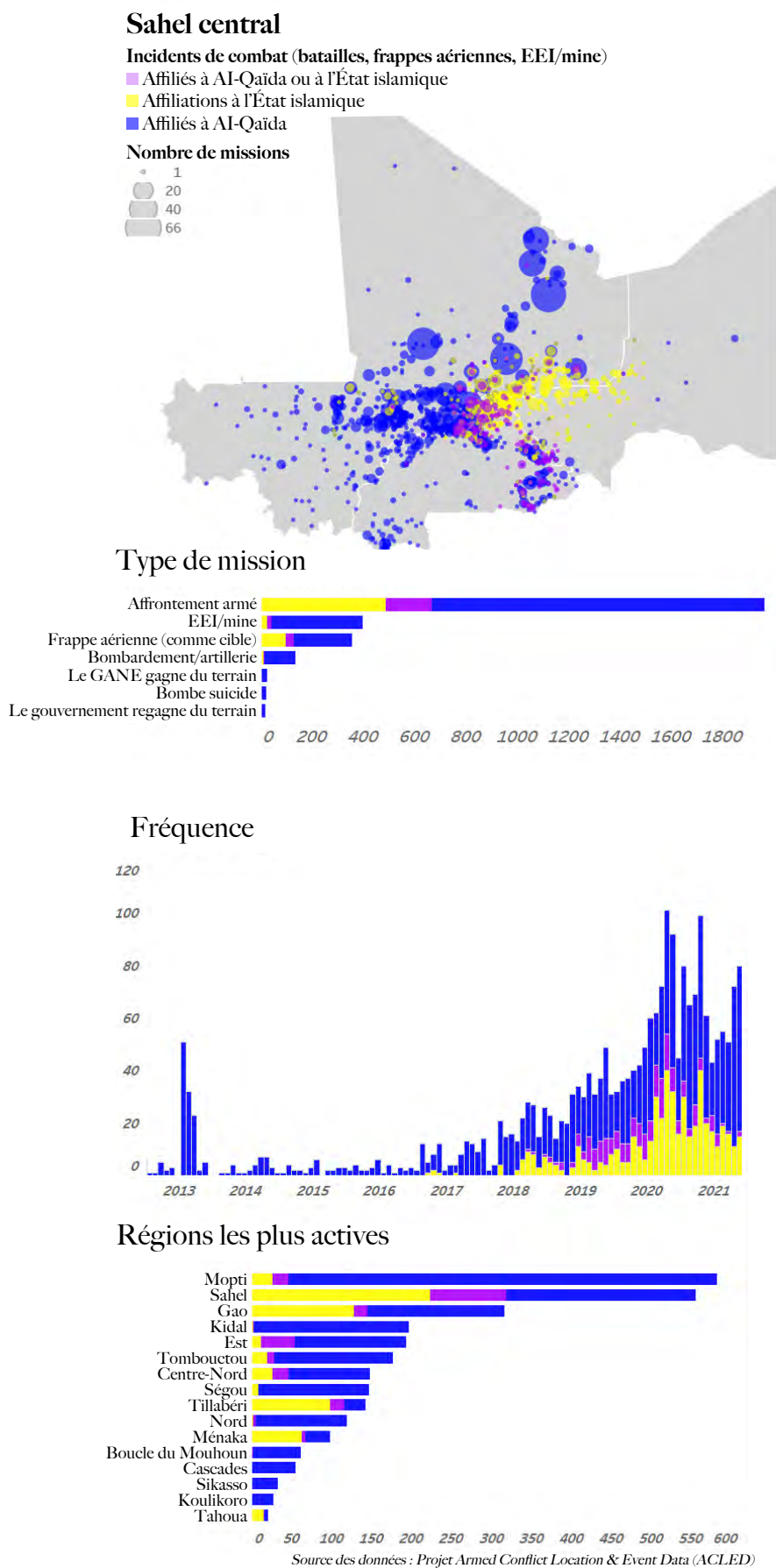
Les stratégies d'expansion locale des GEV mondiaux varient. Al-Qaïda semble désormais adopter une approche de « franchise », fournissant peu de soutien ou de conseils à ses affiliés et avec relativement peu de réclamations à leur égard.

Daech, en revanche, semble avoir une approche relativement plus directe, dans certains cas, et fournit plus de ressources à certains de ses affiliés et tente d'exercer un plus grand contrôle sur eux. Ces ressources peuvent inclure le financement ; il est largement rapporté qu'elles incluent des entraînements et des combattants étrangers qui sont envoyés pour « soutenir » des groupes locaux.⁸ Cela peut à son tour contribuer à une plus grande létalité parmi les affiliés à Daech : la coutume locale impose moins de retenue aux militants de l'extérieur, et les combattants locaux en viennent à avoir moins de respect à mesure que les approches des combattants étrangers se normalisent au sein du groupe.

Les données des graphiques ci-dessous sont tirées de l'ensemble de données du projet Armed Conflict Location and Event Data (ACLED). Elles rapportent à la fois les décès et les incidents de manière cohérente dans le temps, en utilisant une méthodologie transparente qui s'appuie sur des informations provenant de tous les théâtres d'intérêt. Cela permet de comparer de manière crédible les tendances et les changements quant aux niveaux de violence. D'autres ensembles de données (par exemple, l'Uppsala Conflict Data Program) constituent des sources importantes d'information sur les décès, mais ils ne couvrent pas actuellement les événements violents non mortels ; les données quantitatives s'appuient donc sur le matériel ACLED pour des aperçus cohérents.

FIGURE 1.

Incidents de combat au Sahel central



ENCADRÉ 1.

MALI

Le Mali illustre les tendances décrites dans cet article. Ses zones les plus reculées ont longtemps été difficiles à contrôler par le gouvernement depuis Bamako, et l'État post-colonial a eu du mal à asseoir sa légitimité. « Le coup d'État de 2012 au Mali et la déstabilisation politique qui a suivi ont mis un terme brutal à la success story du pays en tant que « chouchou des donateurs » et en tant que modèle de démocratisation réussie ».⁹ Malgré la signature d'un traité de paix, des groupes extrémistes violents et terroristes qui n'étaient pas parties à l'accord de paix continuent de lancer des attaques dans les territoires du nord et du centre du pays et défient le gouvernement et les institutions étatiques du Mali. Les coups d'État plus récents n'ont rien fait pour renforcer la légitimité du gouvernement auprès de ses partenaires.

Cependant, les graines des événements de 2012 seraient plus profondes. En 2020, Kanon Tsuda, par exemple, a suggéré :

l'État a largement échoué à contenir les conflits induits par les milices armées, les rebelles ethniques, les groupes terroristes et les tensions intercommunautaires. Et aujourd'hui, la nation est à nouveau marquée par l'instabilité et la hausse de l'activité criminelle. Cette instabilité a entraîné une détérioration rapide de la situation des droits de l'homme au Mali, Human Rights Watch rapportant en 2019 que 85 000 civils ont fui leurs foyers à la suite de violences, des centaines ont été tués par des groupes ethniques d'autodéfense, alors que des groupes terroristes islamiques et les forces de sécurité maliennes ont infligé à de nombreux suspects des traitements dégradants et inhumains, dont plusieurs sont morts en





détention ou suite à une disparition forcée au cours de l'année. ...

Au cours des deux dernières décennies, les rebelles touaregs ont demandé une plus grande autonomie pour le nord du Mali, en le renommant la région de l'Azawad dans le but d'établir une identité unifiée qui transcende les frontières artificielles laissées par le colonialisme européen. ... Leur rébellion de janvier 2012, une protestation contre la discrimination et la marginalisation de leur peuple par l'État, a été la quatrième fois que les Touaregs se rebellent depuis l'indépendance.¹⁰

Cependant, la dynamique des Touarègues est complexe et n'est pas nécessairement prédominante dans toutes les régions du nord du Mali. De plus, les dynamiques internes – souvent remontant à l'époque coloniale, souvent découlant de tensions entre les couches sociales élites et subalternes – affectent également l'évolution du conflit.¹¹

Comme le soutient Tsuda, « l'héritage postcolonial persistant a joué le rôle de catalyseur dans la mauvaise gouvernance et les conditions socio-économiques et a considérablement contribué à faire du Mali et de la région du Sahel des terrains fertiles pour les activités terroristes. ... L'insécurité socio-économique a aussi inévitablement exacerbé ces mouvements. Les groupes extrémistes ont délibérément ciblé leur recrutement dans les zones rurales connaissant des pénuries alimentaires et un chômage élevé... De plus, alors qu'il y a eu un investissement mondial dans la lutte contre le terrorisme islamique au Mali, l'instabilité socio-économique de longue date qui le sous-tend a reçu peu d'attention de la part de la communauté internationale ».¹²

FIGURE 2.

Attaques contre des civils au Sahel central

Sahel central

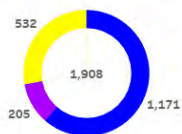
Attaques contre des civils

- Affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique
- Affiliations à l'État islamique
- Affiliés à Al-Qaïda

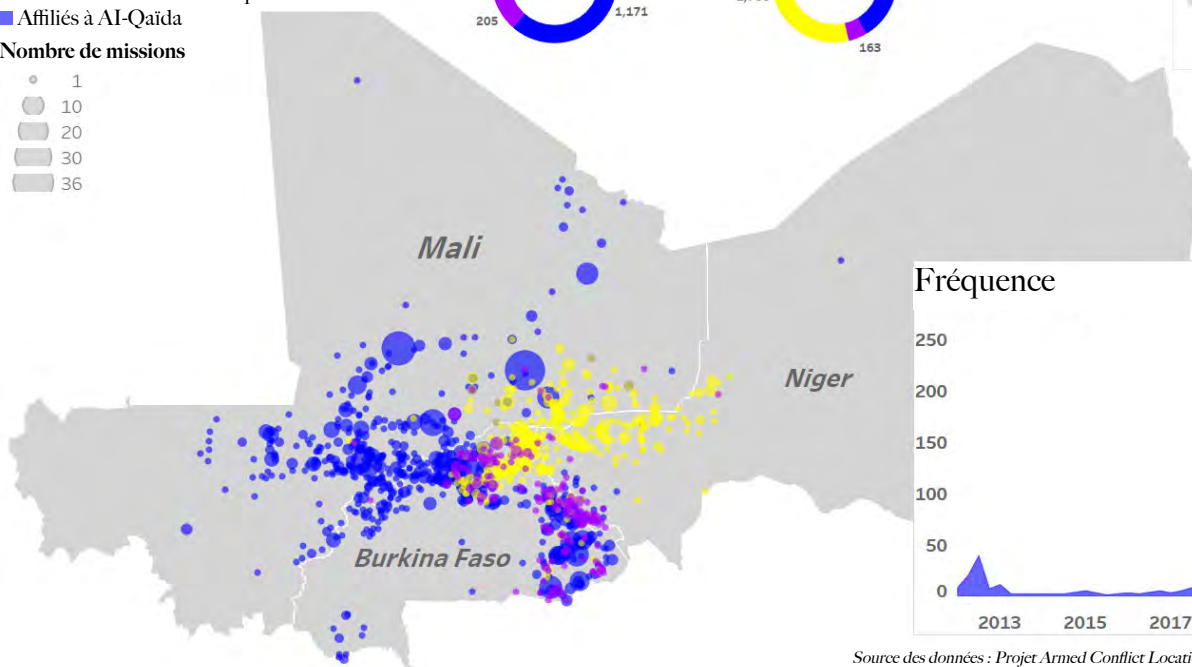
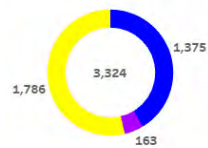
Nombre de missions

- 1
- 10
- 20
- 30
- 36

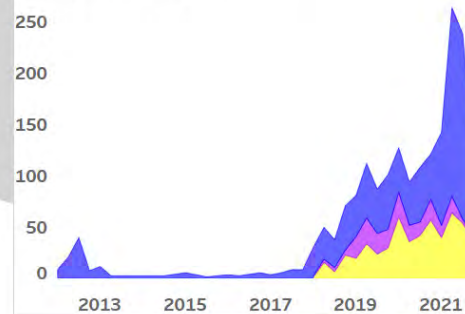
Nombre d'attaques par acteur



Nombre des morts par acteur



Fréquence



Source des données : Projet Armed Conflict Location & Event Data (ACLED)

On voit sur ces graphiques l'accélération des pertes civiles suite à la fin de « l'exception sahélienne » et des combats entre Al-Qaïda et les affiliés de Daech à partir de 2019, et le plus grand taux de létalité des groupes affiliés à Daech malgré un plus faible nombre d'attaques.¹³



© PNUD/Chad

ENCADRÉ 2. BURKINA FASO

L'extrémisme violent est à nouveau en hausse dans plusieurs régions du Burkina Faso après l'échec des pourparlers entre les autorités et les groupes insurgés au début de 2021. Une attaque contre le village de Solhan, dans le nord-est du pays, en juin 2021, a fait plus de 150 morts et a été perpétrée par des enfants âgés de 12 à 14 ans, selon le gouvernement burkinabé et les Nations unies. Cette atrocité a été l'une des agressions les plus violentes contre le Burkina Faso depuis le début de la crise sécuritaire dans le pays en 2015. L'emplacement stratégique du Burkina Faso au cœur de l'Afrique de l'Ouest signifie que sa situation sécuritaire est profondément liée aux tendances transnationales. Cela dit, la profondeur de la cohésion entre les GEV internationaux et leurs affiliés ou ramifications régionales reste incertaine.

Les deux principaux GEV régionaux sont Jamaat Nusrat al-Islam wa al-Muslimeen (JNIM), une coalition faitière d'insurgés soi-disant salafistes-djihadistes dirigée par Iyad Ag Ghaly, et l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS), dont le chef, Adnan Abou Walid al-Sahraoui, aurait été tué par les forces françaises en septembre 2021. Le JNIM a prêté allégeance à Al-Qaïda, l'ISGS à Daech.

Les GEV locaux sont principalement dispersés dans le nord et l'est du Burkina Faso et, comme pour les relations des groupes régionaux avec les groupes mondiaux, la profondeur de leurs relations avec les groupes régionaux est souvent incertaine. Les groupes locaux s'attribuent souvent le mérite d'une attaque qu'ils n'ont pas planifiée, ciblent des groupes d'opposition sans l'autorisation des dirigeants des groupes régionaux ou se livrent à des violences enracinées dans des revendications ethniques plutôt que dans une lutte idéologique.

Le comportement et les objectifs stratégiques des GEV au Burkina Faso varient également selon la situation géographique. Dans la région du nord du Sahel, l'idéologie religieuse semble être une caractéristique clé de l'extrémisme violent, bien qu'il ne soit pas clair si cela est motivé par le contrôle exercé par les groupes sur des institutions clés telles que les

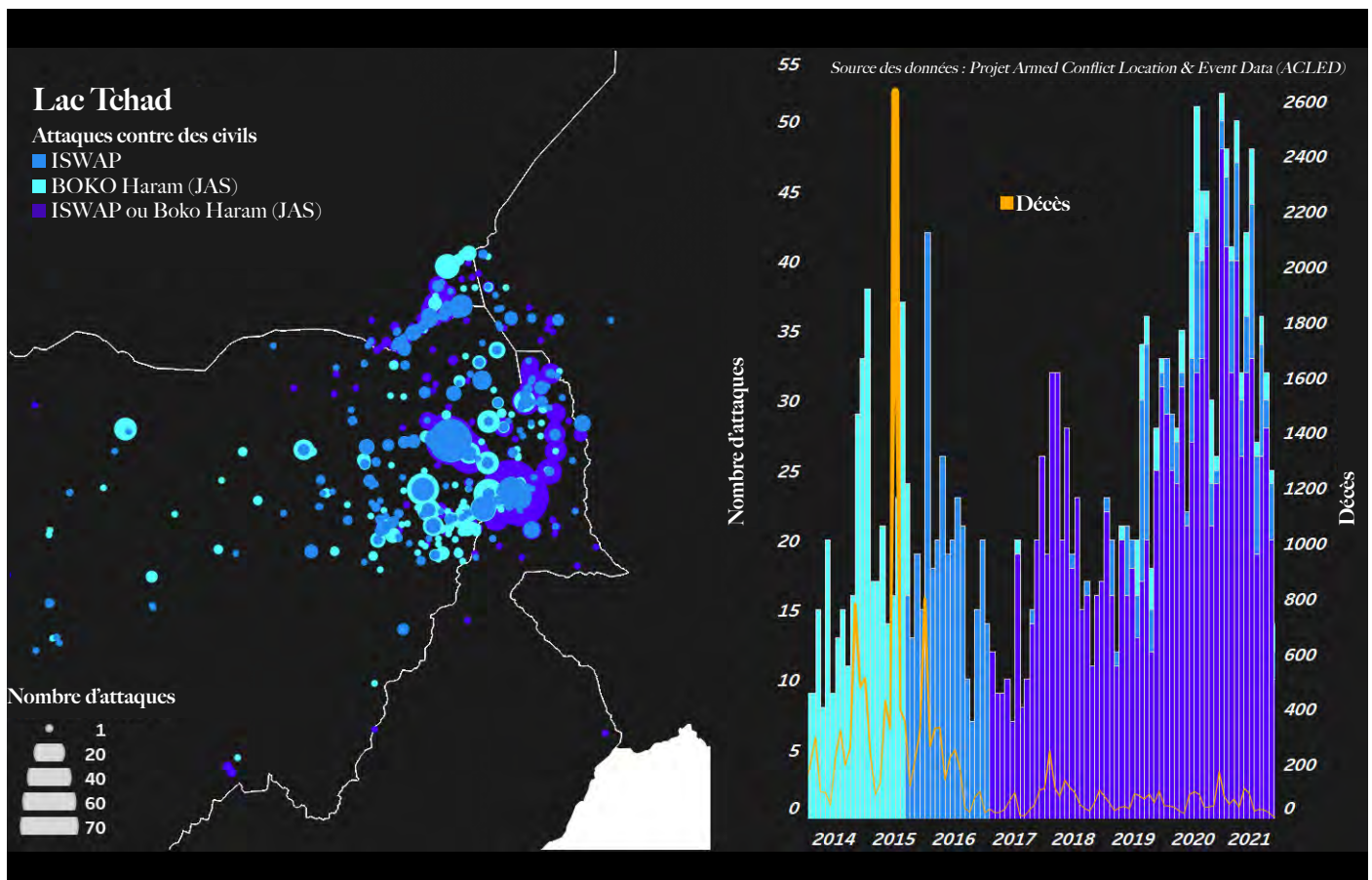
mosquées, à travers lesquelles ils peuvent influencer les communautés. À l'est, les facteurs économiques jouent un rôle significatif à la fois dans les allégeances collectives et dans les conflits fonciers. Dans la région du centre-nord, qui abrite la majorité de la population déplacée à l'intérieur du pays, les conflits entre groupes locaux sont souvent alimentés par des revendications ethniques établies avant la crise du Sahel ou exacerbées par celle-ci. Le nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur du pays a également créé des tensions dans cette région.

L'introduction des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) en janvier 2020 a encore exacerbé la complexité de la crise sécuritaire au Burkina Faso. Créés comme auxiliaires pour soutenir les forces de sécurité assiégées du pays, ce sont essentiellement des groupes locaux armés qui reçoivent un petit entraînement et l'autorité à défendre leur communauté par la force. Au lieu d'améliorer la situation sécuritaire, ils l'ont souvent aggravée en ciblant les pasteurs, comme les Peuls (Fulani), et en utilisant leurs nouveaux pouvoirs à des fins économiques ou en exacerbant les tensions intercommunautaires. Ils se sont battus avec d'autres groupes d'autodéfense tels que les Koglweogo et les Dozo, qui sont également accusés d'exactions contre des civils. Si l'objectif stratégique officiel des VDP est de lutter contre l'extrémisme violent, leur volonté d'influence n'exclut pas l'éventualité qu'ils jouent un rôle dans les réseaux criminels, notamment ceux qui se livrent à la contrebande de biens de consommation courante.

La situation peut changer rapidement en raison de l'échec des négociations, des conflits fonciers vieux de plusieurs générations, du contrôle des emplacements stratégiques, de la mise en œuvre de l'idéologie religieuse ou des alliances changeantes entre les GEV. L'élargissement des objectifs stratégiques des GEV n'est pas le seul facteur qui a conduit à l'affaiblissement de la sécurité au Burkina Faso. La dégradation des terres due à l'impact du changement climatique et à l'évolution des lois sur la propriété foncière a également déclenché une concurrence pour les ressources naturelles qui, à son tour, a profité aux GEV.¹⁴

FIGURE 3.

Attaques contre des civils dans le lac Tchad



Dans le bassin du lac Tchad également, les alliances changent rapidement, tout comme les tactiques et les approches des GEV locaux tels que l'État islamique de la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP) et Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'adati wal-Jihad (JAS). Dans cette région, les observateurs attribuent rarement une attaque à un groupe ou à l'autre.

De même, en République démocratique du Congo (RDC), les ADF (qui sont de plus en plus liées rhétoriquement à Daech) font partie d'un grand nombre de groupes armés non étatiques locaux (GANE) qui s'attaquent aux sources de revenus - à la fois légales, comme l'exploitation minière et l'agro-pastoralisme, et illégaux, tels que le bois, la drogue ou les produits de la faune sauvage.

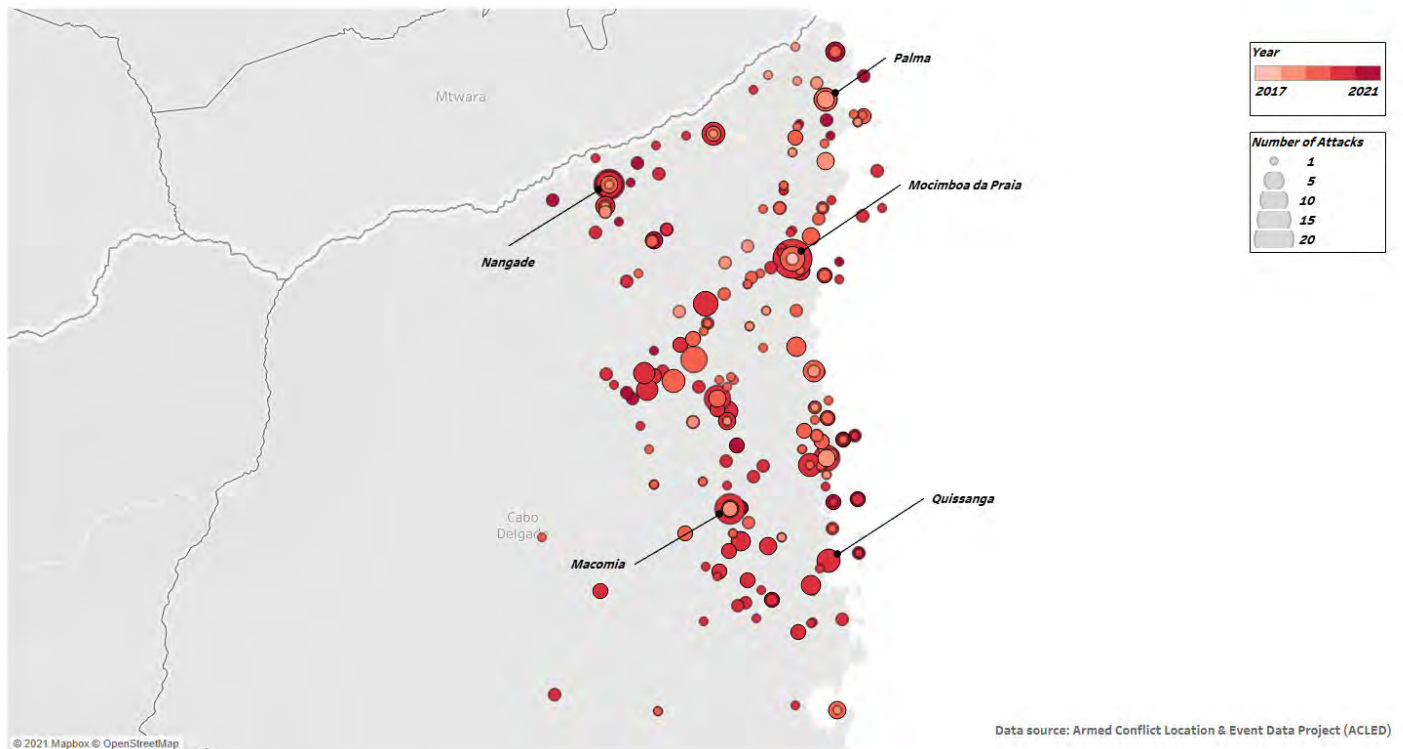
Au Mozambique, des griefs locaux de longue date associés depuis longtemps à la violence locale ont constitué la base d'Al-Shabaab, également connu sous le nom d'Ahlul Sunna wa Jamma (ASWJ). Al-Shabaab est revendiqué comme affilié à Daech et est parfois lié au groupe somalien du même nom, bien qu'il existe peu de preuves de ces liens. Les flux de revenus illicites locaux (drogues et bois, par exemple) sont principalement liés aux GANE, une catégorie dans laquelle s'inscrit Al-Shabaab.



L'affiliation aux GEV mondiaux Al-Qaïda et Daech s'est étendue à toutes les régions étudiées, des groupes locaux s'engageant à être fidèles à l'un ou à l'autre. Tous ces groupes locaux opéraient déjà dans les écosystèmes conflictuels complexes et mouvants de ces régions,⁴ et leurs dirigeants ont choisi de s'affilier à un groupe mondial sanctionné pour diverses raisons (voir ci-dessous). Dans certains cas, ces écosystèmes conflictuels se reflètent dans l'instabilité gouvernementale, y compris certains cas que le Secrétaire général des Nations Unies a qualifiés en octobre 2021 d'« épidémie de coups d'État ».

FIGURE 4.

Nombre d'attaques islamistes contre des civils à Cabo Delgado, au Mozambique. Novembre 2017-novembre 2021 (données au 19 novembre 2021)



On peut voir la violence se répandre plus largement après l'affiliation proclamée à Daech à Cabo Delgado en 2018.

En Somalie, la filiale locale de Daech est petite. Al-Shabaab (à l'origine une branche de l'Union des tribunaux islamiques - ICU) est internationalement proscrite dans le pays, après s'être formée dans le contexte violent de la politique fracturée des « seigneurs de guerre » de la Somalie au début des années 2000. Cependant, sa relation avec Al-Qaïda a évolué depuis qu'elle a prêté allégeance en 2012, elle reste ancrée dans les contestations locales (et les économies locales), et son caractère hautement

nationaliste la distingue quelque peu. Bien que les preuves de ses liens avec Al-Qaïda soient minces et que les changements ne soient pas évidents pour tous les observateurs, un commentateur a conclu qu'« en 2015, les liens d'Al-Shabaab avec Al-Qaïda central se sont considérablement dégradés. Alors que le groupe continue de mettre en avant son allégeance à Al-Qaïda, il considère désormais ce dernier davantage comme une marque marketing et une source de conseils généraux »,¹⁵ « Al-Shabaab continue d'opérer à la fois comme une insurrection et une puissance proto-étatique, contrôlant et gouvernant de vastes étendues de terres dans le sud, le centre et l'ouest du pays ». ¹⁶

ENCADRÉ 3.

AL-SHABAAB EN SOMALIE

« Al-Shabaab est apparu à l'origine comme un vestige d'al Itihaad al Islamiya (AIAI), une organisation islamiste wahhabite, qui a vu le jour en Somalie dans les années 1980 avec l'intention de remplacer le régime de Mohammed Said Barre par un État islamique. En 2000, les restes de l'AIAI (pour la plupart des jeunes membres) se sont réformés sous l'appellation Al-Shabaab et ont été intégrés à l'ICU en tant que milice de jeunesse radicale. »¹⁷ Cependant, l'évolution d'Al-Shabaab s'est produite dans un contexte politique somalien plus large. « Le règlement politique qui sous-tend le gouvernement fédéral de la Somalie (FGS) reflète un « ordre d'accès limité », une répartition élitiste du butin où des cartels politiques rivaux contrôlent et détournent les flux financiers vers et via l'État rentier, considéré généralement comme le pays le plus corrompu du monde.ⁱⁱⁱ Les négociations des élites sur les termes de ce règlement politique du butin sont en grande partie responsables de la paralysie politique chronique du gouvernement et de la violence politique épisodique « innée ». C'est aussi un facteur majeur dans la partition clanique de facto du pays en États régionaux autonomes, chacun bénéficiant de sa propre « rente » sous forme de douanes portuaires et d'autres opportunités. »¹⁸

Dans ce marché (de clan), les ententes tacites incluent « l'utilisation de la violence politique innée (assassinats ou orchestration d'affrontements communautaires), [qui] reste un outil de choix dans la compétition entre les élites mais est limitée par rapport aux années de guerre civile ouverte ; ... [et] un engagement généralement (mais pas universellement) partagé en faveur du maintien d'un état de droit faible ». ¹⁹

En théorie, Al-Shabaab rejette le règlement politique qui encadre le GFS. « De nombreuses tentatives ont été faites pour explorer un règlement négocié entre Al-Shabaab et le GFS, mais à ce jour, Al-Shabaab a rejeté ces ouvertures : au lieu de cela, il a pénétré le GFS, laissant sous-entendre qu'il est entré dans son propre jeu de marchandage d'élite avec les acteurs politiques, comme un racket de protection de la mafia. Ses « ententes » intra-élites avec d'autres acteurs politiques en Somalie constituent les formes les plus nuancées... de négociation d'élite dans le pays ». ²⁰

Depuis 2018, beaucoup de choses ont changé et le GFS a peut-être joué un rôle plus important dans le rejet des approches d'un règlement négocié. Le GFS a joué un rôle continu dans la négociation clanique, tandis qu'Al-Shabaab projette une image d'unité au-delà du clan (voir les messages de mobilisation pour les GEV locaux, ci-dessous), bien qu'il puisse également jouer le jeu de marchandage clanique mieux que la plupart des concurrents. ²¹



Dans la plupart des cas, les réponses de l'État ont mis du temps à s'adapter aux nouvelles tactiques des GEV locaux et à l'évolution des griefs, ce qui, contrairement aux écosystèmes de conflits persistants, peut être le symptôme d'une capacité limitée qui donne aux groupes violents de plus grandes opportunités. L'agilité en réponse aux conditions changeantes est un avantage naturel pour un groupe qui cherche à attaquer les structures existantes, et les structures étatiques doivent développer de nouveaux niveaux d'agilité en réponse.

iii. Bien que l'indice de perception de la corruption 2021 de Transparency International le place à 178/180, au lieu de 180, comme l'a noté Menkhaus en 2018.



© PNUD/Cameroon

« LA VISION EST GLOBALE, LES GRIEFS SONT LOCAUX »²²

Les GEV locaux de la région sont à la fois globalement connectés et localement intégrés ; sur le plan à la fois idéologique et économique ; jouant un rôle à la fois de justicier et criminel.

Versions locales d'objectifs mondiaux

Le JNIM, une alliance de GEV locaux affiliée à Al-Qaïda au Sahel, a proclamé l'objectif de créer les conditions d'un califat mondial, conformément à la rhétorique normale d'Al-Qaïda. L'ISGS, cependant, se tourne vers les califats locaux, conformément aux approches typiques de Daech. Malgré ces différences, tous deux revendiquent une vision globale ; ni l'un ni l'autre n'approuve les frontières des États à plus long terme.

Certains GEV locaux sont nés d'une entité qui visait à gouverner l'État (par exemple, Al-Shabaab en Somalie, qui est née de l'Union des tribunaux islamiques). Ces groupes cherchent à contrôler l'État même, mais il n'est pas clair dans quelle mesure il s'agit d'un objectif final (reflétant peut-être les courants nationalistes dans leur message idéologique), d'un tremplin vers leurs propres objectifs idéologiques mondiaux, ou de leur contribution à un programme mondial plus large.

Certains GEV locaux sont issus de groupes d'intérêt ethniques ou de moyens de subsistance dont l'objectif final était un traitement plus équitable au sein de l'État existant. Certains aspects de la stratégie de recrutement de la Katiba Macina parmi les Rimaibé et

d'autres éleveurs peuls non élitaires en sont un exemple. Cependant, compte tenu notamment de son rôle de membre fondateur de l'alliance JNIM, il est juste de voir la Katiba Macina comme étant essentiellement un GEV local (s'inspirant de la piété et de la prédication radicale de son principal dirigeant, Amadou Kouffa) qui a pris pied grâce à de tels conflits entre groupes d'intérêts.

Certains groupes locaux avaient un objectif local qui nécessitait une redéfinition des frontières mais pas du concept de l'État, comme la formation d'un État indépendant de l'Azawad, - essentiellement un projet touareg. Dans ce cas, des groupes qui avaient au départ une visée nationaliste - notamment le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) - se sont affrontés à d'autres groupes partisans d'une idéologie plus définitivement dite islamiste, notamment Ansar ad-Dine. Soutenu par le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), dissident d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar ad-Dine a chassé le MNLA de Gao (capitale intérimaire proclamée d'Azawad) en juin 2012. Le MUJAO a été répertorié comme organisation terroriste par l'ONU le 5 décembre 2012²³, mais le MNLA a conservé un alignement axé sur l'Azawad plutôt que sur les idéologies mondialistes d'Ansar ad-Dine et du MUJAO.

Ansar ad-Dine a gagné en importance en tant que GEV local dans l'Azawad et en 2012, il a déclaré son allégeance au groupe global Al-Qaïda. Boko Haram, qui a été un GEV local pendant longtemps, s'est affilié à Al-Qaïda en 2010 et, malgré ses divisions, il a toujours été une faction affiliée à Al-Qaïda - actuellement

JAS. Le groupe connu sous le nom d'Ansaru (anciennement amāllatu Anṣāril Muslimīna fī Bilādīs Sūdān) s'est dissocié de Boko Haram en 2012 tout en restant très proche de ce dernier et a déclaré son allégeance à Al-Qaïda en 2021.

Les liens de ces groupes avec les communautés sont locaux. En effet, un auteur²⁴ décrit ceux de la Katiba Macina comme « hyperlocaux » et motivés par des relations de pouvoir et de griefs au niveau du village. Ils sont également très diversifiés. Ainsi, l'approche d'une composante du JNIM, AQMI, reflète les entrepreneurs politiques d'élite se positionnant dans une lutte « descendante » parmi les élites

politiques changeantes, bien que l'investissement dans la profondeur théologique et la crédibilité de personnalités telles que Iyad ag Ghali ne doive pas être négligé. Cependant, une autre composante du JNIM, Katiba Macina, s'est inspirée de la colère des Peuls non-élites face à la complicité perçue des Peuls d'élite dans les abus de l'État pour construire un mouvement « ascendant ». ²⁵ Ces appropriations « de haut en bas » et « de bas en haut » des doléances au sein d'une même alliance GEV reflètent aussi leur capacité à séduire différents publics par des offres contradictoires. Ces deux éléments contrastent avec le message hautement nationaliste d'Al-Shabaab en Somalie, par exemple.

Une observation courante parmi les commentateurs, tant universitaires que praticiens, est que les

réponses basées uniquement sur les actions de sécurité ne traitent pas les facteurs à l'origine de la propagation.

Cela est encore plus pertinent lorsque les actions des forces de sécurité enfreignent les normes locales et internationales et aliènent les communautés, en particulier si elles ne sont toujours pas en mesure d'assurer la stabilité et la sécurité que les communautés recherchent.

Ainsi, par exemple, l'ACLED parvient aux conclusions suivantes sur les opérations d'une alliance ad hoc de milices locales à base ethnique dans la bande frontalière entre les régions de Tillabéri et Tahoua au Niger et la région de Ménaka au Mali :

[L'alliance] a eu des effets néfastes car la violence a pris des proportions de plus en plus intercommunautaires et interethniques. Les opérations ont finalement échappé à tout contrôle. En conséquence, l'ISGS s'est développé en mobilisant de nombreux militants et en attirant d'autres factions dans le groupe. ... Alors que le Niger a évité la « milicisation » interne et endémique du Burkina Faso

et du Mali voisins, l'armement des civils pour l'autodéfense semble prendre de l'ampleur en raison de la violence disproportionnée de l'ISGS. Paradoxalement, certains commandants supérieurs de l'ISGS sont d'anciens miliciens qui ont initialement pris les armes pour protéger leurs communautés. L'ISGS seul a mobilisé un soutien en faisant valoir sa protection contre l'État et les milices maliennes.²⁶



Tous ces GEV se nourrissent de griefs qui leur donnent un pied au sein des communautés.²⁷ Des études de cas²⁸ ont confirmé que la mobilisation des revendications locales était la principale voie d'entrée pour les GEV locaux. Des observations similaires sont monnaie courante dans la littérature : pour ne prendre qu'un exemple,

comme Mikhael Hibergh Naghizadeh²⁹ note, « ils [les GEV locaux] doivent être étudiés comme des organisations politiques complexes émergeant de contextes sociopolitiques et économiques locaux. Le soutien apporté aux djihadistes^{iv} vient souvent de groupes lésés qui voient une opportunité d'avancement ».

De nombreuses années d'expérience ont prouvé que des politiques à courte vue, un leadership défaillant, des approches autoritaires, une focalisation exclusive sur les mesures de sécurité et un mépris total des droits de l'homme ont souvent aggravé les choses. ... La communauté internationale a le droit de se défendre contre cette menace par des moyens légaux, mais nous devons accorder une attention particulière à la lutte contre les causes de l'extrémisme

violent si ce problème doit être résolu à long terme. Il n'y a pas de voie unique vers l'extrémisme violent. Mais nous savons que l'extrémisme fleurit lorsque les droits de l'homme sont violés, l'espace politique se rétrécit, les aspirations à l'inclusion sont ignorées et que trop de personnes – en particulier des jeunes – manquent de perspectives et de sens à leur vie.

Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU, 2016

Opérer dans un écosystème de violence

Grâce à leur présence locale, les GEV locaux génèrent les revenus dont ils ont besoin pour exploiter des structures de groupe, généralement par des moyens illicites.³⁰ Ces activités les mettent en contact avec des réseaux purement criminels, avec lesquels ils partagent un intérêt à affaiblir la capacité de l'État dans les zones qu'ils contrôlent,³¹ un processus facilité

par l'éloignement du contrôle central. Cet intérêt commun peut être simplement économique de la part des groupes purement criminels, mais pour les GEV locaux, il sert le double objectif de faciliter les revenus et d'étendre leur portée idéologique.³²

Certaines de ces activités relient les GEV locaux avec des réseaux criminels organisés, généralement transnationaux, par exemple par le biais de réseaux d'exportation de bois exploité illégalement ou de

iv. Le PNUD ne considère pas l'utilisation du terme « djihadiste » comme appropriée pour ces courants.

minerais extraits illicitement.³³ Les GEV peuvent également assurer la protection des itinéraires de trafic criminel organisé passant par les territoires qu'ils contrôlent, percevant des bénéfices pour ce service et bénéficiant de ces itinéraires de trafic en recevant des armes et du matériel, et parfois des combattants, sur le trajet de retour.

Les GEV locaux et les groupes criminels organisés semblent collaborer tout en se disputant le contrôle des parts de marché illicites. Le rôle des GEV locaux dans ces marchés illicites n'est pas perçu comme le même type de « corruption » les formes similaires de participation des agents de l'État.³⁴

Bien que cette activité ait été à l'origine un moyen d'atteindre leur fin idéologique, dans certains cas, elle semble être devenue une fin en soi,³⁵ ces GEV locaux devenant impossibles à distinguer des groupes criminels organisés purement commerciaux. Dans ces cas, il n'est pas clair si les communautés continuent de considérer leurs activités sous un jour différent de celui des organismes « corrompus ».

Les GEV bénéficient également de la dislocation économique plus large qu'ils créent.³⁷ L'érosion d'autres moyens de subsistance les positionne comme des aimants économiques dans une économie de guerre émergente, aux côtés de groupes criminels et insurgés concurrents. Les réactions abusives de l'État aux actions de groupes criminels ou idéologiques contribuent en outre à la dislocation économique et, inversement, renforcent les positions des GEV locaux au sein des communautés.

Les activités économiques illicites telles que les enlèvements, l'extorsion (« taxation »), le vol de bétail et la facilitation du commerce illicite de biens allant des drogues aux minerais fournissent les moyens d'une action idéologique. Mais l'idéologie mobilise les adeptes, donne une signification aux GEV locaux et les différencie potentiellement des groupes rivaux organisés autour de l'ethnicité ou des moyens de subsistance. En effet, une image réductionniste de ces groupes en tant qu'acteurs purement économiques, ou même en tant qu'exploitants de griefs, perdrait de vue les aspects idéologiques de leur stratégie, de leurs

objectifs et de leur attrait. Bien que chaque groupe soit différent et que ses messages et ses objectifs soient spécifiques à son contexte, leur positionnement dans un mouvement idéologique global est un thème commun.

Le langage d'Al-Qaïda et de Daech donne un sens aux expériences de marginalisation et de victimisation des communautés, donnant un sens et un statut. Les groupes ont intérêt à se présenter comme des interprètes légitimes de l'islam, et certains dirigeants locaux de GEV investissent dans la crédibilité scientifique dans leur cheminement vers le pouvoir.³⁷ Ce récit explique également les rôles sociaux, y compris les cas où un GEV local défie les hiérarchies traditionnelles en recrutant dans des groupes de statut inférieur. Les GEV locaux peuvent donc tirer parti de ces récits idéologiques dans leur compétition pour le pouvoir avec d'autres groupes. L'affiliation à Al-Qaïda ou à Daech peut renforcer l'image qu'ils projettent d'eux-mêmes en tant qu'adhérents à une idéologie mondiale, ajoutant d'autres avantages concurrentiels.

Cependant, le statut religieux des GEV locaux est également contesté, en particulier là où des religieux instruits et plus crédibles peuvent rester en place et prêcher un islam théologiquement fondé. Les GEV locaux ne sont pas les seuls à pouvoir mobiliser la foi et l'idéologie dans des espaces contestés.

Instabilité intentionnelle

Les GEV locaux opèrent au sein d'une économie politique plus large dans laquelle les détenteurs du pouvoir de toutes sortes (officiels et non officiels, modernes et traditionnels, privés et publics, ouverts et secrets) se disputent les ressources dans des alliances changeantes.³⁸ Les GEV locaux se retrouvent intégrés dans ces champs de force et sont affectés par les modèles économiques des entrepreneurs politiques de toutes sortes.³⁹ Une façon de visualiser les « voies de prédation » qui en résultent est de les voir comme un équilibre triangulaire entre les détenteurs du pouvoir qui s'appuient sur des relations patron-client ; les communautés auxquelles ils se rapportent ; et les groupes armés opérant au sein de ces communautés.⁴⁰

Cela n'est pas spécifique aux États à faible revenu, faibles ou « fragiles ».

« Plutôt que de travailler à résoudre les conflits, ce sont souvent des élites puissantes qui encouragent les changements et l'augmentation de la violence pour consolider leurs positions ou pour profiter de l'évolution des

circonstances politiques. Il y a des avantages évidents à s'engager dans la violence, dont le principal est qu'il s'agit d'une arme efficace pour s'emparer du pouvoir politique. En résumé, la politique engendre la violence politique ».⁴¹

Il est également largement reconnu que les élites bénéficiant des économies de guerre et de la violence chevauchent les autorités gouvernementales. En 2020, l'expert en PEV Peter Baumann a noté : « J'espère qu'une plus grande attention sera accordée aux acteurs étatiques qui promeuvent et soutiennent les GEV. J'aimerais également voir davantage de recherches, d'analyses et de transparence sur les bénéficiaires de l'extrémisme violent, tant sur le plan financier que politique ».⁴²

Les « champions de la réforme », ou les acteurs politiques qui recherchent des progrès significatifs en matière de gouvernance, peuvent voir leur champ d'action entravé par ces contextes. Certaines élites peuvent également se prononcer publiquement en faveur de la modernisation et du progrès tout en agissant pour protéger des intérêts menacés par la stabilité et l'inclusion. Distinguer les acteurs qui s'intéressent véritablement à la réforme et ceux qui ne s'y intéressent que du bout des lèvres est un défi pour les partenaires internationaux, mais il est important de le faire pour concevoir des stratégies efficaces et soutenir un changement positif. Il en va de même pour évaluer avec précision la portée de la réforme malgré les combinaisons

complexes d'intérêts et de pouvoirs engagés dans les « voies de la prédation ».

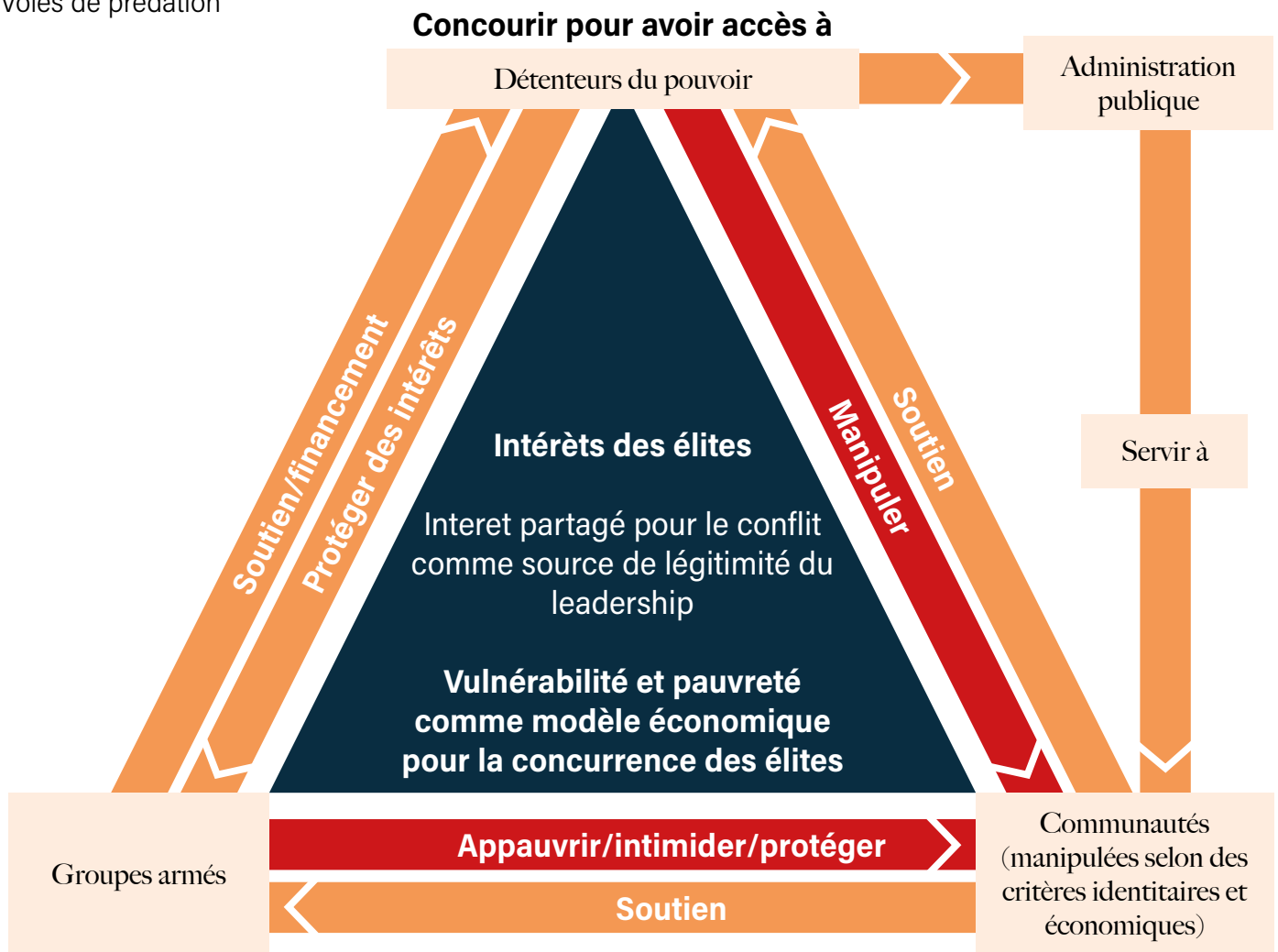
Il ne faut donc pas les voir comme des conflits unidimensionnels entre agriculteurs et éleveurs, ou groupes dits djihadistes et autorités étatiques, ni comme un glissement inéluctable vers un conflit violent. Par exemple, au Mali :

[plus] récemment, cependant, de nombreux Dogon ont formé un contre-mouvement contre la violence milice dogon, et sont plutôt en train de promouvoir la paix et les négociations avec des groupes peuls, y compris des « djihadistes ». Cela a conduit à un conflit interne entre Dogon. Parallèlement, des luttes pour le contrôle des pâturages opposent des groupes armés dominés par les Peuls et associés à Al-Qaïda d'une part et l'État islamique d'autre part.⁴³

Dans l'est de la RDC, « les conflits et la violence sont souvent liés à la concurrence entre différents réseaux de pouvoir pour les ressources, le territoire et l'autorité politique. Une caractéristique clé de ces réseaux - comme c'est le cas des réseaux des guerres du Congo - est qu'ils sont instables, changeants, en constante adaptation et multi-scalaires par essence ».⁴⁴

FIGURE 5.

Voies de prédation



Les détenteurs du pouvoir de tous les groupes identitaires dont la position dépend de leur relation patrimoniale avec les clients de « leur » groupe identitaire bénéficient (en réalité, peuvent dépendre) de la persistance des griefs du groupe identitaire et du sentiment d'être menacés. Ils partagent donc un intérêt à l'instabilité et à la pauvreté persistantes.

D'où leur intérêt à favoriser les ruptures identitaires entre les groupes et à saper la confiance. En cela, ils collaborent volontiers avec les GEV locaux qui partagent ces intérêts, même s'ils se font concurrence pour le contrôle et l'influence. Les intérêts partagés des élites dans les griefs continus, l'insécurité et la pauvreté accompagnent une concurrence

intra-élite aiguë à la fois au sein des groupes identitaires et entre eux.

Cela sape la prestation des services publics, qui est de plus en plus motivée par les intérêts des élites privées, et érode davantage la confiance des communautés dans l'État. L'accès des élites aux contrôles administratifs génère une telle concurrence interne que les GEV locaux peuvent facilement utiliser l'inefficacité du service public comme point d'entrée.

Comprendre ce lien d'incitations prédatrices dans le contexte local est essentiel pour déterminer les perspectives réelles des champions de la réforme, étant donné que la vulnérabilité et la pauvreté sont le modèle commercial central de ces élites patrimoniales.

ENCADRÉ 4.

MUTUALITÉS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans l'est de la RDC, les élites se disputent l'accès aux postes gouvernementaux régionaux par le biais d'un système élaboré de gouvernance parallèle appelé « *mutualités* ». Chaque grande ethnie possède au moins une *mutualité*, dont la création remonte au début de la guerre civile congolaise dans les années 1990. Chaque *mutualité* est organisée en une structure très hiérarchisée mais informelle, surmontée d'un comité mixte qui organise les stratégies d'accès aux ressources économiques et politiques.

On peut lire la dynamique entre les diverses *mutualités* comme résultant de la compétition entre groupes ethniques pour l'accès au pouvoir et aux ressources. C'est certainement une dimension à prendre en compte. Mais une lecture plus précise aiderait à comprendre comment les élites de tous les groupes ethniques trouvent des intérêts communs dans l'organisation de la concurrence au sein de chaque groupe et comment elles organisent des réseaux de clientélisme qui leur garantissent le rôle de protecteurs de leur communauté même si elles pillent les ressources au nom de la protection de la communauté. Par exemple, les *mutualités* organisent des groupes de travail de recrutement spécifiques dans les universités, où elles sélectionnent les individus pour accéder à l'élite. Ces individus ont de meilleures chances de survivre et d'atteindre un prestige social s'ils atteignent le statut d'élite. Le recrutement universitaire démontre que les *mutualités* comprennent l'opportunité de recrutement dans la quête des jeunes pour le progrès socio-économique et un meilleur statut social.

Les élites jouent sur la compétition pour la survie et la sécurité au sein de leurs propres communautés et maintiennent cette compétition en place pour assurer leur propre position de pouvoir et, par conséquent, l'accès aux ressources. En d'autres termes, les élites rivalisent pour entretenir des réseaux de dépendance qui leur permettent d'utiliser les institutions et les

entreprises privées pour une exploitation et une extraction organisées, bien qu'informelles. Au Nord-Kivu, par exemple, les ministères pour lesquels les élites se disputent comprennent le Ministère de planification (pour l'accès à l'information sur les organisations internationales et les flux budgétaires) ; le ministère du Tourisme (pour l'accès aux informations sur la zone de pillage du parc des Virunga, où subsistent des ressources en biodiversité, en minéraux et en bois) et le service cadastral (où les élites se disputent l'accès corrompu à de vastes concessions foncières).



Les communautés n'ont pas de levier démocratique ni judiciaire contre les élites. Le système de prédation repose ainsi sur deux piliers au niveau des communautés locales : l'insécurité et la pauvreté. Ce sont ces éléments qui rendent les communautés collectivement organisées autour de la notion identitaire d'ethnicité, plutôt que de citoyenneté, dépendantes de leurs élites respectives. Les communautés soutiennent les individus influents en position de pouvoir, dans l'espoir que les élites les protégeront et serviront les intérêts de leur groupe ethnique. Dans les Kivus, certaines élites finissent par former et soutenir des groupes armés locaux avec un double objectif : donner l'impression aux bases ethniques que les groupes armés protègent les intérêts des communautés alignées ; et maintenir une compétition armée et donc un état chaotique d'insécurité qui permet l'extraction de ressources lucratives (par exemple bois, minerais, terres fertiles ou biodiversité). Les groupes armés finissent par tomber dans une logique de prédation sur la vulnérabilité des communautés, conduisant à une relation de dépendance et d'abus toxique entre les communautés et les groupes armés locaux. Toutes ces élites ont intérêt à maintenir le système en place et donc à empêcher la stabilité.⁴⁵

Messages de mobilisation pour les GEV

Dans chaque cas étudié, le GEV local ou régional mobilise les collectivités à travers des doléances locales.⁴⁶

Ces griefs peuvent être ethniques (par exemple, la perception des Peuls d'être ciblés par l'État et les forces soutenues par l'État au Mali), basés sur les moyens de subsistance (par exemple, les pasteurs discriminés par les politiques foncières), régionaux (par exemple, Kidal est loin du centre du pouvoir et de la richesse à Bamako) ou religieux (par exemple, les Kimwanés

musulmans se sentent désavantagés par rapport aux Makonde catholiques à Cabo Delgado).⁴⁷ En effet, dans de nombreux cas, les griefs peuvent s'entrecroiser, une communauté se percevant comme victime simultanément sur des critères ethniques, religieux et professionnels (par exemple, les bergers peuls musulmans dans certaines régions du Nigeria).

Les GEV locaux se disputent l'allégeance dans ces contextes compliqués et parfois complexes. Parfois, ils cherchent à obtenir des avantages de recrutement au-delà des clivages ethniques exploités par d'autres GANE, en s'appuyant sur l'idéologie qu'ils épousent. Ils peuvent également concourir via un appel basé sur la classe, comme Katiba Macina qui recrute des Peuls non membres de l'élite qui sont aliénés de la conformité ou de la complicité de l'élite avec les processus gouvernementaux qui les désavantagent. Ces deux éléments peuvent parfois être difficiles lors du recrutement sur une base ethnique et nécessitent des équilibres compliqués.

Comme l'observe Coakley, sur la base d'entretiens avec un militant des droits de l'homme et analyste international en 2021, entre autres sources, « La force d'Ansaroul Islam [un GEV local basé au Burkina Faso] a eu un impact direct sur les communautés civiles peules qui ont été qualifiées d'« extrémistes » par des groupes locaux d'autodéfense comme les Koglweogo et plus

tard les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). On pense que le double objectif stratégique du groupe est de reconstruire l'ancien empire peul Djeelgodji, établissant ainsi un refuge sûr pour la communauté, et de faire progresser l'influence du JNIM par le soutien, la coordination et la collaboration ».⁴⁸

Cependant, la mobilisation des communautés par les GEV locaux profite souvent des opérations de sécurité étatiques dysfonctionnelles et abusives. « Les opérations militaires à grande échelle accompagnées de violations flagrantes des droits de l'homme aliènent les populations locales et compromettent tout gain qu'elles pourraient réaliser à court terme. Lorsque ces opérations prennent fin et que les forces de sécurité partent, les militants comblent inévitablement le vide et resserrent leur emprise. Si la dynamique actuelle persiste et que les forces locales et internationales ne parviennent pas à établir une présence permanente dans les zones contestées qui puisse combler le fossé avec des segments clés de la population, cela permettra aux

groupes militants de continuer à se faire passer pour des « protecteurs communautaires » et de consolider davantage leur contrôle ».49

Journey to Extremism a montré que les abus des agences étatiques étaient un « point de bascule » vers la violence pour les recrues individuelles. Il est également signalé comme un point de bascule pour les communautés, soit vers une « légitime défense » organisée, soit pour rejoindre des groupes existants contestant le pouvoir abusif de l'État.⁵⁰ Pour ces communautés, l'expérience de la victimisation et du ciblage injuste par l'État ou des organismes associés à l'État (tels que les milices d'« autodéfense ») sur la base de l'identité (généralement l'identité ethnique) constitue une avenue pour l'entrée des GEV locaux.⁵² Un GEV local qui offre aux communautés ciblées une protection contre les attaques telles que celles de l'État ou des forces assistées par l'État qui identifient ces communautés comme des « terroristes » pour des raisons ethniques, religieuses ou basées sur les moyens de subsistance est naturellement bien accueilli par la communauté. Plutôt qu'une idéologie, « le moteur de l'émergence et de la résilience des groupes armés non étatiques au Sahel est une combinaison d'États faibles, de corruption et de répression brutale de la dissidence, incarnée par des forces militaires dysfonctionnelles ».52

Les GEV locaux offrent une puissance crédible. La dynamique hyperlocale leur permet d'attirer des adhérents et de conclure des accords avec des courtiers puissants. Leur horizon temporel plus long et leurs objectifs persistants peuvent également leur donner un avantage comparatif à moyen terme. Les choix que font les GEV locaux entre mettre l'accent sur leur vision globale, leur mission et leur identité et mettre l'accent sur leur capacité à répondre aux griefs locaux évoluent et diffèrent d'un endroit à l'autre.

Cependant, Al-Shabaab en particulier est signalé comme étant « impitoyable » envers ceux qui s'y opposent,⁵³ et d'autres GEV locaux (par exemple l'ISGS et le JNIM) ont des réputations similaires de violence envers ceux qui s'opposent à eux. Par conséquent, le « choix » d'un groupe ou de ses dirigeants de rejoindre un GEV local peut être une décision fortement contrainte. L'avantage comparatif

des GEV locaux par rapport aux autres GANE repose en partie sur leur réputation effrayante, qui découle entre autres de celle de leur parrain mondial, et en partie sur l'attrait de leur « offre » idéologique pour les alliés potentiels de l'élite. Pour autant, ils n'ont en aucun cas éliminé la concurrence, et l'écosystème du conflit reste encombré et complexe.



Un grief exprimé dans tous les pays de l'étude est la corruption (ou du moins la perception de celle-ci).⁵⁴ Il s'agit d'un terme élastique, allant de l'État local ou des responsables traditionnels sollicitant des pots-de-vin, aux détenteurs du pouvoir abusant de leur position pour un gain personnel ou collectif, en passant par la participation à des activités illicites telles que le trafic de drogue.⁵⁵ Il figure également dans tous les reportages sur les messages locaux de mobilisation des GEV. La corruption n'est pas l'apanage exclusif des responsables gouvernementaux, bien que la colère face aux abus de pouvoir officiels soit largement rapportée. La corruption de l'État exacerbe donc l'insurrection ainsi que d'autres formes de corruption, par la perte de valeur des dépenses publiques, elle sape également la capacité de l'État à contester les GEV locaux soit de manière cinétique, soit par la fourniture de services.

De nombreux GEV locaux ont des messages forts sur la corruption, bien que cela ne soit pas nécessairement accompagné d'un solide bilan. Dans certains cas, les GEV locaux peuvent revendiquer la justice parce qu'ils se concentrent sur leur mission plutôt que sur un gain personnel ou communautaire. Dans les cas où cette affirmation est plausible, « elle leur fournit un pied-à-terre dans les communautés ou renforce les points d'ancrage existants.

Là où les GEV occupent un territoire et chassent les services de l'État par la violence et les menaces, beaucoup d'entre eux imposent alors une forme de règle qui offre la « justice » sous une forme qui contraste avec les services judiciaires de l'État en ce qu'elle est rapide et décisive, et est souvent considérée comme

être à l'abri de la corruption. Certains GEV, comme Al-Shabaab en Somalie, fournissent également d'autres services publics de type étatique, y compris même des mesures contre la COVID-19, dans le cadre de leur perspective idéologique.⁵⁶ Ils opposent leurs paiements aux militants et aux familles des combattants morts avec l'approche des agences étatiques, qui sont, au mieux, lentes à fournir de tels paiements.

Les griefs par lesquels les GEV locaux s'intègrent dans les communautés sont, comme indiqué, très spécifiques et diversifiés localement. Un fil conducteur dans presque tous les cas, cependant, est l'éloignement des capitales, des régions dans lesquelles opèrent les GEV locaux, du moins dans un premier temps.⁵⁷ Les préjugés de longue date de la prestation de services publics envers la capitale et ses environs immédiats sont des préoccupations de développement familières et sapent tout sentiment « d'appartenance » dans les zones plus reculées. L'investissement privé aussi est limité dans les régions les plus reculées, sauf dans les industries extractives, qui sapent fréquemment d'autres moyens de subsistance et traditions locales au lieu de fournir des emplois.

Ce sens de la distance est noté dans de nombreuses zones d'étude : à Cabo Delgado, par exemple, l'éloignement de Maputo est plus qu'un phénomène géographique dans les griefs locaux rapportés - Pemba est plus proche de Mogadiscio que de Maputo et Maputo peut aussi être culturellement et économiquement très différent de Cabo Delgado. Le recul de la prestation de services de l'État face à la violence locale des GEV (ou la baisse de la sécurité ou de la répression) facilite davantage l'insurrection, sur laquelle les GEV locaux sont immédiatement en mesure de capitaliser.

L'allocation des ressources budgétaires est un choix clé du gouvernement. Les aspects géographiques (par exemple, la répartition spatiale des dépenses publiques) et les aspects sectoriels (par exemple, les tailles relatives des allocations et des dépenses de sécurité et de services sociaux) affectent la capacité de l'État à améliorer la vie des citoyens, en particulier dans les zones les plus reculées. Conjugées aux questions de savoir si le gouvernement obtient un bon rapport

qualité-prix dans ses dépenses - qui reflètent parfois des préoccupations concernant la corruption et son impact sur les dépenses publiques - ces questions affectent la capacité de l'État à répondre aux priorités des citoyens et peuvent, en effet, être des facteurs déterminants dans ce contexte.

Terre, climat et conflits

L'annexe A présente quelques détails sous-jacents sur au moins quelques aspects du lien terre-climat-conflit tel qu'il s'applique aux GEV locaux. De nombreux conflits éclatent à cause de différends associés aux droits fonciers, lesquels sont étroitement liés à la gestion de l'eau, généralement en dehors des zones urbaines.⁵⁸ Ceux-ci sont exacerbés lorsque la politique de gestion des terres est perçue comme favorisant un groupe identitaire plutôt qu'un autre, par exemple en favorisant les agriculteurs sédentaires (souvent chrétiens ou animistes) par rapport aux éleveurs (essentiellement musulmans). Au Burkina Faso, par exemple,⁵⁹ « les modifications apportées aux lois foncières ont introduit des cadres capitalistes qui, dans certains cas, ont aboli la tradition de l'héritage foncier familial. En vertu de ces nouvelles règles, les terres pouvaient être vendues au plus offrant, qui était souvent un étranger, [ce qui] a contribué à créer des jeunes privés de leurs droits et une hostilité envers les investisseurs immobiliers étrangers ».⁶⁰



© PNUD/Somalia

La gouvernance foncière est également un véhicule de recherche de rente par les autorités locales statutaires et traditionnelles, ce qui ajoute également des griefs concernant la corruption ou des retards prolongés dans le règlement des différends, griefs qui sont facilement exploités par les GEV locaux.⁶¹ La réglementation peut également avoir des effets pervers à la fois sur l'environnement et sur la solidarité sociale, comme c'est le cas de la préservation des arbres dans le cadre du code forestier nigérien colonial. Cela peut permettre l'apparition d'un comportement prédateur de la part, par exemple, des fonctionnaires du Service forestier dans les régions éloignées.

Le changement climatique n'est pas en soi une cause de conflit. Or, « le dérèglement climatique est un amplificateur et un multiplicateur de crise », pour citer le Secrétaire général de l'ONU.⁶² Comme précisé à l'annexe A, « la privation de moyens de subsistance due aux processus de désertification et à la dégradation de l'environnement fait le jeu des GEV dans des régions déjà marquées par une marginalisation structurelle ». Alors que l'éventail des expériences dans les régions arides et semi-arides d'Afrique de l'Ouest démontre que la politique d'utilisation des terres et la gouvernance foncière peuvent faire une grande différence, tant sur le plan social qu'environnemental, les pressions dues au changement climatique restent un facteur à prendre en compte alors que les efforts pour résister à la propagation des GEV locaux sont appréciés.

Les conséquences – dégradation des terres, pression sur les pâturages, changements dans les schémas de migration et réduction de la fertilité des sols – laissent les communautés appauvries. Cela les rend vulnérables aux offres malveillantes et précipite les conflits entre agriculteurs et éleveurs lorsque le bétail et les terres arables se disputent la même terre. Les moyens de subsistance sont souvent ethnicisés (par exemple, les éleveurs sont typiquement des Peuls, même si la moitié du bétail peut appartenir à des propriétaires sédentaires), si bien que les conflits fondés sur les moyens de subsistance portent souvent un bagage ethnique. De même, la politique et la pratique de la gouvernance foncière sont souvent perçues comme ethnicisées, ce qui alimente les récits des GEV locaux qui cherchent à mobiliser les

communautés à travers des griefs concernant des moyens de subsistance limités.⁶³

La gouvernance foncière est liée à l'extrémisme violent à travers à la fois l'écologie et l'économie. Dans le premier cas, les zones où la dégradation de l'environnement (souvent jusqu'à la désertification) entraîne une perturbation des moyens de subsistance ou la misère sont souvent perçues comme ayant été délibérément négligées par l'État et parfois aussi par les dirigeants traditionnels, le monde riche et le capital privé. La gouvernance foncière englobe également le contrôle des ressources en eau, un autre foyer de conflit essentiel et intimement lié à la valeur de la terre et à son utilisation pour la culture, le pâturage et l'élevage. Dans le nord-est de la République centrafricaine, par exemple, l'accélération de la désertification est perçue comme étant liée à la marginalisation et suscite un sentiment d'injustice chez les personnes touchées. Ce sont les domaines où les GEV locaux mobilisent les doléances.⁶⁴ Des modèles similaires peuvent être discernés dans les *bourgoutières* du Mali, par exemple. Dans l'ensemble, l'analyse des conflits et de la violence devrait inclure non seulement la dynamique politique entre les divers groupes identitaires, de moyens de subsistance et politiques et les mobilisateurs violents, mais également la relation entre les populations humaines et leurs écosystèmes.

Sur le plan économique, les élites aux niveaux infranational, national et international se disputent le contrôle des terres. Dans un contexte comme le Nord-Kivu, par exemple, les élites se font concurrence pour truquer le système cadastral afin d'accéder à de grandes concessions foncières qui favorisent leur propre accumulation privée au détriment des communautés. Ces derniers sont souvent chassés de leurs terres ancestrales, qui sont l'épine dorsale de leurs moyens de subsistance et de leur identité. Ces élites exploitent les fissures entre le droit coutumier et le droit écrit pour obtenir un contrôle privé sur la terre. Cela aggrave les contraintes liées à la dislocation de la communauté, à l'extraction écologique, à la marginalisation structurelle et à la dépendance aux aides.

Les GEV locaux se positionnent comme des redresseurs de torts, des praticiens de la justice, des régulateurs d'accès équitable et des substituts de moyens de subsistance. Alors que les faiblesses de la gouvernance foncière offrent des points d'entrée aux GEV locaux, une meilleure politique et mise en œuvre de la gestion foncière offrent à l'État un avantage comparatif potentiel sur les GEV locaux.⁶⁵ Cependant, cette fenêtre d'opportunité politique et écologique pourrait se refermer rapidement.⁶⁶

Misogynie, genre et tissu social

La misogynie est évidente dans les GEV locaux tout comme dans d'autres groupes d'insurgés. Malgré les rapports d'abus sexuels et d'exploitation des femmes, certains GEV locaux leur fournissent des rôles actifs en tant que kamikazes, éclaireurs et dans la logistique et le recrutement, etc.⁶⁷ Au Tchad, le rôle le plus

souvent attribué aux femmes recrutées dans les GEV locaux par les répondants à une enquête récente était celui de combattantes.⁶⁸

Les groupes d'éleveurs en Somalie avaient traditionnellement d'importants rôles de prise de décision économique et sociale pour les femmes (senior). Les milices ethniques et claniques reflétaient cette déférence au sein des structures militaires dominées par les hommes.⁶⁹ Cependant, malgré l'utilisation tactiquement conditionnée par Boko Haram de femmes kamikazes, il n'existe aucune preuve disponible indiquant que des femmes occupent des postes de commandement dans les hiérarchies militaires locales du GEV.

D'autre part, la misogynie et l'exclusion des femmes sont évidemment un facteur clé sous-jacent aux tactiques terroristes et à la violence extrémiste.⁷⁰ Comme le conclut une étude :

Nous croyons qu'il existe au moins trois voies qui aident à expliquer ce résultat. La première est que la perpétration de... la violence sexiste est un camp d'entraînement pour apprendre l'utilisation et la fonctionnalité de la violence. La seconde, également étayée par nos conclusions, est que l'obstruction structurelle chronique du marché du mariage provoque des griefs spécifiques et aigus pour les hommes,

ce qui peut catalyser une recherche extraordinaire de ressources économiques pouvant aboutir à l'adhésion à des groupes terroristes ou rebelles qui promettent de telles ressources. La dernière voie, qui n'est abordée qu'indirectement dans nos résultats de recherche, est que la déresponsabilisation spécifique de ceux dont la voix pourrait atténuer l'attrait de la violence, abaisse les barrières à la violence politique.⁷¹

Les communautés touchées par un conflit, en particulier celui résultant des actions des GEV, souffrent de traumatismes profonds et persistants (une sur cinq souffre d'un certain degré de traumatisme et une sur vingt de traumatismes graves⁷²). Les mécanismes d'adaptation érodent souvent les relations et endommagent davantage le tissu social. S'il n'est pas résolu, un tel traumatisme risque de reproduire les conditions dommageables qui l'ont causé.⁷³

Cependant, la santé mentale et le soutien psychosocial doivent être persistants et adaptés localement. Les visites médicalisées ponctuelles peuvent faire plus de mal que de bien si elles suscitent des attentes qui ne peuvent alors être satisfaites.⁷⁴

La forme suit-elle la fonction ? Les structures opérationnelles des GEV locaux

Dans de nombreux endroits, la structure opérationnelle des GEV locaux semble refléter celle d'autres groupes d'insurgés. Certains sont relativement diffus, fonctionnant davantage comme des « franchises » plutôt que comme des unités de commandement et de contrôle structurées verticalement. Certains (comme la faction JAS de Boko Haram) semblent fonctionner comme d'autres groupes de maraudeurs. Ces groupes montrent peu de dispositions structurées pour la gouvernance locale. En Somalie, cependant, Al-Shabaab offre une large gamme de services de type étatique dans les zones qu'il contrôle. La profondeur de son organisation locale, avec des structures descendant jusqu'au niveau du district, reflète également beaucoup plus fidèlement la structure d'un État classique. « La mesure dans laquelle ils diffèrent est probablement basée sur leur profil de leadership ; les ressources dont ils disposent grâce à l'extraction, à la fiscalité et au commerce ; et leur niveau de soutien économique externe et interne ».⁷⁵

À ce stade, Al-Shabaab « a remplacé avec succès l'État dans la plupart des fonctions où il a le contrôle. Il dispense des soins de santé, des mesures contre la COVID, voire une indemnisation des dommages

causés par ses propres cadres ».⁷⁶ Dans l'ensemble, « Al-Shabaab a érigé un gouvernement fantôme avec une portée dans la majeure partie du sud de la Somalie qui surpasse le gouvernement, en particulier dans la résolution des différends et la fourniture d'un semblant d'ordre ».⁷⁷ En effet, « la plupart des gens préfèrent saisir les tribunaux d'Al-Shabaab ».⁷⁸



Face à la structure clanique omniprésente de la Somalie, Al-Shabaab capitalise sur le ressentiment généralisé - en particulier parmi les jeunes non élites - à l'égard de la hiérarchie clanique persistante et de la marginalisation ou de l'exclusion qui en résulte. Il met l'accent sur « l'unité dans la foi » et équilibre de manière consciente les postes de pouvoir parmi les clans pour donner une apparence plus réaliste au message sur les opportunités au-delà des lignes claniques. Il livre également un récit hautement nationaliste qui le distingue des autres GEV locaux.⁷⁹ La cohérence idéologique d'un message mêlant le nationalisme à une

interprétation particulière de leur idéologie semble bien cadrer avec la cohérence opérationnelle des GEV locaux. En République centrafricaine, en revanche, les groupes d'insurgés semblent présenter des structures de clientélisme « Big Man » plus classiques, dans lesquelles les adhérents – généralement des jeunes hommes – sont liés à un patron par des attentes de gain.⁸⁰

Au Mali, les composantes du JNIM semblent évoluer dans une direction similaire à celle d'Al-Shabaab en Somalie. Par exemple, le conflit de longue date Sossobe-Salsalbe à Mopti sur l'accès aux pâturages plus riches des *bourgoutières* a été résolu par les deux communautés qui ont porté l'affaire devant un *cadi* (juge islamique traditionnel) fourni par la Katiba Macina. Alors qu'à un moment donné, il y avait des rapports selon lesquels les partis Sossobe avaient dénoncé la décision d'avril 2021, en novembre et décembre 2021, il est devenu clair que le jugement tenait.⁸¹

L'hypothèse avancée dans l'annexe B suggère que des groupes disposant de plus de ressources peuvent établir des structures plus profondes avec une plus grande cohérence idéologique. Si cela est correct, il y a une cohérence avec le modèle général des GEV locaux prospères qui évoluent à partir de bandes insurgées en élargissant leurs zones d'influence et en venant concurrencer les autorités gouvernementales dans la fourniture des « fonctions de survie » d'un État.⁸²

Cela suggère que l'analyse séminale dans *Journey to Extremism* des facteurs qui poussent les individus à la violence peut refléter une étape dans l'évolution de l'expansion locale des GEV. Alors qu'en 2016, peu de GEV dans la région représentaient une concurrence sérieuse pour l'État (Al-Shabaab en Somalie étant la

seule exception), en 2021, cette réalité a changé avec l'expansion du pouvoir des GEV locaux, le recul de la sécurité de l'État et de la justice et l'approfondissement des crises politiques internes. Il peut s'agir davantage de cas de communautés en concurrence pour leur contrat social - un choix souvent fait sous un certain degré de coercition par deux soumissionnaires - de sorte que les citoyens ordinaires et leurs mécènes peuvent « adhérer » à l'offre d'un GEV local.

En ce qui concerne les modèles économiques des « voies de prédation » des élites qui dépendent de l'instabilité et de la pauvreté pour leurs positions de leadership, ce développement pose deux défis frappants. Premièrement, alors que les GEV locaux peuvent conclure des accords avec d'autres acteurs ayant un intérêt dans l'instabilité, les propres intérêts des GEV locaux ne se basent pas sur l'instabilité. En effet, les GEV bénéficient de la stabilité dans les zones qu'ils contrôlent, même s'ils bénéficient également de l'instabilité dans les zones contrôlées par l'État. À cet égard, ils offrent aux communautés la prévisibilité et la sécurité relatives que les citoyens ordinaires et les mécènes d'élite peuvent apprécier.

La seconde est qu'à mesure qu'un GEV local étend sa zone de contrôle, il devient de plus en plus comme un État en soi... Un État oppressif et partiel, certes, mais qui démontre un quasi-monopole de la force coercitive dans sa zone de contrôle et la capacité d'appliquer ses « lois » dans un délai raisonnable. Bien que de tels organismes puissent ne pas être reconnus par la communauté internationale ou acceptés par les États voisins, du moins au début, les intérêts géopolitiques peuvent inviter certaines parties à s'engager avec eux malgré leur opposition.

En ce sens, les GEV locaux reflètent une version compétitive d'un « État médiatisé ». Ici, ce n'est pas l'État seul, mais aussi des GEV

locaux plus profondément structurés, qui négocient avec (d'autres) sources d'autorité non étatiques pour remplir des fonctions de gouvernement.

En effet, les GEV locaux mieux structurés présentent bon nombre de caractéristiques d'un « proto-État » telles qu'identifiées à l'origine dans les structures évolutives prémodernes, marquée récemment par Daech : « dans une arène de concurrence extrême pour la loyauté et l'autorité, ses politiques en matière de maintien de l'ordre, de fiscalité, de mariage et d'éducation construisent des identités d'appartenance au groupe clairement spécifiées et démontrent son autorité, d'une manière qui imite l'État... Daech présente les caractéristiques classiques d'un proto-État, piégé dans un état perpétuel d'instabilité, de flux et de fluidité, qui finit par fusionner et trouver forme alors qu'il défie et impose l'autorité ». ⁸³

Lorsque les GEV étendent leurs zones de contrôle et se disputent efficacement l'allégeance de certaines communautés, l'État et ses partenaires internationaux peuvent tirer deux conclusions. Premièrement, ils doivent comprendre en détail pourquoi ces changements de gouvernance et d'économie politique se sont produits et quels aspects des actions de l'État et du GEV ont conduit les citoyens des zones qu'ils contrôlent à s'aligner plutôt sur le GEV. C'est une question difficile à répondre lorsque les zones sont sous le contrôle de forces violentes et potentiellement abusives.

Deuxièmement, si le GEV en question a pris le contrôle de zones importantes du pays, une analyse stratégique réaliste des besoins de maintenir des zones sous le contrôle effectif du gouvernement est nécessaire, ainsi qu'une analyse des opportunités de reconquête du territoire du GEV. Cette analyse stratégique doit aller au-delà de l'évaluation militaro-tactique des options de combat pour prendre en compte l'économie politique des élites concernées et des communautés dont elles sont les principaux mécènes. Une analyse rigoureuse des véritables implications de la configuration stratégique actuelle sera nécessaire pour éviter l'optimisme et le biais de confirmation tant dans l'évaluation que dans la planification.

Les réponses militaires ont expulsé les GEV locaux affiliés à Al-Qaïda ou à Daech de certains espaces, permettant le « retour de l'État » qui a été largement

décrit comme l'objectif dans des théâtres antérieurs comme l'Irak. Les bureaux de pays du PNUD ont exprimé leur inquiétude quant au fait que cela pourrait en réalité être un retour au « *statu quo ante* », y compris des comportements qui précipitaient auparavant le soutien aux GEV locaux. Les spécialistes ont également noté le risque que l'aide internationale se concentre sur la capacité de combattre, mais pas de contester, la menace. ⁸⁴ Ce point a également été réitéré par d'autres analystes. ⁸⁵ Les commentaires académiques notent que les GEV locaux reviennent après le déclin de la forte présence sécuritaire, ce que certaines communautés acceptent. ⁸⁶ La récurrence du ciblage ethnique (considéré comme une punition collective) - en particulier des Peuls du Sahel et du bassin du lac Tchad - sert à pousser les communautés et les individus à accueillir les GEV locaux, qui sont perçus comme des protecteurs. Les élites communautaires subissent alors une triple pression : de la part des agences de l'État qui se vengent pour ne pas avoir retenu les GEV locaux, des milices ethniques rivales qui cherchent à se venger des hostilités passées et des GEV locaux qui cherchent à dissuader la collaboration avec l'État. ⁸⁷

Stratégies et modalités opérationnelles

Les différences entre Al-Qaïda et Daech ont été relevées plus haut, dans la section « Dynamique de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne ». Il peut également y avoir des différences plus profondes dans la direction idéologique de Daech, qui est peut-être plus ouvertement prêt à approuver le meurtre de civils lorsque des opportunités d'expansion se présentent à partir du chaos qui en résulte.

Les actions des GEV locaux semblent essayer de saper délibérément la confiance intergénérationnelle (par exemple en sapant la position des aînés traditionnels et des autorités religieuses et sociales). Cet effilochage du tissu social renforce leur contrôle sur les communautés et fait partie de l'offre « d'appartenance » à l'ordre alternatif des GEV locaux. Cela peut les aider à attirer les jeunes, en ajoutant à leur base sociale.

Des études régionales spécifiques donnent quelques indications sur les particularités locales, comme le travail contemporain d'Amanda Coakley pour l'ILLP (Initiatives for Land, Lives and Peace - Initiatives pour la terre, la vie et la paix) sur le Burkina Faso. Cependant, chaque théâtre est spécifique, contingent et évoluant rapidement. Même au sein d'un même mouvement relativement cohérent, les stratégies peuvent varier. Par exemple, les entretiens en Somalie ont indiqué que les priorités d'Al-Shabaab à Mogadiscio sont devenues de plus en plus commerciales ; dans d'autres régions, les objectifs idéologiques restent centraux.

Les GEV locaux ont utilisé la violence contre les civils et les forces de l'État pour maintenir le contrôle des zones. Cela permet l'extraction de revenus associés à des activités telles que le trafic de drogue au Mali⁸⁸ ou l'extraction de l'or au Burkina Faso⁸⁹, mais probablement pas à l'échelle suggérée dans la couverture médiatique. Les revenus sont à leur tour essentiels au maintien des structures des GEV locaux (et/ou à la promotion de leurs objectifs idéologiques).

Ces dernières années ont vu une utilisation accrue des enlèvements contre rançon comme stratégie de revenus.⁹⁰ Au Nigéria, les GEV locaux sont en concurrence avec des gangs de « bandits » non idéologiques et revendiquent parfois la responsabilité d'attaques de provenance incertaine, ce qui fait craindre que l'idéologie extrémiste violente ne se propage dans ces régions. La concurrence entre les GEV locaux et entre ces « bandits » purement criminels pour le contrôle du territoire n'empêche bien sûr pas la collaboration soit dans le partage des territoires, soit dans la contestation du contrôle étatique où les intérêts communs sont jugés prédominants.⁹¹

De solides réseaux d'informateurs (et de peur) permettent un contrôle continu des communautés et donc des zones. Cela s'applique à la fois aux GEV locaux et aux autres groupes criminels violents, tels que les gangs de contrebande. Cependant, dans les zones qui soutiennent les GEV locaux, l'approbation religieuse des contrôles peut renforcer la pression pour s'affilier, en s'appuyant sur la peur et un financement relativement généreux (par exemple, paiements aux

familles des « martyrs », contrairement au soutien minimal de l'État aux familles des soldats tombés au combat⁹²).

Les GEV locaux n'utilisent pas encore les récits internationaux sur le changement climatique, bien que l'occasion d'attribuer la détérioration de la qualité des terres aux méfaits de « l'ennemi lointain » et des anciens maîtres coloniaux ne soit pas loin.⁹³ De même, les lacunes de l'action mondiale sur l'adaptation risquent de fournir aux GEV locaux une source immédiate de griefs supplémentaires autour desquels il est possible de mobiliser les individus et les communautés. Peu de gouvernements dans les zones menacées par les GEV locaux ont des réponses narratives prêtes à des discours aussi difficiles.

Impact des événements internationaux sur les approches des GEV locaux

Le « califat » de Daech offrait un modèle dans lequel un GEV détient un territoire, exploite les ressources pour financer les opérations du groupe et défie le contrôle « étranger ».⁹⁴ Dans les zones où les groupes affiliés à Daech détiennent le contrôle, cela peut inciter les affiliés ailleurs à rechercher un contrôle similaire.

L'accent mis par Daech sur « l'ennemi proche » (les gouvernements régionaux qui défient son autorité) est pratique pour les groupes ayant des sources de revenus locales à protéger (par exemple le trafic de drogue, le bois illégal, l'exploitation minière artisanale). La compétition avec les forces de l'État en vue d'obtenir le contrôle de la zone et les revenus est facilitée par cette focalisation sur « l'ennemi proche ».

La défaite du « califat » de Daech en Irak et en Syrie a sapé une partie de son lustre. Cependant, elle a également fait venir des militants étrangers expérimentés dans la détention et la gestion de territoires dans les zones africaines. Il y a maintenant des indications que le quartier général de Daech a incité les affiliés à soutenir une expansion délibérée en Afrique subsaharienne.

La récente victoire des Talibans est un exemple de patience stratégique dans une campagne qui a duré 20 ans et a montré les avantages d'un horizon temporel plus long. Cela a également semblé valider la focalisation d'Al-Qaïda sur « l'ennemi lointain »⁹⁵ (les négociations des Talibans avec les États-Unis étant présentées comme une victoire à cet égard). Cependant, les affiliés d'Al-Qaïda en Afrique subsaharienne ont montré peu d'intérêt pour les cibles américaines jusqu'à présent. Compte tenu de l'engagement français au Sahel, Berkhane est plutôt l'ennemi extérieur le plus important sur le théâtre du conflit.

L'« exception sahélienne » au conflit entre Daech et Al-Qaïda a cessé en 2019. Les combats JNIM-ISGS en 2020 (avec plus de 100 batailles et plus de 700 morts) démontrent la profondeur de l'antagonisme et de la rivalité entre Al-Qaïda et Daech. Cependant, le JNIM et l'ISGS collaborent également contre les forces étatiques et internationales.

L'ISGS est une ramification d'une composante du JNIM (al Mourabitoun). Cela montre que Daech capitalise sur les divisions au sein des GEV locaux rivaux (mais similaires). Il a également capitalisé sur la scission de Boko Haram (auquel il a probablement contribué) en formant l'ISWAP. En effet, les GEV locaux dans la plupart des régions se sont divisés (p. ex. Boko Haram, al Mourabitoun, AQMI et autres). Certaines de ces scissions ont permis à des groupes mondiaux d'entrer dans des domaines où ils ne s'étaient pas encore engagés. Au Mali, la désillusion des Fulani vis-à-vis des actions de l'État était dirigée par des membres aînés de l'élite, mais des bergers plus jeunes et plus pauvres n'appréciaient pas leur position dominante et exclusive non plus. Cela a divisé la coalition ethnique qui s'était formée pour contester les actions de l'État et des milices soutenues par l'État qui étaient considérées comme oppressives. Comme indiqué précédemment, cela a fourni une base communautaire réceptive à Katiba Macina.



RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations qui découlent de cette analyse sont les suivantes :

- comprendre (notamment en explorant les hypothèses de l'annexe B) ; et puis
- agir.

Ces recommandations sont structurées en trois blocs :

- Économie politique (qui découle notamment de l'analyse des sections « Opérer dans un écosystème de violence » et « Instabilité intentionnelle »)

- L'écologie politique (qui découle notamment de l'analyse de la section « Terre, climat et conflits »)

- Idéologie et grief (qui découle notamment de l'analyse des sections « Versions locales d'objectifs mondiaux » et « Messages de mobilisation pour les GEV locaux »)

L'analyse contenue dans les sections intitulées « La forme suit-elle la fonction ? Les structures de fonctionnement des GEV locaux » et « Stratégies et modalités opérationnelles » alimentent notamment des préconisations relatives aux différents enjeux stratégiques posés par les groupes dans leur évolution vers des proto-États concurrents. Celles-ci se trouvent dans les sections « Comprendre » et « Agir ».

Les éléments de l'analyse des griefs, y compris la corruption (ou la perception de celle-ci), ainsi que les structures et modalités opérationnelles alimentent les recommandations sur « Suivre l'argent », qui sont présentées comme une section d'action spécifique. De même, l'analyse des messages de doléances et de mobilisation alimente les recommandations de la section intitulée « Apaiser la douleur ».

Il est frappant de constater à quel point une perspective de genre est importante pour chaque recommandation. S'assurer que les différentes expériences, perceptions, risques et besoins des femmes et des hommes sont reflétés dans l'analyse à chaque étape sera essentiel pour presque toutes les recommandations. Une exception à cela pourrait être le suivi des flux de revenus des GEV locaux, par exemple, où l'établissement de ce qui se passe réellement ne semble pas avoir une dimension de genre significative, bien qu'il existe bien sûr une dimension de genre dans l'évaluation des dommages causés et contre-mesures à prendre. De plus, il sera important de s'assurer que les femmes ont le libre arbitre dans l'exécution de presque toutes les actions qui s'appuient sur la section « Comprendre ».

« Et alors ? » - Qu'en est-il de la compréhension ?

Et alors ?

Mises en garde

Tout d'abord, ne pas faire de mal. Puis :

Identifier des partenaires prometteurs

Les « leaders traditionnels » sont souvent complices, compromis ou handicapés par le « pouvoir vide » - des titres et des rôles sans ressources à fournir.⁹⁶

Identifier les intérêts dans la paix

Identifier les acteurs de terrain (et au niveau national, si possible) ayant un intérêt pour la paix, en faisant attention au « modèle économique » qu'ils opèrent réellement.

Identifier les investissements de soutien

Cela peut signifier des politiques, des personnes, des projets (et peut-être une protection contre les prédateurs).

Identifier les politiques qui permettent la prédation

Par exemple, les politiques de préservation des arbres qui ont involontairement permis la recherche de rente corrompue par les agents forestiers, etc.

Identifier les politiques qui encouragent la prédation

Par exemple, exiger des chefs traditionnels qu'ils « livrent » les communautés à l'État sans leur fournir de ressources, les encourageant ainsi à « s'attaquer à eux-mêmes ».

Aider les autorités nationales à se connecter positivement aux processus locaux inclusifs

Les gouvernements locaux sont rarement des pouvoirs prédominants localement, mais disposent toujours de ressources importantes. Lorsque les conflits sont locaux, les réponses nécessitent des efforts adaptés localement, que les autorités nationales sont peu susceptibles de posséder, mais les ressources et les autorisations nationales sont toujours essentielles pour la résolution des conflits et la confiance de la communauté.

Développer des messages qui rendent une « appartenance » alternative crédible et attrayante

Doit être réel ; les promesses qui suscitent des attentes qui sont ensuite déçues font plus de mal que le silence. La prestation de services n'est pas une condition suffisante « d'appartenance », mais son absence véhicule un message fort de « vous n'appartenez pas ».

Être réaliste

Reconnaître les limites de la capacité internationale à comprendre et à influencer l'économie politique aux niveaux local, national et régional ; comprendre les limites de la liberté d'action des champions de la réforme face au « modèle économique » des détenteurs du pouvoir (voir figure 5 : Voies de prédation, ci-dessus).

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Chaque recommandation ci-dessous est suivie des acteurs auxquels elle s'applique (*en italique, entre parenthèses*).

Comprendre

Économie politique

- U. 1. Il est essentiel de comprendre les processus politiques, économiques et liés à la sécurité par lesquels les GEV s'implantent puis renforcent leur contrôle dans les communautés aux niveaux local, infranational et national. Cela nécessite de suivre les alignements des choix politiques, économiques et sécuritaires des principaux détenteurs du pouvoir locaux, ainsi que la manière dont ces actions sont reçues par les autres. Il convient également de faire une analyse des facteurs de conflit – à chaque niveau – et de leurs implications. Tout cela est profondément sexospécifique (*ONU et communauté internationale*).
- U. 2. Les trois hypothèses présentées à l'annexe B sont, bien sûr, des pistes pour les premières étapes de la recherche. En particulier, comprendre les calculs coûts-avantages des dirigeants locaux des GEV - et ceux d'Al-Qaïda et de Daech dans la recherche ou l'acceptation de leur affiliation - a des implications pour d'autres efforts visant à limiter l'expansion de ces groupes internationaux. S'assurer que les points de vue des femmes sont entendus et pris en compte sera particulièrement important à cet égard.
- U. 3. Une telle compréhension passe également par l'analyse des dommages accidentels et délibérés au tissu social. Le PNUD et d'autres chercheurs travaillent déjà sur ce sujet, qui pourrait être intégré à d'autres recherches (où, encore une fois, une perspective de genre sera appropriée et essentielle) pour fournir une image actualisée complète et extraire des informations politiques clés (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques et société civile*).
- U. 4. Il existe des défis spécifiques pour comprendre la corruption, dans tous les sens du terme, et ses effets, y compris les perceptions et les rapports de corruption, et les différentes expériences et perceptions des femmes et des hommes, comme l'utilisation des services sexuels comme forme de paiement. Cela inclut les opportunités incitant une conduite corrompue et les incitations existantes et pouvant être créées pour une conduite non corrompue. La recherche des Nations Unies sur la famille et la société civile couvre déjà ce domaine, qui devrait être intégré à une recherche plus large pour fournir des informations exploitables (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques et société civile*).
- U. 5. Une couche supplémentaire importante d'analyse est la dimension spatiale des conflits et de l'extrémisme violent, qui est facilitée par les développements de la cartographie SIG des événements et des données. La superposition de données géographiques sur la pauvreté, l'allocation et les dépenses fiscales, la fourniture de services ou la gestion des terres, par exemple, sur des données relatives aux événements de conflit (par exemple, ACLED, UCDP et autres ensembles de données sur des événements

similaires) peut offrir de nouvelles perspectives, ainsi qu'une compréhension des formes d'éloignement associées à la propagation de l'extrémisme violent (*ONU, chercheurs de la société civile, communauté internationale*).

nts climatiques sur les moyens de subsistance, la mobilisation violente et les marchandages des élites (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

U. 6. Comprendre l'impact des dépenses publiques au-delà des indicateurs macroéconomiques et techniques nécessite un examen des effets distributifs. Ceux-ci peuvent inclure des disparités spatiales, générationnelles ou liées au genre, par exemple. De telles disparités peuvent fragiliser davantage le tissu social. L'analyse de l'impact fiscal (y compris les superpositions spatiales décrites ci-dessus) permettrait donc d'identifier les opportunités pour l'État de réduire l'attractivité des GEV locaux (*institutions financières internationales, autorités étatiques, société civile*).

U. 7. Comprendre les processus politiques, économiques et liés à la sécurité par lesquels les acteurs étatiques et régionaux cherchent à contrecarrer les stratégies des GEV, et l'effet que ceux-ci ont sur les communautés et leur réception des GEV locaux parmi les femmes et les hommes, sera important pour améliorer les contre-mesures (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques*).

Écologie politique

U. 8. Comprendre l'analyse des conflits et de la violence inclut non seulement la dynamique politique entre les divers groupes identitaires, de moyens de subsistance et politiques et les mobilisateurs violents, mais aussi la relation entre les populations humaines et leurs écosystèmes. L'analyse et la programmation de suivi doivent inclure un accent sur l'écologie politique (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

U. 9. Une analyse spécifique d'écologie politique sera particulièrement nécessaire dans les zones menacées par la dégradation de l'environnement, permettant d'anticiper les effets des dérègleme-

Idéologie et grief

U. 10. Comprendre le message par lequel les GEV locaux propagent leur vision aux niveaux local, infranational, national, régional et mondial, en particulier celui par lequel les GEV mondiaux étendent leur influence. Cela nécessite une surveillance des médias sociaux (généralement dans les langues locales) pour détecter à la fois l'expansion des ambitions des GEV locaux et la diffusion des messages et de l'influence des GEV mondiaux. Cela nécessite également une évaluation différenciée selon le sexe et l'âge de l'impact des messages des GEV et des contre-messages positifs. L'ONU est déjà engagée dans la surveillance des discours de haine, par exemple, et pourrait étendre sa capacité d'analyse avec des ressources supplémentaires. L'ONU, la communauté internationale, les autorités étatiques et la société civile ont toutes un rôle important à jouer pour approfondir la compréhension, accélérer le revirement analytique et identifier les principales opportunités de contre-messages (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

U. 11. La capacité d'analyse locale non étatique sera importante pour obtenir une compréhension valide et adaptée localement. Si certaines capacités locales peuvent être renforcées simplement en commandant des produits appropriés et en soutenant l'assurance qualité, un renforcement explicite des capacités des organismes de recherche locaux peut être nécessaire. Un aspect important peut être la création de forums sûrs dans lesquels les chercheurs locaux et la société civile peuvent engager les détenteurs du pouvoir (y compris les autorités étatiques) dans une conversation productive. L'ONU fait

déjà un travail important dans ce domaine (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

Agir

- A. 1. Appliquer les résultats de la section « Comprendre » à l'analyse et aux conseils en matière de politiques, en reflétant les diverses pistes d'intérêt ci-dessus et en maximisant les possibilités d'améliorer l'engagement du gouvernement et de la société civile par le biais de processus de dialogue politique de soutien qui offrent un espace clair pour que les voix des femmes soient entendues et prises en compte (*ONU, communauté internationale, société civile*).
- A. 2. Compte tenu des observations sur les griefs dans l'analyse (telles que soulignées par *Journey to Extremism*), appliquez cette compréhension pour garantir que les actions des agences étatiques et des groupes armés habilités par l'État sont au moins conformes aux obligations en matière de droits de l'homme et, pour prévenir les abus, éviter de créer de nouvelles ouvertures permettant aux GEV de s'intégrer dans les communautés ou de mobiliser les élites lésées (*autorités étatiques, ONU, communauté internationale*).

Économie politique

- A. 3. En particulier, utiliser cette compréhension pour élaborer des stratégies visant à consolider le contrôle du gouvernement et à reprendre les zones où l'influence du gouvernement est faible, à la lumière de la position des GEV locaux sur leur parcours de transition du statut de bandes d'individus au statut de concurrents proto-étatiques pour les contrats sociaux communautaires (*autorités étatiques, ONU, communauté internationale*).
- A. 4. Appliquer les résultats de la section « Comprendre » pour évaluer dans quelle mesure les stratégies de soutien aux champions de la

réforme sont réalistes, à la lumière des contraintes sur le plan d'économie politique (*ONU, communauté internationale*).

- A. 5. La famille des Nations Unies apporte également un soutien important aux efforts de lutte contre la corruption. Lorsque les ressources sont limitées et que ces efforts doivent être prioritaires, il serait pertinent d'identifier les formes de corruption qui sont le plus activement exploitées dans le récit des GEV ou établies par le travail engagé dans la section « Comprendre » comme les principales formes de corruption qui encouragent les communautés à s'engager avec des GEV locaux. Ces formes de corruption pourraient mériter la plus haute priorité (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).
- A. 6. Les applications spécifiques de la compréhension tirée de l'analyse proposée aux défis de la corruption (au sens le plus large du terme) et de l'injustice pourraient inclure le dialogue (y compris des groupes de femmes bien préparés) et des conseils sur la correction des politiques et des réglementations qui incitent à la recherche de rente, sur la réaffectation des dépenses publiques pour maximiser le sentiment d'inclusion et minimiser le sentiment d'injustice, et sur les stratégies de communication qui transmettent aux citoyens les avantages découlant de l'engagement de l'État face à ces défis. Cela devra tenir compte du diagnostic des « voies de prédation » du modèle économique appliqué par les élites et donc refléter une réelle liberté d'action de la part des champions de la réforme (*ONU, institutions financières internationales, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).
- A. 7. L'ONU soutient déjà les gouvernements dans les aspects liés à la PEV de la gouvernance des forces de sécurité. Étant donné que la conduite de ces forces joue un rôle central dans l'engagement communautaire avec les GEV, les centres de recherche locaux et la société civile - y compris les organisations

qui capturent et reflètent les expériences et les préoccupations des femmes et des jeunes - pourraient renforcer le suivi de l'efficacité de ce soutien, alors que le soutien pourrait également nécessiter d'être élargi et approfondi (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

A. 8. La famille des Nations Unies a aidé les pays de la région à élaborer des stratégies PEV et des plans d'action nationaux (PAN). Une analyse plus approfondie de la gouvernance sensible au genre des stratégies PEV, en particulier des incitations et des relations affectant les détenteurs du pouvoir, pourrait être un objectif supplémentaire utile à appliquer au fur et à mesure que la prochaine génération de PAN est développée et que les pays fournissent des rapports périodiques sur la mise en œuvre et l'efficacité à leurs citoyens (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

Écologie politique

A. 9. Soutenir les améliorations sensibles au genre de la politique de gestion des terres et de la gouvernance qui répondent aux griefs de la communauté dont se nourrissent les GEV locaux et qui soutiennent la régénération de l'environnement pour prévenir de nouveaux conflits sur les terres de grande valeur restantes, contribuerait considérablement à entraver l'attrait des GEV locaux⁹⁷ et à réduire les conflits plus généralement (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques*).

A. 10. L'application de l'analyse de l'écologie politique aux zones menacées par la dégradation de l'environnement devrait permettre d'accorder une attention efficace à la régénération des terres et à la consolidation de la paix environnementale, anticipant ainsi les effets des dérèglements climatiques sur les moyens de subsistance, la mobilisation violente et les négociations des élites (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

A. 11. Le dialogue national sur les interactions écosystème-économie et leurs implications politiques peut identifier les questions clés pour l'action gouvernementale ou sociale. Il peut également fournir une couverture politique de haut niveau pour permettre des conversations locales sur la régénération et la gestion des terres (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

A. 12. Des conversations locales inclusives ayant comme but de raconter « l'histoire du lieu » peuvent, par exemple, permettre aux aînés d'expliquer la signification culturelle et spirituelle d'un lieu et aux jeunes d'expliquer les conséquences que les contraintes traditionnelles ont pour eux. De telles conversations peuvent aider à retisser le tissu social, en comblant les écarts intergénérationnels. Avec une facilitation appropriée, elles peuvent également aider à identifier, et éventuellement à combler, les inégalités entre les sexes. Rassembler des groupes identitaires pour ce type de conversations peut également contribuer à estomper d'autres sources de division autour de l'utilisation des terres dans un contexte qui aborde la signification du lieu pour toutes les parties ainsi que les intérêts que celui-ci incarne et rend possibles (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

Idéologie et grief

A. 13. Le PNUD et d'autres agences de la famille des Nations Unies ont exploré la possibilité pour les autorités religieuses et les organisations confessionnelles de jouer un rôle dans la remise en question des interprétations inappropriées de l'enseignement religieux et dans l'engagement des élites dévotes dans un discours théologique plus profondément ancré. Il peut également y avoir des opportunités d'élargir le rôle de ces autorités religieuses dans la médiation à différents niveaux, renforçant la crédibilité des négociations

(*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

A. 14. Alors que les mythes sur le rôle des femmes dans les GEV locaux sont dissipés, leurs voix doivent être entendues pour identifier les défis auxquels elles sont confrontées et les contributions qu'elles peuvent apporter. Leur action, au niveau communautaire et politique, peut être un ingrédient essentiel pour faire évoluer le discours sur la violence et la gouvernance. Cela devrait inclure leurs opinions sur les allocations de dépenses publiques. Bien que les points d'entrée diffèrent entre les niveaux national et local et d'un endroit à l'autre, une attention particulière est nécessaire pour identifier les moyens par lesquels la participation active des femmes peut être rendue « normale », sûre et efficace (*ONU, institutions financières internationales, communauté internationale, autorités, société civile*).

A. 15. En s'appuyant sur les communications PEV/LEV existantes, en soutenant une meilleure communication sensible au genre et basée sur des messages crédibles qui offrent des opportunités positives quant au sens, à l'appartenance et à l'estime par le biais d'alternatives à l'extrémisme violent - « Les gouvernements devraient être moins préoccupés par la réaction aux messages des terroristes et se concentrer davantage sur leur propre réputation et leur présence parmi les personnes »⁹⁸ (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

Suivre l'argent

A. 16. L'ONU soutient déjà les efforts déployés par les autorités étatiques pour identifier comment les fonds parviennent aux GEV, par exemple par le biais des mécanismes de fonds fiduciaires/lutte contre le blanchiment d'argent et plus généralement du Groupe d'action financière. Cependant, le suivi d'autres flux de financement plus locaux (par

exemple, les revenus provenant du vol de bétail ou des enlèvements et des rançons) pose un autre défi. Le renforcement de la capacité nationale à retracer ces fonds et la coordination de ces mécanismes de traçabilité au niveau régional pourraient apporter des avantages significatifs (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques*).

A. 17. Moins de ressources ont été consacrées à la manière dont les GEV utilisent les fonds qu'ils acquièrent. Cependant, comprendre leurs habitudes de dépenses (à la fois spatiales et sectorielles) aiderait à comprendre leurs stratégies dans la pratique. Là encore, la capacité nationale nécessitera une allocation de ressources par le gouvernement et un soutien international (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques*).

A. 18. Au fur et à mesure que les finances des GEV seront mieux comprises en ce qui concerne leurs revenus et dépenses, il y aura plus d'opportunités pour contrecarrer les stratégies des GEV. Par exemple, les domaines de dépenses des GEV pourraient inclure les domaines où « l'offre » de l'État en matière de services essentiels, de politique, de réglementation ou de sécurité et de justice doit être améliorée pour rivaliser avec celle des GEV, ou les activités malveillantes des GEV peuvent être contestées. Les efforts d'exécution pourraient se concentrer sur les activités illicites qui sont particulièrement importantes pour les revenus des GEV. Cela nécessite une capacité renforcée pour la planification et l'exécution de réponses appropriées (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques*).

A. 19. L'action législative pourrait inclure des mesures visant à dissuader l'engagement de groupes criminels organisés non terroristes avec les GEV. Celles-ci pourraient inclure l'examen de la « culpabilité par association » avec le terrorisme, le cas échéant, lequel prend dûment compte des droits humains

et civils des citoyens (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques*).

Soulager la douleur

A. 20. Bien que l'importance générale du traumatisme résultant d'un conflit, et en particulier des actions des GEV, soit largement reconnue, au niveau local, on comprend moins bien la nature du traumatisme dans chaque théâtre ou la nature et les implications des stratégies d'adaptation que les communautés et les individus adoptent. La capacité locale à évaluer cet aspect et à écouter avec sensibilité les victimes sera essentielle pour comprendre les priorités de l'aide. Il sera impératif de renforcer cette capacité, qui nécessitera une sensibilité

aiguë aux questions de honte et de stigmatisation, ainsi qu'aux expériences différenciées des femmes et des hommes, des garçons et des filles et des attentes différentes à leur égard (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

A. 21. S'attaquer au traumatisme vécu par les victimes des actions des GEV offre une voie potentielle à suivre, en utilisant des mécanismes de santé mentale et de soutien psychosocial durables et adaptés localement qui renforcent l'action des femmes. Cela peut également créer des opportunités naturelles de développer des contre-messages religieux positifs (*ONU, communauté internationale, autorités étatiques, société civile*).

MÉTHODOLOGIE

Ce rapport cherche à rassembler les points de vue des universitaires et des praticiens sur le défi de la propagation des GEV en Afrique subsaharienne. Il a été compilé à partir d'examens de la littérature publiée et de rapports de l'ONU. Ces examens ont été combinés avec des entretiens avec des équipes de pays du PNUD et d'autres agences spécialisées des Nations Unies, des entretiens avec des informateurs clés, des chercheurs et des militants locaux, des entretiens avec des organes régionaux et de l'Union africaine (UA) pertinents et des entretiens avec des experts internationaux travaillant sur le terrain, plutôt qu'avec des activités primaires sur le terrain ou des enquêtes individuelles.

Cette approche reflète les défis de combiner les perspectives académiques et professionnelles pour un meilleur résultat. Les deux communautés ont des styles de discours et d'engagement différents, mais la méthodologie

de cette étude cherche à combler le fossé. Elle reflète la recherche d'une « organisation d'apprentissage et de création dans laquelle les universitaires et les praticiens peuvent apprendre les uns des autres »⁹⁹ en combinant les idées de publications académiques (à la fois avec comité de lecture et directement publiées) avec celles de praticiens dans le domaine. Les rapports de l'ONU (y compris des recherches primaires telles que *Journey to Extremism*) ont été d'importantes sources d'informations et d'analyses.

Un rapport spécifique sur les GEV au Burkina Faso a été réalisé pour un groupe politique mondial en même temps et informe le présent rapport, qui contient un extrait du résumé exécutif.

En raison des restrictions de voyage, aucune visite dans la région n'a été possible ; tous les entretiens ont été menés via Zoom ou d'autres plateformes en ligne.

ANNEXE A : EMPÊCHER LA PROCHAINE VAGUE

Anticiper l'inévitable et prévenir la prochaine vague de recrutement : saisir la rupture climatique dans les récits idéologiques

La recherche sur les liens entre le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la violence a déjà mis au jour des liens clairs qui se déroulent à travers l'Afrique. L'accent a souvent été mis sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs, mais l'intensité croissante des conflits entre populations nomades et sédentaires n'est qu'un aspect des intersections entre insécurité et changement climatique. Un autre aspect concerne les liens entre l'extrémisme violent et le changement climatique. Sur cette question particulière, l'analyse doit se concentrer sur les moteurs hautement contextuels du recrutement et de l'évolution de la dynamique mondiale, conformément à l'analyse décrite dans le présent document.

Il est bien connu que la misère des moyens de subsistance due à la désertification et à la dégradation de l'environnement fait le jeu des GEV dans des régions déjà marquées par une marginalisation structurelle. C'est le cas de certaines régions de Somalie, où Al-Shabaab a réussi à exploiter les griefs liés à la pauvreté, souvent associés à la perte de fertilité des sols, à la sécheresse et aux tensions sur les ressources foncières, qui accentuent la vulnérabilité due au manque de services sociaux et de biens publics. La dégradation de l'environnement peut donc facilement jouer un rôle dans

les récits d'injustice pour lesquels les GEV visent à se positionner comme fournisseurs de solutions.

La République centrafricaine en est un exemple. La partie nord-est du pays connaît une accélération du taux de désertification. D'ailleurs, c'est ici que des groupes d'insurgés ont tenté d'utiliser la soi-disant idéologie djihadiste pour mobiliser les revendications locales. La désertification et la perte d'opportunités économiques (liées aux moyens de subsistance et au-delà) résonnent avec des problèmes plus structurels liés à la marginalisation et font donc écho aux sentiments d'injustice au sein des communautés.^v Les groupes d'insurgés, y compris ceux qui ont tenté d'utiliser les idéologies islamistes, ont repris ce sentiment d'injustice et ont tenté de régler l'utilisation des ressources naturelles.

De même, dans le centre du Mali, certains GEV se sont positionnés comme des régulateurs clés de l'accès à l'écosystème plus large des *bourgoutières*, une zone humide dans le delta du fleuve Niger qui a historiquement desservi toutes les structures claniques du grand Mali. Cependant, la santé des *bourgoutières* se dégrade du fait des politiques agricoles non durables promues par Bamako, du développement des infrastructures hydro-énergétiques et plus généralement de la hausse des températures due au changement climatique depuis des décennies.¹⁰⁰

La présence continue de la violence dans le centre du Mali depuis 2012 peut être corrélée en grande partie à la dégradation des ressources environnementales. Les groupes insurgés et extrémistes violents ont capitalisé sur les griefs liés à cette dégradation. Ces exemples

v. Entretien terrain, O. Lazard, CAR, 2018

démontrent que la dégradation de l'environnement et les perturbations climatiques doivent désormais être activement prises en compte lorsque l'on tente de comprendre comment les moyens de subsistance et les communautés tombent dans le type de vulnérabilité que les GEV peuvent exploiter. Jusqu'à présent, les analyses cherchant les moteurs et la construction narrative qui lient l'extrémisme violent et la dégradation de l'environnement ou le changement climatique sont restées largement localisées.

Ces contextes très différents ont un schéma commun : l'analyse des conflits et de la violence ne devrait pas seulement se concentrer sur la dynamique politique entre les divers groupes identitaires, de moyens de subsistance et politiques et les mobilisateurs violents, mais également sur la relation entre les populations humaines et leur écosystème. En d'autres termes, l'analyse et la programmation de suivi devraient inclure une approche d'écologie politique.

Une autre dimension essentielle pour comprendre les liens entre la terre, les ressources naturelles et l'extrémisme violent est la prédation et la corruption. La terre est une ressource pour laquelle les élites aux niveaux infranational, national et international se disputent de plus en plus. Dans un contexte comme celui du Nord-Kivu à l'est de la RDC, les élites se font concurrence pour truquer le système cadastral et ont accès à de vastes concessions foncières qui favorisent leur propre accumulation privée au détriment des communautés. Ces derniers sont souvent chassés de leur terre ancestrale qui est l'épine dorsale de leurs moyens de subsistance ainsi que de leur identité administrative. Une fois déplacées, les communautés se retrouvent avec peu ou pas de ressources pour obtenir des moyens de justice ou des réparations, et elles deviennent dépendantes d'aides pour survivre.

La RDC fournit certains des exemples les plus flagrants de corruption en matière de gouvernance foncière, mais de nombreux pays présentent des schémas similaires, y compris dans des contextes où les effets de l'extrémisme violent sont endémiques, comme le Mozambique et le Sahel. Souvent, dans ces contextes, les élites jouent sur les fissures juridiques entre les systèmes de droit coutumier et de droit positif

concernant l'administration foncière pour accéder aux ressources privées. Il en résulte une accumulation de risques concernant le stress communautaire et l'extractivisme écologique (sous forme de bois, de biodiversité, de minéraux et d'autres biens), qui ont des répercussions sur la santé environnementale au sens large, la marginalisation structurelle et la dépendance à l'aide. Dans tous les cas, les GEV visent à se positionner comme des justiciers, des régulateurs de l'accès aux ressources naturelles, des fournisseurs de services judiciaires et administratifs, ainsi que comme substituts de moyens de subsistance.

Les GEV mondiaux n'ont pas encore développé de récit autour du changement climatique. Cependant, cela va probablement changer prochainement. L'impact, l'ampleur, le rythme et la portée géographique des dérèglements climatiques vont s'intensifier. Même les meilleurs modèles climatiques ont sous-estimé le calendrier des impacts entrants de 20 ans en moyenne, selon les estimations des meilleurs climatologues. Les perturbations climatiques affecteront plus rapidement les pays vulnérables au climat, à commencer par de nombreux pays subsahariens tels que le Zimbabwe, la Somalie, le Cameroun, les pays sahéliens, etc. Historiquement, les négociations sur le climat se sont concentrées sur l'atténuation et l'augmentation des ambitions pour la planification de la transition. Après plus de 15 ans de négociations de la COP, il subsiste un risque sérieux que la communauté internationale échoue collectivement à maîtriser les émissions mondiales de gaz à effet de serre pour rester dans les limites de l'avertissement global de 1,5 °Celsius que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat identifie comme un seuil relativement sûr qu'il ne faut pas franchir. En plus d'avoir échoué sur les objectifs d'atténuation, la COP26 a démontré que le financement climatique pour l'adaptation est encore largement insuffisant.

Un pays comme le Cameroun consacre déjà plus de 9 % de son PIB par an à la reprise et à l'adaptation aux dérèglements climatiques. En comparaison, les contributions actuelles au Fonds mondial pour l'adaptation enregistrent un montant total d'environ 327 millions de dollars par an, ce qui ne représente

pas plus de 5 centimes US par personne dans le monde dit en développement.¹⁰¹ Cet écart énorme est partiellement atténué par diverses formes d'aide qui peuvent contribuer aux objectifs d'adaptation. Cette simple équation révèle une iniquité qui favorise de dangereux écarts de confiance entre les nations très vulnérables au climat et celles plus résilientes (dont la plupart sont situées dans le monde développé).

Il est donc fort probable que les GEV transnationaux puissent facilement élaborer un récit mondial présentant le changement climatique comme la forme ultime de violence structurelle imposée par les pays développés au reste du monde. L'agenda de la justice climatique, qui est extrêmement important dans le cheminement vers une plus grande résilience mondiale face à un défi historique et mondial tel que le changement climatique, est susceptible d'être caractérisé par des tensions de négociation complexes entre les nations très vulnérables au climat et celles qui le sont moins. L'absence de résultats positifs et concrets est susceptible de générer des zones croissantes de fragilité, des tensions sociales, une mauvaise gouvernance et, en fin de compte, la violence. Un exemple particulier vient déjà à l'esprit : les Maldives sont un pays à revenu intermédiaire qui joue le rôle de canari dans la mine de charbon, comme de nombreux petits États insulaires de l'Indopacifique et des Caraïbes. Les Maldives sont déjà aux prises avec l'extrémisme violent dans leur pays et à l'étranger, et jusqu'à il y a quelques années, le deuxième plus grand contingent de combattants étrangers en Syrie provenait du pays.¹⁰² Alors que de nombreux facteurs poussent les jeunes hommes et femmes à se rendre en Syrie pour se battre avec les GEV, le manque de perspectives économiques et purement territoriales aux Maldives est certainement l'une des causes. En l'occurrence, le changement climatique y joue un rôle dans un pays où les perturbations vont s'accélérer. À ce titre, le Gouvernement risque d'avoir du mal à offrir une vision et les moyens d'un avenir dans lequel les jeunes peuvent se projeter de manière significative.

Cette annexe postule donc une théorie selon laquelle la portée idéologique et narrative des GEV augmentera au cours des prochaines années, et inclura de plus en plus des griefs liés au manque d'action internationale sur

le changement climatique, à la faiblesse de la solidarité collective et des mécanismes financiers d'adaptation, aux pertes et dommages et à l'injustice structurelle. Ces récits comprendront probablement une remise en question fondamentale de l'efficacité de l'État-nation à fournir de la résilience et des biens publics. En d'autres termes, le récit idéologique renforcera une lecture des relations internationales compatible avec les théories centre-périphérie qui sont au cœur de l'analyse du phénomène de l'extrémisme violent. *Journey to Extremism*, par exemple, a mis en évidence que les GEV parviennent à recruter plus facilement dans des zones marquées par le dénuement et la marginalisation, comme les zones périurbaines ou transfrontalières. Dans ce cas, puisque cette question est mondiale, les récits peuvent transposer cette réflexion aux centres et périphéries mondiaux, le monde développé étant compris comme le centre, et les pays en développement et très vulnérables au climat étant compris comme la périphérie. La double nature de la globalité et de la localité continuera à être présente dans le récit, mais ces deux aspects s'aligneront de manière plus évidente à mesure que le changement climatique - un phénomène mondial - provoque de plus en plus de perturbations à des niveaux hautement localisés et régionaux et qu'il diminue la capacité globale de résilience tout en augmentant la polarisation et en creusant les clivages politiques.¹⁰³



ANNEXE B :

HYPOTHÈSES POUR UNE ENQUÊTE PLUS APPROFONDIE

Trois hypothèses ont émergé qui méritent d'être examinées de plus près. Celles-ci sont distinctes et s'ajoutent à l'investissement continu dans les éléments de la section « Comprendre » tels que définis dans la section Recommandations, car il s'agit d'enquêtes plus limitées dans le temps avec une conclusion prospective (« vrai », « faux » ou « incertain »).

L'implication d'Al-Qaïda et de Daech rend plus difficile la fin du conflit, mais une certaine forme de négociation reste inévitable pour la paix.

L'ACLED et d'autres données démontrent que l'affiliation locale à Al-Qaïda ou à Daech semble augmenter la létalité des conflits, en particulier pour les civils. Il est également clair que l'implication d'Al-Qaïda ou de Daech est associée à des obstacles à l'accès à l'aide humanitaire (bien que les forces de l'État puissent également entraver l'accès). Cependant, il n'a pas été possible de démontrer quantitativement que l'implication de ces GEV mondiaux prolonge également les conflits.¹⁰⁴ Il y a une logique plausible à une telle hypothèse, étant donné l'interdiction de s'engager avec des groupes proscrits, mais trop peu de conflits de l'un ou l'autre type ont pris fin de manière définitive pour permettre une inférence ferme. Cependant, bien qu'aucune étude n'ait définitivement lié les GEV à des conflits plus longs, bon nombre des caractéristiques et tactiques de ces groupes sont associées à des conflits plus durables.

Il existe des preuves indiquant que les conflits impliquant des groupes à motivation idéologique, des combattants étrangers et des acteurs qui utilisent le terrorisme durent plus longtemps.¹⁰⁵ Les conflits dans lesquels des acteurs externes apportent leur soutien à des groupes violents (parfois qualifiés de « mandataires », bien que les relations soient rarement simples) sont également considérés comme plus longs.¹⁰⁶

Implication : empêcher l'entrée de groupes mondiaux proscrits pourrait réduire le coût humain de l'instabilité. Détacher les GEV locaux qui se sont impliqués avec Al-Qaïda et Daech peut être difficile mais est aussi susceptible de contribuer à mettre fin au conflit.¹⁰⁷ Cependant, des défis à la fois politiques et pratiques peuvent rendre cela extrêmement difficile dans des cas spécifiques. Définir ce que « détachement » pourrait signifier serait inévitablement à la fois controversé et localement spécifique – peut-être que renoncer à une mission mondiale et à des intentions terroristes pourrait être différent de renoncer à l'imposition d'une interprétation locale de la charia par un GEV.

Les GEV locaux passent de « Big Man » à « Big Idea » lorsque les ressources le permettent. Cela renforce leur résilience.

Il est important de ne pas imaginer les GEV locaux comme des entrepreneurs de conflits opportunistes

unidimensionnels. Leur fondement idéologique affecte leur stratégie et leur structure. Leur résilience est évidente, mais comprendre comment ils y parviennent se base sur des hypothèses plausibles. Celles-ci nécessitent une enquête plus approfondie, ce qui pourrait être un aspect précieux à explorer pour de futures recherches.

Les groupes d'insurgés ont souvent été associés à des termes tels que « seigneur de la guerre », « patrimonial » ou « Big Man ». Certains GEV locaux portent le nom de leur figure centrale (par exemple *Katiba Macina* ou « Koufa's Boys »), mais il y a aussi des indications que les GEV locaux, en particulier les mieux financés, sont mieux structurés et réagissent différemment à la perte d'une figure de leader. Des données plus fines sur la planification de la relève et la dynamique interne seraient nécessaires pour un diagnostic sûr.

Les entretiens suggèrent que la structure des GEV est en train de passer du statut d'organisations mécènes classiques de type « Big Man » au type de « Big Idea » dont la cohésion découle d'un alignement idéologique plutôt que personnel, bien qu'il n'existe pas encore de preuve concluante à cet effet.¹⁰⁸ Ce changement nécessite des ressources et peut donc être hors de portée des groupes disposant de moins de financement. Cependant, certains GEV locaux (comme Al-Shabaab en Somalie) ont développé de vastes structures infranationales et locales. Celles-ci leur permettent de fournir une sorte de services étatiques – notamment la « justice » et le règlement des différends – et les aident à s'intégrer plus profondément dans la société locale. Les groupes sont donc en concurrence avec « l'offre » étatique, offre que les partenaires internationaux contribuent à enrichir dans de nombreux domaines.

L'affiliation à des GEV mondiaux comme Al-Qaïda ou Daech fournit un récit mondial et une image de portée mondiale. Elle offre également un horizon à long terme — Al-Qaïda et Daech parlent tous deux d'une longue histoire remontant aux croisades – ce qui peut être étayé par l'exemple de patience stratégique dont ont fait preuve les Talibans en Afghanistan. Ce récit permet également aux GEV d'expliquer (même

de manière incomplète ou anachronique) la source de leurs griefs aux communautés par rapport aux acteurs mondiaux¹⁰⁹ — « l'Occident » ou « les croisés » – qui renforcent leur justification de la résistance du GEV aux autorités de l'État qu'ils condamnent comme *kufir* (infidèle ou incrédule).¹¹⁰ Il fournit également aux adhérents, en particulier aux jeunes, un « sens » que les agences de l'État peuvent avoir du mal à rivaliser, bien que les partenaires internationaux les aident à présenter des récits positifs alternatifs.¹¹¹

Les groupes dotés de structures locales (et infranationales) plus profondes peuvent également être plus résilients. Si des groupes idéologiques sont poussés à créer de telles structures de communication et à fournir des services de règlement des différends, etc., cela peut contribuer à leur plus grande résilience apparente. Les VEG locaux qui s'implantent en profitant des griefs locaux et qui ont également des revenus largement locaux peuvent avoir des racines locales plus profondes mais être moins résilients face aux réseaux régionaux si les bases locales sont menacées. Cependant, les GEV locaux opèrent facilement au-delà des frontières nationales et semblent capables de combiner pour l'instant l'enracinement local et la connectivité régionale, bien que cela puisse être vulnérable aux contre-messages qui attirent l'attention sur ces incohérences.

Implication : dans ensemble, ils offrent une explication en ce qui concerne la persistance et la résilience des GEV face à la perte d'acteurs centraux. Ils suggèrent également que la suppression de la direction d'un tel GEV peut ne pas être efficace pour réduire l'impact de ses activités.

Résister à l'entrée d'Al-Qaïda ou de Daech nécessite de modifier les calculs coûts-avantages des GEV

Les GEV locaux s'affilient aux GEV mondiaux, et les GEV mondiaux acceptent l'affiliation. Il semble donc clair que pour les deux directions,

les avantages d'une telle affiliation l'emportent sur les coûts.¹¹² Puisqu'il est difficile de déterminer ce qu'Al-Qaïda ou Daech pensent de l'acceptation de l'affiliation, et que l'affiliation semble être globalement cohérente d'une région à l'autre, il est probablement préférable de se concentrer sur les calculs coûts-avantages des dirigeants des GEV locaux si l'affiliation doit être découragée en augmentant les coûts ou en réduisant les avantages pour eux et leurs objectifs.

Cependant, il serait utile de comprendre si les réseaux mondiaux considèrent les groupes comme des franchises potentielles lorsqu'ils sont en hausse, ou si les groupes cherchent plutôt à s'aligner sur les réseaux mondiaux pour retrouver leur légitimité lorsqu'ils sont en retrait. Sécuriser l'accès aux personnes impliquées dans le processus pour savoir qui approche qui offrirait des informations précieuses sur cette question.

Cet aspect est difficile à observer et des recherches supplémentaires sont nécessaires pour en être sûr.¹¹³ Cependant, il semble clair que les GEV locaux bénéficient de l'image du groupe mondial auquel ils sont affiliés¹¹⁴, en termes à la fois de sa position idéologique mondiale et de sa nature effrayante. Il y a des rapports (en particulier en ce qui concerne Daech) sur certains transferts de

combattants expérimentés, de compétences et de techniques ainsi que de financement.¹¹⁵

Là où des groupes locaux sont déjà ciblés par des efforts nationaux et internationaux, à la fois économiques et impliquant la force armée, le coût initial de l'affiliation pour le GEV local peut sembler faible, à moins qu'il ne décourage les adeptes. En Somalie, la nature limitée de l'utilisation par Al-Shabaab de sa connexion avec Al-Qaïda dans ses communications suggère qu'en Somalie, du moins, la nature mondiale de la relation ne l'aide peut-être pas dans ses relations avec les élites locales (ou, peut-être, dans ses efforts de recrutement local). Cependant, il peut y avoir une opportunité plus large d'imposer un coût prospectif à l'affiliation en excluant des groupes des négociations locales sur les arrangements économiques et de sécurité à moins qu'ils ne se dissocient de manière crédible du groupe mondial proscrit en question, bien que les deux aspects de cette possibilité restent semés d'embûches.

Implication : saper les stratégies locales des GEV mondiaux nécessite une compréhension des calculs coûts-avantages des élites locales qui rejoignent ou non les GEV. Cela, à son tour, nécessite une enquête locale détaillée.



ANNEXE C :

MÉTHODOLOGIE

Le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent de 2015 a reconnu que

« les récits basés sur les griefs, les injustices réelles ou perçues, l'autonomisation promise et le changement radical deviennent attrayants

là où les droits de l'homme sont violés, la bonne gouvernance est ignorée et les aspirations sont écrasées ».

De nombreux documents détaillés sont déjà disponibles sur la dynamique des GEV, y compris de nombreux aperçus,^{116, 117, 118} études thématiques régionales,^{119, 120} et des études nationales plus récentes,^{121, 122}. Des enquêtes générales sur la violence politique au sens large¹²³ fournissent également des informations précieuses sur des études de cas africaines.

Cependant, les bilans de PEV manquent d'une analyse de la dynamique des groupes locaux par rapport aux GEV mondiaux, en particulier leur leadership, leur stratégie et leur cohérence interne. Leur analyse était largement (mais pas exclusivement) au niveau des membres individuels et des moteurs de leur intégration dans les GEV, tout en tenant compte des conditions préexistantes qui prédisposaient les adhérents potentiels au recrutement. Le rapport 2018 de l'unité de stabilisation britannique,¹²⁴ par exemple, a identifié quatre grandes « étapes » :

1. L'existence de vulnérabilités fondamentales ;
2. La création d'un récit idéologique ;
3. Interaction de groupe ou sociale ; et
4. L'expérience d'« être » un extrémiste violent.

Dans *From Freedom Fighters to Jihadists*, Vera Mironova soutient que les GEV qui « sont moins corrompus et qui offrent plus de prestations à leurs membres deviennent les plus populaires auprès des combattants ». Thurstone, cependant, soutient que le recrutement dans les GEV et les schismes au sein des GEV sont « fortement façonnés par les réseaux sociaux, les relations entre les commandants sur le terrain et la pure contingence ». Il suggère que « le commandant de terrain djihadiste a le plus grand succès lorsque la promesse distinctive qu'il offre répond aux besoins de plusieurs circonscriptions ; c'est alors qu'apparaît le potentiel d'une coalition d'envergure, avec un pied dans le contre-ordre djihadiste en partie réalisé et un pied dans l'ordre existant. Ces coalitions et les projets politiques sont très instables ». De même, dans *Insurgent Fragmentation in the Horn of Africa*, Woldemariam observe que les GEV « sont des coalitions qui dépendent de la coopération entre des unités différenciées et hétérogènes ».

Il existe de la littérature disponible sur les relations entre les GANE et les GEV. Par exemple, dans *Alliance Formation*, Christia observe que « les acteurs clés vis-à-vis de la formation et du fractionnement d'alliances de groupes belligérants sont souvent des élites locales, opérant à un « niveau méso » qui relie les clivages au niveau national aux

motivations au niveau individuel », que l'on pourrait qualifier d'« organisationnelles », « d'entreprise » ou « collectives ». Dans *Tribes and Global Jihadism*, Collombier et Roy associent les GEV aux tribus, en particulier aux tribus en conflit avec l'autorité de l'État, comme l'une des principales formations d'élite locales dans les domaines de leur étude. Ils soutiennent qu'« en transformant leur lutte locale en une lutte régionale ou même mondiale, les tribus augmentent leur agence. Mais cette explication de l'« acteur rationnel » n'explique pas pourquoi les membres des tribus devraient s'en tenir à un programme djihadiste qui pourrait aussi se retourner contre eux ou attirer la répression, non

seulement de la part de l'État mais aussi des forces étrangères ».

En plus de comprendre la dynamique des GEV dans la région, il sera souhaitable d'essayer de comprendre autant que possible leurs objectifs. Cherchent-ils, par exemple, à capturer l'État, à le diviser (capturer une partie), à le perturber et à l'atténuer (dans la poursuite de la liberté d'action), à le subsumer dans une politique régionale ou mondiale plus large (par exemple, califat ou province d'un califat), pour éliminer l'autorité au profit du chaos (que ce soit pour des raisons criminelles ou idéologiques) ou pour un autre objectif stratégique plus large ?



ANNEXE D : DÉFINITIONS

Extrémisme

Astrid Botticher¹²⁵ donne la définition suivante :

L'extrémisme caractérise une position idéologique adoptée par ces mouvements anti-establishment, qui comprennent la politique comme une lutte pour la suprématie plutôt que comme une compétition pacifique entre des partis aux intérêts différents recherchant le soutien populaire pour faire avancer le bien commun. L'extrémisme existe à la périphérie des sociétés et cherche à conquérir son centre en créant la peur des ennemis à l'intérieur et à l'extérieur de la société. Les extrémistes, considérant la politique comme un jeu à somme nulle, ont tendance - si les circonstances le permettent - à s'engager dans un militantisme agressif, impliquant des actes criminels et des violences de masse dans leur volonté fanatique d'acquiescer et de conserver le pouvoir politique. Là où les extrémistes accèdent au pouvoir, ils ont tendance à détruire la diversité sociale et cherchent à provoquer une homogénéisation complète de la société... Au niveau sociétal, les mouvements extrémistes sont autoritaires et, une fois au pouvoir, les dirigeants extrémistes ont tendance à devenir totalitaires. Les extrémistes glorifient la violence comme mécanisme de résolution des conflits et s'opposent à l'État constitutionnel, à la démocratie majoritaire, à l'État de droit et aux droits de l'homme pour tous.

En s'appuyant peut-être sur Berger,¹²⁶ UNDP's *Misogyny: the Extremist Gateway?* (2021) suggère « une façon de comprendre cela est de le considérer dans le cadre d'une croyance que la survie même d'un groupe dépend de la violence contre ses adversaires ». Les deux définitions prévoient la possibilité qu'un État soit extrémiste.

Insurrection

Le rapport RBAP 2020 du PNUD sur l'état de la violence²⁷ distingue l'extrémisme violent des autres formes d'insurrection : « Les extrémistes violents ciblent tous les membres de l'exogroupe à des fins de violence. L'endogroupe considère la violence comme le seul moyen d'assurer son avenir et ses objectifs politiques... L'insurrection, dans le sens d'un mouvement organisé visant à renverser un gouvernement constitué par le recours à la subversion et au conflit armé, est généralement un phénomène non étatique, bien que les insurrections puissent souvent être parrainées ou secourues par des États extérieurs à l'insurrection. »

Groupes extrémistes violents (GEV)

Les extrémistes violents peuvent agir de manière purement individuelle, en groupe ou être recrutés par des groupes existants. Les extrémistes violents individuels peuvent poser un défi sécuritaire important mais la présente étude ne se penche que sur les GEV qui posent un degré de menace différent.

D'autre côté, un groupe peut avoir recours à la violence - voire faire de la violence partie intégrante de son fonctionnement - en n'ayant aucune autre impulsion contraignante que le gain financier ; les gangs de trafiquants dans beaucoup d'endroits à travers le monde en sont quelques exemples. Cependant, le terme GEV est typiquement utilisé pour désigner un groupe qui s'organise autour d'une idéologie extrémiste (au sens décrit ci-dessus) et qui a recours à la violence dans le cadre de son fonctionnement. Le présent rapport utilise le terme dans ce sens.

GEV s'inspirant des idéologies adoptées par Al Qaida ou Daesh

Les GEV peuvent être inspirés par une large gamme d'idéologies. Bien qu'il existe et ait existé de nombreux GEV transnationaux (tels que des groupes nationalistes blancs en Europe, ou Black Axe se propageant depuis le Nigeria¹²⁸) et un certain nombre de GEV mondiaux qui ont épousé des idéologies mondiales et recherché une portée d'action mondiale (comme les Brigades rouges en Europe dans les années 1970 et 1980, qui ont forgé une alliance putative avec la faction de l'Armée rouge japonaise), le courant mondial de l'extrémisme violent associé à l'Afrique subsaharienne aujourd'hui comprend des groupes se réclamant d'une idéologie proche de celle proclamée par Al-Qaïda ou Daesh.

GEV globaux, transnationaux et locaux

Il y a donc trois groupes d'acteurs à prendre en considération. Les premiers sont les GEV mondiaux. Al-Qaïda et Daesh représentent l'archétype d'un GEV global. Ces GEV globaux ont un agenda et des aspirations globaux et cherchent à avoir une portée globale.

Les deuxièmes sont les GEV transnationaux. Ces derniers opèrent au-delà des frontières de l'État. Il peut s'agir d'une expansion tactique (p. ex. expansion à la recherche de zones de récupération, de réformer ou de rééquiper) ou d'un théâtre d'opérations au-delà des frontières. Cependant, ils considèrent leur mission comme régionale et non comme globale.

Les troisièmes sont les GEV dont les opérations sont largement restreintes dans les limites d'un État national. Ils peuvent être locaux – agissant dans une région d'un pays ou étant mobilisés par un seul groupe identitaire – ou opérer à travers tout le pays ou une grande partie de celui-ci, leur mission restant cependant nationale.

Il existe aussi des groupes armés non étatiques qui peuvent se mobiliser autour de griefs qui leur donnent une forme idéologique (par exemple, profession, appartenance ethnique ou classe), mais qui peuvent être entraînés dans une relation avec les GEV de manière instrumentale (pour l'une ou l'autre partie). Ce rapport les distingue des GEV s'inspirant des idéologies d'Al-Qaïda ou Daesh qui font l'objet de la présente étude.

Champions de la réforme

Les sociétés et les gouvernements en question se lancent tous dans une série de programmes de réforme et de modernisation. Les « champions de la réforme » (les acteurs à l'origine de ces changements) sont des partenaires importants pour la communauté internationale, car cette dernière cherche à soutenir le progrès. Ces champions de la réforme, qu'ils soient dirigeants de processus gouvernementaux formels ou de mouvements sociaux, opèrent dans le cadre des contraintes évoquées dans ce document. Ce faisant, leurs projets croisent ceux des GEV locaux et d'autres acteurs de l'économie politique des territoires dans lesquels ils interviennent.

Groupes criminels organisés et blanchiment d'argent

Il est utile de faire la distinction entre les insurgés, les terroristes et les réseaux et groupes criminels organisés. Ces derniers ne sont généralement pas des groupes explicitement anti-étatiques qui établissent leurs propres règles juridiques et éthiques ou imposent une idéologie aux électeurs. Ils ne cherchent pas à déraciner les autorités de l'État ni à renverser complètement le contrôle territorial de l'État sur des zones géographiques particulières. Au lieu de cela, ils tirent parti de la faiblesse et des carences de l'État (les exacerbant parfois) d'une manière qui sert leurs intérêts. Les réseaux criminels organisés recherchent généralement un certain équilibre entre les autorités publiques et étatiques et leurs propres objectifs privés. En effet, ils ont besoin d'un appareil

et de réseaux « organisés » pour le crime, c'est pourquoi ils sont généralement plus enclins à établir des relations avec des agents de l'État qui agissent comme des interlocuteurs ou des intermédiaires. Le rôle de ces homologues au niveau de l'État varie considérablement, tout comme les méthodes utilisées par les réseaux criminels organisés pour établir des relations avec eux. Certains entendent assurer un climat politique, militaire et judiciaire propice au succès des activités criminelles organisées, tandis que d'autres peuvent être chargés de mobiliser les ressources ou les leviers de l'État pour améliorer les opportunités de génération de revenus des réseaux criminels organisés. La relation entre le crime organisé et l'État est souvent transactionnelle - une dynamique qui n'existe pas avec les insurgés ou les terroristes, dont la *raison d'être* est souvent d'affronter l'État, en utilisant la violence comme principale méthode pour ce faire..

Les réseaux criminels organisés diffèrent donc des groupes insurgés ou terroristes : les premiers ont tendance à préférer « utiliser » l'État pour pénétrer les sphères politiques, économiques et sociales formelles et informelles, tandis que les seconds entretiennent une relation explicitement antagoniste avec les autorités étatiques. Selon leur degré de maturité, les réseaux criminels organisés peuvent être prédateurs (utiliser sélectivement la violence pour pénétrer dans l'État et maintenir un certain degré de monopole sur l'usage illicite de la force), parasitaires (lorsque la violence décline à mesure que les relations entre les réseaux criminels organisés et l'État sont cimentés), ou symbiotique (où les réseaux criminels organisés sont devenus plus puissants que l'État, généralement en pénétrant l'État si profondément que les frontières entre les réseaux criminels et l'État deviennent obsolètes, à l'instar des narco-États).

Ces dynamiques expliquent également pourquoi les alliances entre les réseaux du crime organisé et les terroristes sont généralement insoutenables à plus long terme – elles ont des objectifs à long terme qui ne peuvent être conciliés. Les groupes sont toutefois susceptibles de conclure des accords ad hoc (comme indiqué dans le rapport principal en termes de protection des gains financiers ou d'acquisition de matériel illicite). Il existe également des exemples

historiques de groupes criminels organisés tirant parti de la violence politique et du terrorisme lorsque leurs intérêts sont gravement menacés (par exemple en Italie) - bien qu'ici aussi, ils aient choisi d'utiliser cette forme de violence pour forcer l'État à faire des choix politiques plutôt que de renverser l'État en tant que tel.

Les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent sont en partie une reconnaissance du fait que l'une des principales faiblesses des réseaux criminels organisés transnationaux était leur besoin d'utiliser les canaux légaux des systèmes bancaires et financiers pour transférer des fonds et dissimuler l'origine de leurs avoirs.

Le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont cependant différents. Le premier vise à faire apparaître l'argent sale comme légal, tandis que le second vise à masquer l'objectif final des transferts d'actifs (dont certains peuvent être d'origine légale). Le mécanisme international de lutte contre le blanchiment d'argent ne fait généralement pas cette distinction car les deux modalités représentent des menaces pour le système financier et les institutions publiques, et les stratégies qui peuvent être utilisées pour lutter financièrement contre les criminels peuvent être appliquées de la même manière dans la lutte contre le financement du terrorisme. De plus, le mécanisme de LBC ne s'intéresse pas tant à l'opération destinée à favoriser le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme qu'à l'argent et aux personnes ou entités à l'origine de l'opération.

Cependant, les systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent présentent des problèmes dus en partie au fait que les transactions associées au blanchiment d'argent passent par des canaux qui échappent à la compétence et à la portée du contrôle des forces de l'ordre :

- Pour leurs activités de blanchiment d'argent, les réseaux criminels peuvent s'assurer la complicité des membres du secteur financier, dont dépendent les autorités étatiques pour l'échange d'informations afin de détecter et d'opérationnaliser les activités de LBC ;
- Les réseaux terroristes peuvent établir des relations ad hoc avec des réseaux criminels par lesquels ils

tirent parti de la capacité des réseaux criminels organisés à transférer des fonds.

En outre, les efforts de lutte contre le blanchiment d'argent sont souvent cloisonnés : pour des raisons bureaucratiques, procédurales et de conformité, ces efforts sont séparés des efforts « de développement » pour lutter contre les terroristes, en particulier au niveau infranational. Il existe une possibilité d'améliorer la coordination entre les sphères politiques mondiales et locales. Par exemple, l'une des principales sources de financement du terrorisme dans le monde est le trafic (par le biais de réseaux criminels organisés), et ce mécanisme de financement

peut être abordé de multiples façons à un niveau plus national compte tenu du mariage de convenance entre les réseaux criminels organisés et les groupes terroristes. Les efforts pourraient être concentrés sur le « divorce » des réseaux criminels organisés et des terroristes plutôt que sur l'amalgame des deux. De telles initiatives pourraient inclure :

- Renforcer la législation sur la LBC au niveau national et soutenir la mise en place d'une législation qui incriminerait ceux qui sont « coupables par association » dans le financement du terrorisme (ce qui pourrait dissuader les réseaux criminels organisés de coopérer avec des groupes terroristes).



ENDNOTES



1. PNUD (2017), *Parcours vers l'extrémisme : moteurs, incitations et point de basculement pour le recrutement*, <https://journey-to-extremism.undp.org/>
2. « Une forme d'État médiatisée, où les gouvernements s'appuient sur diverses stratégies de négociation avec des sources d'autorité non étatiques pour assurer certaines fonctions du gouvernement, notamment la sécurité publique, la justice et la gestion des conflits locaux à la périphérie du pays ». Menkhaus (2007), *Governance without Government in Somalia [Gouvernance sans gouvernement en Somalie]*, https://www.researchgate.net/publication/249564774_Governance_Without_Government_in_Somalia_Spoilers_State_Building_and_the_Politics_of_Coping
3. « Dans une arène de concurrence extrême pour la loyauté et l'autorité, ses politiques en matière de maintien de l'ordre, de fiscalité, de mariage et d'éducation construisent des identités d'appartenance au groupe clairement spécifiées et démontrent son autorité, d'une manière qui imite l'État... Daech présente les caractéristiques classiques d'un proto-État, piégé dans un état perpétuel d'instabilité, de flux et de fluidité, qui finit par fusionner et trouver forme alors qu'il défie et impose l'autorité ». Brown K.E. (2018), *Violence and Gender Politics in the Proto-State "Islamic State"*. Dans Parashar et al. (2018), *Revisiting Gendered States*, Oxford Scholarship Online.
4. « Les mouvements djihadistes africains sont avant tout des mouvements locaux qui naissent de dynamiques sociales et politiques locales, et leur lutte est principalement orientée vers la résolution de griefs locaux, et non mondiaux ». Cité dans Ibrahim, I.Y. (2017), "The Wave of Jihadist Insurgency in West Africa: Global Ideology, Local Context, Individual Motivations", *West African Papers* No. 07, OECD Publishing, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/development/the-wave-of-jihadist-insurgency-in-west-africa_eb95ca9-en.
5. <https://www.reuters.com/world/an-epidemic-coups-un-chieflaments-urging-security-council-act-2021-10-26/>.
6. UNREC/PNUD (2016), *Assessment Survey on Small Arms in the Sahel Region and Neighbouring Countries*, https://www.unrec.org/ged/download.php?itemId=161&language=en_GB.
7. SIPRI (2020), [https://sipri.org/media/press-release/2021/world-military-spending-rises-almost-2-trillion-2020#:~:text=Military%20expenditure%20in%20sub%2DSaharien,Ouganda%20\(%2B46%20per%20cent\)](https://sipri.org/media/press-release/2021/world-military-spending-rises-almost-2-trillion-2020#:~:text=Military%20expenditure%20in%20sub%2DSaharien,Ouganda%20(%2B46%20per%20cent))
8. Entretien avec un expert régional en sécurité, entretien avec l'équipe du bureau de pays du PNUD au Nigéria.
9. Schulz, D.E., *Political Legitimacy in Post-Colonial Mali* <https://boydellandbrewer.com/9781847012685/political-legitimacy-in-postcolonial-mali/>
10. Tsuda, K. (2020), <https://blogs.lse.ac.uk/humanrights/2020/03/20/continued-instability-in-mali-and-west-africa/>.
11. Previous Tuareg-led revolts occurred in 1963, 1990, 2006, 2012. La dynamique des Touareg est cependant complexe : « Les Kel Adagh, basés à Kidal, étaient mécontents de leur intégration dans un nouvel État malien qui a obtenu son indépendance de la France en 1960. Ils se sont rapidement retrouvés en désaccord avec le nouveau gouvernement malien qui cherchait à restreindre leur liberté. Outre les plaintes contre le gouvernement central, cependant, les rébellions touaregs et leurs conséquences ont également reflété des dynamiques de pouvoir internes remontant aux alliances et aux hostilités coloniales, ainsi que des conflits politiques internes opposant les traditionalistes tribaux aux dirigeants des couches sociales inférieures et des tribus politiquement subordonnées en faveur d'une société égalitaire plus progressiste ». Clingendael (2019), https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy_traditional_authorities_mali_niger_libya/4-traditional-authorities-in-mali-armed-alliances-and-insecurity/
12. Tsuda, K. (2020), <https://blogs.lse.ac.uk/humanrights/2020/03/20/continued-instability-in-mali-and-west-africa/>.
13. « La crise du Sahel a commencé en 2021 après une année record de conflits et de violences en 2020, au cours de laquelle plus de 6 200 morts ont été signalés au Burkina Faso, au Mali et au Niger. En 2020, plus de civils ont été tués au Mali et au Niger qu'au cours de toute l'année précédente », <https://acleddata.com/2021/08/05/mid-year-update-10-conflicts-to-worry-about-in-2021/#1612195879250-fd67dc25-cc2cc43f-25b1>
14. Extrait de Coakley, A. (2021), ILLP.
15. Shire, M.I. <https://warontherocks.com/2021/10/now-is-the-time-to-engage-al-shabaab-religious-leaders-and-clan-elders-can-help/>
16. Anzalone, C., et Warner, J. (2021), <https://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199743292/obo-9780199743292-0303.xml?rsk=56guqq&result=3>

17. Agbiboa, D.E. (2014), *Journalism of Terrorism Research*.
18. Menkhaus, K. (2018), *Elite Bargains and Political Deals Project: Somalia Case Study*. Unité de stabilisation du DFID.
19. Menkhaus, K. (2018), *Elite Bargains and Political Deals Project: Somalia Case Study*. Unité de stabilisation du DFID.
20. Menkhaus, K. (2018), *Elite Bargains and Political Deals Project: Somalia Case Study*. Unité de stabilisation du DFID.
21. Entretiens avec des militants de la société civile somalienne et des experts du pays.
22. Entretien avec un expert régional sur la sécurité et le crime organisé.
23. Voir https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1267/aq_sanctions_list/summaries/entity/mouvement-pour-l%E2%80%99unification-et-le-jihad-en.
24. Thurstone, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel*, CUP, p.54, <https://doi.org/10.1017/9781108771160>.
25. « La mobilisation extrémiste violente est enracinée dans des griefs socio-économiques et politiques profondément ancrés, en particulier parmi les groupes défavorisés ». NUPI/PNUD, *Local Drivers of Violent Extremism in Central Mali* https://www.nupi.no/nupi_eng/Publications/CRISTin-Pub/Local-Drivers-of-Violent-Extremism-in-Central-Mali.
26. ACLED (2021), <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>
27. Repris dans la littérature, tant universitaire que spécialisée – voir, par exemple, Bacon, T., et Warner, J. (2021), *The Threat in Africa – the New Epicentre of Global Jihadi Terror*, West Point, CTC Sentinel., <https://ctc.usma.edu/twenty-years-after-9-11-the-threat-in-africa-the-new-epicenter-of-global-jihadi-terror/>. « Par-dessus tout, les dynamiques sociales, politiques et économiques locales au sein des États africains ont créé le vide que les acteurs djihadistes ont exploité après le 11 septembre, et ces conditions ne montrent aucun signe d'amélioration. »
28. Entretiens avec les bureaux de pays du PNUD en Somalie, en RDC, au Nigeria et au Mali ; avec des militants de la société civile de Somalie ; et avec des experts du CAERT et de l'IGAD.
29. *Rapport Afrique*, 20 septembre 2021.
30. « Les experts estiment que les groupes affiliés au JNIM gagnent conjointement entre 18 et 35 millions de dollars par an, principalement grâce à l'extorsion des routes de transit sous leur contrôle, aux communautés engagées dans l'exploitation minière artisanale et, dans une moindre mesure, aux enlèvements contre rançon ». Eizenger, D, and Williams, W. (2021), *The Puzzle of JNIM and Militant Islamist Groups in the Sahel*, ACSS.
31. Confirmé lors d'entretiens avec les bureaux de pays du PNUD au Mali, en RDC, au Mozambique, en Somalie et au Nigeria ; avec des experts de GI-TOC, IGAD et CAERT ; et avec des observateurs experts au Burkina Faso et au Mali.
32. Entretien avec un universitaire spécialisé en LEV.
33. « Les groupes opérant au Sahel exploitent déjà l'extraction de l'or. Cela les aide à obtenir les ressources financières, logistiques et opérationnelles nécessaires pour mener des attaques et se maintenir », ISS (2021), <https://issafrika.org/iss-today/how-western-mali-could-become-a-mine-dor-pour-les-terroristes>.
34. Entretiens avec des militants de la société civile somalienne, PNUD Mali CO.
35. Al-Shabaab dans le sud de Mogadiscio a été cité en exemple (entretien avec un militant somalien)
36. « La porosité des frontières entre les pays du bassin du lac Tchad facilite la pénétration des ALPC et d'autres marchandises de contrebande qui contribuent à entretenir les conflits interethniques et agriculteurs-éleveurs exploités par des groupes extrémistes afin d'accroître leur emprise sur cette région fragile. La montée de la violence de Boko Haram et de l'ISWAP a nui aux moyens de subsistance dans une région qui était déjà confrontée à des menaces de durabilité » Frimpong, O.B. (2020), *Climate Change and Violent Extremism in the Lake Chad Basin: Key Issues and Way Forward*, Wilson Centre, https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/Climate%20Change%20and%20Violent%20Extremism%20in%20the%20Lake%20Chad%20Basin%20Key%20Issues%20and%20Way%20Forward_0.pdf
37. Par exemple, Iyad ag Ghali, un noble touareg des Ifoghas qui a passé plus d'une décennie dans l'étude théologique et l'auto-représentation parallèlement à d'autres activités. Thurstone, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel*, CUP, p. 113, <https://doi.org/10.1017/9781108771160>.
38. « La manière dont les personnes impliquées dans le trafic de stupéfiants se positionnent au sein des structures politiques, économiques et sécuritaires formelles et informelles a changé pour se conformer aux nouvelles réalités sur le terrain. Il en résulte un équilibre criminel précaire qui permet au trafic de drogue à travers le nord du Mali de se poursuivre, malgré le fait que la région reste divisée entre des groupes armés rivaux », ENACT (2020), *Drug Trafficking in Northern Mali*.
39. « Malgré le fait que le gouvernement malien est à peine présent dans le nord du Mali, les économies illicites sont, en fait, assez fortement réglementées à travers des systèmes de réseaux de clientélisme, des économies de protection et des accords informels ». ENACT (2020), *Drug Trafficking in Northern Mali*.
40. « Un examen des façons dont les systèmes de clientélisme établis cessent de produire de la stabilité permet également d'exposer comment le néopatrimonialisme peut devenir un moteur de crise perpétuelle. Lorsque celui-ci s'effondre, l'absence d'une structure institutionnalisée plus formelle peut créer une fragmentation qui se maintient à des niveaux de fragmentation éventuellement encore plus profonds. ... Ces systèmes de gouvernance reposent sur l'utilisation de la violence pour la sécurité, la résistance et la prédation, mais toute compréhension de ces groupes armés doit reconnaître

- le contexte plus large dans lequel ils sont intégrés ». Dunn, K.C., and Boås, M. (2017), *The Evolving Landscape of African Insurgencies*. In *Africa's Insurgents: Navigating an Evolving Landscape*.
41. ACLED (2020), <https://acleddata.com/2020/02/14/global-conflict-and-disorder-patterns-2020/>.
 42. ISS (2020), citant Peter Bauman, <https://issafrica.org/iss-today/time-to-rethink-the-prevention-of-violent-extremism-in-africa>.
 43. Benjaminsen et Ba (2021), <https://doi.org/10.1080/19392206.2021.1925035>, qui observe également qu'« il y a en pratique plus de coopération que de conflit entre agriculteurs et éleveurs au Sahel, et que la plupart des conflits sont résolus pacifiquement », Moritz (2010), <https://citeserx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.471.5037&crep=rep1&type=pdf> ».
 44. Projet GIC Insecure Livelihoods <https://www.gicnetwork.be/insecure-livelihoods-series/>.
 45. Lazard O. (co-author), unpublished field interviews, DRC 2016.
 46. « Une rupture induite par le conflit des arrangements coutumiers d'utilisation partagée, associée à l'incapacité de l'État à réglementer l'accès aux ressources et à assurer la médiation entre les groupes, est une variable critique pour les conflits intercommunautaires, qui peut fournir une ouverture aux groupes extrémistes violents fonctionnant comme antagonistes, médiateurs ou supprimeurs de la violence, selon le contexte. » Cater PNUD (2021), *Toward New Policies for the Climate Change and Violent Extremism Nexus in Africa*.
 47. « Les causes profondes de cette insurrection sont toutes mozambicaines : inégalités, pauvreté abjecte, élite locale et politique ethnique, et crime organisé ». Vines, A. (2021), "Responding to Mozambique's Islamic Insurgency: Will Foreign Military Assistance Make a Difference", *Georgetown Journal of International Affairs*.
 48. Coakley, A. (2021), ILLP.
 49. <https://acleddata.com/2020/05/20/state-atrocities-in-the-sahel-the-impetus-for-counter-insurgency-results-is-fueling-government-attacks-on-civilians/>.
 50. L'une des nombreuses références dans la littérature se lit comme suit : « Lorsque les forces de sécurité sont revenues dans ces zones, le « profilage ethnique » des bergers peuls en tant que « djihadistes » a conduit à des arrestations massives, des abus et des tortures... Cet événement a facilité le développement de la Katiba Macina, en générant de la frustration, du ressentiment et de l'humiliation chez les pasteurs peuls, catalysant efficacement leur mobilisation envers le groupe ». NUPI/PNUD, *Local Drivers of Violent Extremism in Central Mali*.
 51. Entretiens avec les bureaux de pays du PNUD au Mali, en RDC, en Somalie, au Nigeria et au Mozambique ; un militant de la société civile de Somalie ; experts de l'IGAD et du CAERT.
 52. Pérouse de Montclos (2021), *Rethinking the Response to Jihadist Groups Across the Sahel*, Chatham House, <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2021-03/2021-03-02-response-jihadist-groups-sahel-perouse-de-montclos.pdf>.
 53. Entretien avec le bureau de pays du PNUD, confirmé par un entretien avec un militant de la société civile somalienne.
 54. Enquête du PNUD sur la gouvernance des bureaux de pays ; entretiens avec le Nigeria, le Mali, la Somalie, le Mozambique, la RDC ; entretiens avec des militants de la société civile au Nigeria et en Somalie.
 55. « L'État congolais est un acteur clé dans l'Est du pays. Sa faiblesse, et parfois sa complicité, peuvent exacerber les conflits locaux ». Streans, J., *The Africa Report* <https://www.theafricareport.com/73449/is-the-islamic-state-really-operating-in-eastern-drc/>
 56. Ce n'est pas propre à la Somalie ; dans le bassin du lac Tchad, par exemple, « contrairement à l'extorsion gouvernementale, aux saisies de cargaisons et à la répression du commerce, la taxation des marchandises par l'ISWAP est généralement acceptée par les civils. Une partie de la population de la région du lac Tchad attribue même à l'ISWAP la promotion d'un meilleur environnement pour les affaires, principalement dans le commerce du riz, du poisson et du poivre séché ». Bacon, T., and Warner, J. (2021), *The Threat in Africa – the New Epicentre of Global Jihadi Terror*, West Point, CTC Sentinel.
 57. Entretiens avec les bureaux de pays en RDC, au Mozambique, au Nigeria et au Mali. Ibrahim Y Ibrahim 2017 note que « la plupart des États d'Afrique ont un « statut d'État consolidé », au moins dans leurs capitales ; c'est-à-dire qu'ils possèdent les capacités militaires et administratives nécessaires pour réguler le comportement social et résoudre les conflits dans ces lieux. Cela n'est pas cependant le cas dans les zones rurales et éloignées où les États peuvent n'avoir qu'un « statut d'État limité ». Les entrepreneurs djihadistes ont tendance à établir leurs bases dans des zones périphériques où l'État n'a qu'un statut d'État limité ». *The Wave of Jihadist Insurgency in West Africa: Global Ideology, Local Context, Individual Motivations*, West African Papers No. 07, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eb95c0a9-en>.
 58. « Les groupes extrémistes violents utilisent également les tensions sociales et les frustrations liées aux conflits fonciers locaux, un grief qui a constitué un terrain fertile pour qu'ils s'installent ailleurs dans le Sahel ». ISS (2020), citant Peter Bauman, <https://issafrica.org/iss-today/time-to-rethink-the-prevention-of-violent-extremism-in-africa>.
 59. Coakley, A. (2021), ILLP.
 60. Les racines locales de la violence dans l'est du Burkina Faso, <https://noria-research.com/the-local-roots-of-violence-burkina-faso/>.
 61. « Les efforts de médiation locale ne peuvent remplacer la nécessité d'une solution politique aux conflits qui affectent la région du Sahel et une solution institutionnelle à la marginalisation des nomades ». CHD (2021), *Agro-Pastoral Mediation in the Sahel*
 62. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2021-02-23/secretary-generals-remarks-the-security-council-addressing-climate-related-security-risks-international-peace-and-security-through-mitigation-and-resilience-building>

63. « Les éleveurs semblent soutenir la mainmise djihadiste, en raison d'un discours djihadiste anti-étatique, anti-élite et pro-pastoral, parce qu'ils sont de plus en plus fatigués et mécontents d'un État prédateur et corrompu, et parce que le modèle de développement imposé par l'État et les bailleurs de fonds internationaux n'ont pas répondu aux priorités pastorales. La recherche de rente par les responsables gouvernementaux a été particulièrement intense en ce qui concerne les conflits liés aux terres pastorales, à la gestion de l'environnement et à la lutte contre la désertification ». Benjaminsen and Ba (2019), *Why Do Pastoralists in Mali join Jihadist Groups?* <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457>
64. Entretiens sur le terrain 2018, Lazard O. (co-auteur).
65. Entretiens avec les bureaux de pays du PNUD en RDC, au Mozambique ; deux militants de la société civile somalienne ; CAERT.
66. Entretien avec un expert en criminalité transnationale et organisée.
67. « Al-Shabaab semble également s'appuyer sur un réseau de femmes de confiance pour fournir des cachettes sécurisées où les combattants peuvent organiser des opérations. Selon une ancienne militante, ces femmes sont généralement plus âgées, basées dans les grandes villes et rémunérées pour leur travail. Les femmes plus âgées ont tendance à éveiller encore moins les soupçons des forces de sécurité gouvernementales. L'utilisation par Al-Shabaab de telles femmes pour ce rôle reflète la capacité des militants à exploiter les normes de genre stéréotypées pour un avantage opérationnel. » ICG (2019), <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/somalia/b145-women-and-al-shabaabs-insurgency>.
68. « Une partie relativement importante de répondants au Nigéria pensaient que les femmes de leur communauté pouvaient jouer un rôle dans les groupes armés extrémistes, y compris la formation (31 %), la logistique et le soutien domestique (46 %), en tant que collectrices de ressources financières (44 %), collectrices de renseignements (43 %) et les combattantes (40 %). ... Au Tchad, le rôle le plus fréquemment cité pour les femmes était celui de combattantes (16 %), alors qu'une proportion négligeable de répondants nigériens attribuaient l'un de ces rôles aux femmes ». Small Arms Survey (2021), *Violent Extremism in the Southern Libya Borderlands*.
69. Entretien avec un militant de la société civile somalienne.
70. Voir, par exemple, PNUD (2021), *Misogyny: The Extremist Gateway?*, <https://www1.undp.org/content/oslo-governance-centre/en/home/library/misogyny-the-extremist-gateway-.html>
71. Hudson, V.M., and Hodgson, K.B. (2020), *Sex and Terror: Is the Subordination of Women Associated with the Use of Terror?* <https://doi.org/10.1080/09546553.2020.1724968>
72. Charlson, F., van Ommeren, M., Flaxman, A., Cornett, J., Whiteford, H., and Saxena, S. (2019), "New WHO Prevalence Estimates of Mental Disorders in Conflict Settings: A Systematic Review and Meta-Analysis", *The Lancet*, p.240-48
73. Par exemple, une étude menée dans une zone de conflit similaire conclut que « l'exposition à des événements traumatisants non traités entrave la coexistence pacifique et la guérison, de telle sorte que si ces problèmes psychologiques ne sont pas résolus, il n'est pas possible de vivre dans une coexistence pacifique. En outre, se remettre d'expériences traumatisantes est une base essentielle pour [la consolidation de la paix] ». Tankink, M. and Otto, B. (2019). *"Peace Starts with Peace of Mind": Study on the Intersection Between Post-Conflict Trauma and Peacebuilding in Northern Uganda*. Rapport de recherche. Uganda, TPO Uganda.
74. Entretien avec un expert sectoriel, novembre 2021.
75. Dunn, K.C., and Boås, M. (2017), *The Evolving Landscape of African Insurgencies. In Africa's Insurgents: Navigating an Evolving Landscape*.
76. Entretien avec un militant de la société civile somalienne.
77. Bacon, T., and Warner, J. (2021), *The Threat in Africa—the New Epicentre of Global Jihadi Terror*, West Point, CTC Sentinel.
78. Réponse à l'enquête du bureau de pays du PNUD (2021).
79. KII avec l'expert pays du PNUD (2021).
80. Entretiens sur le terrain par les membres de l'équipe (2019).
81. « Comme pour dire que la logique d'engagement de la Katiba Macina avec une nouvelle approche de gestion sensible des conflits fonciers anciens et nouveaux prend corps dans le centre du Mali ». Message d'un chercheur malien, décembre 2021.
82. DFID (2009), *Building the State and Securing the Peace*, <https://gsdrc.org/docs/open/con64.pdf>
83. Brown, K.E. (2018), *Violence and Gender Politics in the Proto-State "Islamic State"*. Dans Parashar et al. (2018), *Revisiting Gendered States*, Oxford Scholarship Online.
84. « Les moteurs de « l'extrémisme violent » de la région [bassin du lac Tchad] sont enracinés dans des entreprises opportunistes et criminelles qui s'inspirent de l'économie politique distincte de la région. ... Ces groupes exploitent activement les griefs locaux au niveau individuel centrés sur la pauvreté et la marginalisation endémiques de la région ainsi que sur l'approche militaire brutale pour lutter contre l'insurrection ». Connor, G. (2017), *"Violent Extremism" in the Lake Chad Basin: Understanding the Drivers of the Boko Haram Insurgency*, NUPI.
85. Voir ICG, Coakley, A. (2021), ILLP.
86. Par exemple, West Point CTC Sentinel a noté que « Plutôt que de traiter le djihadisme comme une combinaison complexe d'affiliations transnationales et de facteurs locaux, les efforts de renforcement des capacités se sont concentrés sur la première composante, ce qui a mis l'accent sur le renforcement de la sécurité et des capacités militaires. Mais cet investissement n'a pas été accompagné d'un renforcement efficace des capacités visant à améliorer la gouvernance et à répondre aux griefs sous-jacents. En d'autres termes, le renforcement des capacités a peut-être renforcé la capacité des gouvernements locaux à combattre le djihadisme, mais pas à s'attaquer à ce qui l'alimente. » Bacon, T., and Warner,

- J. (2021), *The Threat in Africa—the New Epicentre of Global Jihadi Terror*, West Point, CTC Sentinel.
87. Thurstone, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel*, CUP, <https://doi.org/10.1017/9781108771160>.
 88. <https://www.jadaliyya.com/Details/26948>.
 89. Entretien avec un expert du crime organisé, 2021.
 90. Notamment au Mali et au Nigeria, selon des entretiens avec des BP du PNUD et un expert en sécurité régionale, novembre-décembre 2021.
 91. Par exemple, dans le nord-ouest du Nigéria, où des gangs de « bandits » et des VEG (JAS et ISWAP) collaboreraient pour empêcher le retour d'une autorité étatique effective.
 92. Entretien avec un militant de la société civile somalienne.
 93. Voir annexe A pour plus de détails.
 94. « L'EI a affirmé que la construction de l'État est réalisable et ne devrait pas être retardée. Pour mettre en œuvre sa stratégie durable et en expansion, l'EI a utilisé ses instruments de pouvoir idéologiques, militants, sociaux et économiques. La stratégie graduelle d'AQ dicte que l'établissement d'un tel État doit remplir plusieurs conditions, telles que l'éducation et l'obtention du soutien des populations musulmanes dans les zones où opèrent ses affiliés, son organisation de façade et ses alliés ». Almohammad, A. (2019), *Seven Years of Terror: Jihadi Organizations' Strategies and Future Directions*, ICCT.
 95. « Oussama ben Laden et al-Qaïda avaient donné la priorité à la lutte contre les États-Unis et l'Occident – l'ennemi « lointain » – tout en retardant les attaques contre les régimes des États à majorité musulmane – l'ennemi « proche ». En revanche, Abu Bakr al Baghdadi et l'État islamique ont donné la priorité à la guerre rapprochée par rapport à la guerre lointaine, tout en cherchant toujours à inspirer des attaques en Occident. » Zimmerman, K. (2021), *AQ and ISIS 20 years after 9/11*, Wilson Centre
 96. Au Mali, par exemple, « les élites traditionnelles de haut niveau du nord du Mali se sont enracinées dans les structures de gouvernance armée, soit en tant que fondateurs de groupes armés non étatiques, soit en tant qu'alliés de ces groupes. Au niveau inférieur des chefs de village et de fraction, ... alors que les autorités traditionnelles cherchent toujours à exercer leurs fonctions traditionnelles de gouvernance, elles sont dans de nombreux cas entravées, mises à l'écart et même menacées compte tenu de la situation sécuritaire instable, de leur manque de pouvoir d'exécution et de l'impact de la gouvernance armée sur leur légitimité. » Clingendael (2019), https://www.clingendael.org/pub/2019/legitimacy_traditional_authorities_mali_niger_libya/4-traditional-authorities-in-mali-armed-alliances-and-insecurity/
 97. Contester les vidéos d'Al-Shabaab posant la question : « Êtes-vous satisfait que les terres musulmanes soient saisies et usurpées par les Kuffar ? », faisant référence à des griefs émotionnellement puissants sur les injustices foncières ». Cité dans RUSI (2020).
 98. RUSI (2020), <https://rusi.org/explore-our-research/publications/rusi-newsbrief/how-east-africas-terrorists-build-their-brand-strength>.
 99. Barth, T.J., & Bartenstein, J. (1998). Fostering a Learning, Innovative Government: the Role of Academic/Practitioner Collaboration. *The Public Manager: The New Bureaucrat*, 27(1), 21-26.
 100. <https://carnegieeurope.eu/2021/07/12/climate-security-conflict-prevention-and-peacebuilding-pub-84876>.
 101. <https://carnegieeurope.eu/strategieurope/85791>.
 102. <https://thediplomat.com/2019/03/the-maldives-the-new-kid-on-the-islamist-block/>.
 103. Observations de Lazard, O. (co-auteur).
 104. Au mieux, il y a des constats analytiques tels que « l'influence des leaders étrangers [liés à Al-Qaïda ou à Daech] tend à reléguer ces dimensions locales de l'insurrection jihadiste au second plan, rendant au contraire sa facette idéologique plus saillante ». Ibrahim, I.Y. (2021), Crisis Group, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/la-mort-du-chef-de-letat-islamique-au-grand-sahara-une-occasion-de-dialogue>.
 105. Voir, par exemple, Page Fortna, V. (2015), Do Terrorists Win? <https://www.cambridge.org/core/journals/international-organization/article/abs/do-terrorists-win-rebels-use-of-terrorism-and-civil-war-outcomes/4729B2B926904616190DC38DB3240C8F>.
 106. Elbadawi, I.A., and Sambanis N., (2000), *External Interventions and the Duration of Civil Wars*, <https://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-2433>.
 107. « Le dialogue peut également révéler des différences essentielles entre les différentes factions du groupe islamiste militant. Les disparités entre les objectifs d'Ag Ghali et de Koufa, tels que la manière d'interpréter et de mettre en œuvre la charia, peuvent encore affaiblir la cohésion de leur coalition. La volonté d'Ag Ghali et de Koufa de s'engager dans des accords avec les autorités nationales peut également diviser les combattants en quête d'un accord politique des factions dures dans leurs rangs. » Eizenger, D, and Williams, W. (2021), *The Puzzle of JNIM and Militant Islamist Groups in the Sahel*, ACSS.
 108. Entretiens avec un militant de la société civile somalienne. Commentaires favorables des bureaux de pays du PNUD au Mali, en RDC, en Somalie et au Mozambique.
 109. « En particulier, les groupes salafistes-djihadistes ne profitent pas seulement des griefs locaux et de la mauvaise gouvernance, mais ils sont également devenus sensibles aux sentiments locaux et à la politique nationale plus large : leur rhétorique s'appuie sur l'anticolonialisme et ils se présentent comme des acteurs locaux expulsant les forces étrangères ». Faleg, G., and Mutsasilta, K. (2021), "Salafi-jihadism in Africa", <https://www.iss.europa.eu/content/salafi-jihadism-africa>.
 110. Le fait que les GEV attribuent ces griefs aux « croisés » ne doit pas être interprété comme signifiant qu'ils expriment une analyse entièrement orientée vers l'économie politique des forces géopolitiques en jeu dans chaque théâtre de conflit. Au lieu de cela, leur rhétorique fournit un récit qui convient à leur mobilisation des communautés et des individus à leur cause.
 111. « Les groupes armés en question sont principalement constitués de locaux qui ont trouvé dans l'idéologie islamiste

- radicale un moyen de donner un sens aux conflits locaux et de mobiliser les revendications locales. L'idéologie compte, et le gouvernement américain et ses partenaires devraient explorer les moyens de contrer l'idéologie radicale, ou plutôt encourager les acteurs locaux sympathisants à le faire. » Shurkin, M., and Bernard, A., <https://warontherocks.com/2021/08/ten-things-the-united-states-should-do-to-combat-terrorism-in-the-sahel/>.
112. Par exemple, « les dirigeants locaux d'un groupe peuvent choisir de rechercher un engagement plus étroit avec un réseau salafiste-djihadiste et/ou sa province régionale pour avoir accès à de meilleures ressources et/ou développer leur propre influence politique. En échange, la plus grande organisation bénéficie de succursales locales viables pour maintenir son élan, étendre ses réseaux de ressources et accroître son pouvoir vis-à-vis de ses concurrents stratégiques ». Faleg, G., and Mutsasilta, K. (2021), "Salafi-jihadism in Africa", <https://www.iss.europa.eu/content/salafi-jihadism-africa>.
 113. Entretien avec un universitaire spécialisé en LEV. Confirmé par un entretien avec un expert en criminalité transnationale et organisée.
 114. « Comprendre l'adhésion d'AQMI, de Boko Haram et d'Al-Shabaab à une idéologie djihadiste mondiale dans le cadre de l'utilisation d'une marque mondiale offre revêt une importance analytique ». Dunn, K.C., and Boàs, M. (2017), *The Evolving Landscape of African Insurgencies. In Africa's Insurgents: Navigating an Evolving Landscape*.
 115. Entretien avec un expert en sécurité régionale, décembre 2021
 116. <https://apps.dtic.mil/sti/pdfs/ADA543686.pdf>.
 117. H. Allan, A. Glazzard et al. (2015), *Drivers of Violent Extremism: Hypotheses and Literature Review*, Royal United Services Institute (RUSI), <http://www.dmeformpeace.org/peaceexchange/wp-content/uploads/2018/08/Drivers-of-VE-Hypotheses-and-Literature-Review.pdf>.
 118. https://media.africaportal.org/documents/preventing_violent_extremism_ZovDRwR.pdf.
 119. Thurstone, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel*, CUP, <https://doi.org/10.1017/9781108771160>.
 120. Faleg, G., and Mutsasilta, K. (2021), "Salafi-jihadism in Africa", <https://www.iss.europa.eu/content/salafi-jihadism-africa>.
 121. <https://www.wilsoncenter.org/event/webcast-violent-extremism-west-africa-are-current-responses-enough> Wilson Center rapportant que l'USIP « a commencé par discuter des moteurs de recrutement dans les organisations extrémistes violentes (OEV), qui répondent souvent aux griefs légitimes, à l'injustice et à la répression ressentis par les civils. Elle a souligné que même si la violence n'est pas la réponse, il est important de considérer ce qui pousse les gens à y recourir. L'insécurité et la perception de l'insécurité sont en hausse, et il y a trois dynamiques à cela. La première concerne les sources locales d'insécurité. Lorsque les besoins de sécurité de la communauté ne sont pas satisfaits, ils préparent le terrain pour le recrutement dans des organisations violentes. Les civils commencent à se demander si l'État se soucie vraiment de leur sécurité ou simplement de son propre pouvoir, et les terroristes profitent de cette fracture. La deuxième repose sur le conflit intercommunautaire, en particulier sur les questions de gestion des ressources. Les mécanismes informels de résolution des conflits entre les groupes s'effondrent, créant de la méfiance et rendant difficile la consolidation de la paix. La troisième repose sur la question de savoir si les gens croient qu'il existe une possibilité de changement. Steadman a ensuite interrogé ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans la lutte contre l'extrémisme violent (LEV). Ce qui fonctionne, c'est de permettre aux civils de décider de leur propre avenir et de leur bonne gouvernance. Ce qui ne fonctionne pas, c'est une assistance à la sécurité sous-examinée et l'accent mis sur l'élimination des terroristes d'aujourd'hui sans rien faire pour arrêter les terroristes de demain. Steadman a recommandé que les décideurs politiques se concentrent sur la priorisation des agences locales et soutiennent – sans supplanter – les mécanismes locaux de consolidation de la paix. Elle a également recommandé d'ajuster les récits LEV pour reconnaître l'humanité des personnes et des communautés touchées (ce que font déjà les récits VEO), et d'améliorer le comportement de l'État envers ses citoyens en se concentrant sur la sécurité humaine et le rôle des services de sécurité en tant que protecteurs de la population civile.
 122. <https://icct.nl/publication/dynamiques-soutien-participation-extremisme-violent/>
 123. Guichaoua, Y. (2012), *Understanding Collective Political Violence*, Palgrave.
 124. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/766399/20160701_SU_Report_CVE_in_FCAS_O.pdf
 125. Bottiger, A. (2017), *Towards Academic Consensus Definitions of Radicalism and Extremism*, Perspectives on Terrorism, 11 (4).
 126. Berger, J.M. (2018), *Extremism, MIT Press Essential Knowledge Series*.
 127. State of Violence: Government Responses to Violent Extremism in South-East Asia, PNUD 2020 <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP-RBAP-Violent-Extremism-in-SE-Asia-case-study-State-of-Violence-2020.pdf>.
 128. <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-59614595>.

